天然資源ニ關スル利權ノ付與

右天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シ國籍ノ區別ナク許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權力ヲ侵害スルコトヲ得ス一般的獨占ノ性質ヲ有スル利權ハ之ヲ許容スルヲ得ス本項ハ受任國カ「シリア」及「レバノン」ノ地域ノ利益ノ爲及地方的要求ニ最適合スルト認メラルル財源ヲ該地域ニ確保スル目的ヲ以テ又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニアル團體ニ依リ天然資源ヲ開發スル目的ヲ以テ純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スルノ權利ヲ如何ナル場合ニ於テモ制限スルモノニアラス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ爲ニスル天然資源ノ獨占ノ創設ヲ含ミ又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ如何ナル優先的待遇ヲモ含ムモノニアラス

les intérêts des populations locales.

Les concessions pour le développement des dites ressources naturelles seront accordées sans distinction du fait de la nationalité entre les ressortissants de tous les Etats Membres de la Société des Nations, mais à des conditions qui conserveront intacte l'autorité du gouvernement local. Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt des territoires de la Syrie et du Liban et en vue de procurer aux dits territoires les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer des ressources naturelles, soit directement par l'Etat, soit par une organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole de ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale ou industrielle ci-dessus garantie.

國際條約加入

第十二條

受任國ハ左ノ事項ニ關シ既ニ存シ又ハ今後國際聯盟ノ承認ヲ得テ締結セラルルコトアルヘキ一般的國際條約ニ「シリア」及「レバノン」ノ爲ニ加入スヘシ

奴隷賣買、藥品ノ取引、武器彈藥ノ取引、商業上ノ均等、通過及航海ノ自由、航空、郵便、電信、無線電信竝文學、美術、又ハ產業ノ保護手段

ARTICLE 12.

Le Mandataire devra adhérer, pour le compte de la Syrie ou du Liban, aux conventions internationales générales conclues, ou à conclure avec l'approbation de la Société des Nations, sur les sujets suivants : traite des esclaves, trafic des stupéfiants, trafic des armes et munitions, égalité commerciale, liberté de transit et de navigation, navigation aérienne, communications postales, télégraphiques ou par télégraphie sans fil, protection littéraire, artistique ou industrielle.

病疫ノ豫防及撲滅

第十三條

受任國ハ「シリア」及「レバノン」カ社會、宗教及其ノ他ノ事情ノ許ス限リ動物及植物ノ病疫ヲ含ム病疫ノ豫防竝撲滅ノ爲國際聯盟ニ依リ採擇セラルル共同利益ノ規則ニ加入スルコトヲ確保スヘシ

ARTICLE 13.

Autant que les conditions sociales, religieuses et autres le permettent, le Mandataire assurera l'adhésion de la Syrie et du Liban aux mesures d'utilité commune qui seront adoptées par la Société des Nations pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des animaux et des plantes.

古物法

第十四條

受任國ハ本日ヨリ十二月內ニ右ノ規定ニ從ヒ古物

ARTICLE 14.

Le Mandataire élaborera et mettra en vigueur,

法ヲ制定シ且之ヲ實施スヘシ該法ハ發掘及考古學的調査ニ關シ一切ノ國際聯盟國ノ國民ニ對シ均等待遇ヲ確保スヘシ

一、定義　（一）古物トハ西曆一七〇〇年前ノ人類活動ノ建設物又ハ產物ノ一切ヲ意味ス

二、實施方法　（二）古物保護法ハ威壓ニ依ルコトナク奬勵ニ依リテ施行セラルヘシ

第五項ニ揭クル許可ヲ與ヘラルルコトナクシテ古物ヲ發見シ之ヲ當該官廳ノ官吏ニ通知スル者ハ發見ノ價値ニ從ヒ報賞セラルヘシ

三、不融通性　（三）當該官廳カ古物ノ獲得ヲ拋棄スルニアラサレハ古物ハ右官廳以外ノモノニ之ヲ讓渡スルコトヲ得ス

古物ハ該官廳ノ輸出許可ナクシテ該國外ニ之ヲ

dans un délai de douze mois à dater de ce jour, une loi sur les antiquités, conforme aux dispositions ci-après. Cette loi assurera aux ressortissants de tous les Etats Membres de la Société des Nations l'égalité de traitement en matière de fouilles et recherches archéologiques.

（1）

Par "antiquités," on devra entendre toute œuvre ou produit de l'activité humaine antérieurs à l'année 1700.

（2）

La législation sur la protection des antiquités devra procéder plutôt par encouragements que par menaces.

Toute personne qui, ayant fait la découverte d'une antiquité sans avoir l'autorisation visée au paragraphe 5, signale cette découverte à l'autorité compétente, devra recevoir une rémunération proportionnée à la valeur de la découverte.

（3）

Aucune antiquité ne pourra être aliénée qu'en faveur de l'autorité compétente à moins que celle-ci renonce à en faire l'acquisition.

Aucune antiquité ne pourra sortir du pays

出スコトヲ得ス

四、古物破壞ニ對スル刑罰　（四）故意又ハ過失ニヨリ古物ヲ破壞又ハ毀損スル者ハ定メラルヘキ刑罰ニ處セラルヘシ

五、古物探堀　（五）古物發見ノ目的ヲ以テスル土地ノ開拓又ハ發掘ハ當該官廳ヨリ許可セラレタル者以外ノモノハ之ヲナスコトヲ得ス之ニ違反シタル者ハ罰金ニ處スヘシ

六、考古學上興味アルヘキ土地ノ收用　（六）歷史上又ハ考古學上興味アルヘキ土地ノ一時的又ハ永久的收用ニ關シ衡平ナル條件ヲ定ムヘシ

七、發掘ノ許可ヲ受クヘキ者　（七）發掘ノ許可ハ考古學上ノ經驗ニ付充分ナル保證ヲ提示スル者ニ對シテノミ與ヘラルヘシ受任國ハ右許可ヲ與フルニ當リ充分ナル理由ナクシテ如何ナル國ノ學者ヲモ除外スルカ如キ行動ニ出ツルヲ得ス

sans une licence délivrée par ladite autorité.

（4）

Toute personne qui, par malice ou négligence, détruit ou détériore une antiquité devra être passible d'une pénalité à fixer.

（5）

Tout déplacement de terrain ou fouilles en vue de trouver des antiquités seront interdits, sous peine d'amende, si ce n'est aux personnes munies d'une autorisation de l'autorité compétente.

（6）

Des conditions équitables seront fixées pour permettre d'exproprier temporairement, ou à titre permanent, les terrains pouvant présenter un intérêt historique ou archéologique.

（7）

L'autorisation de procéder à des fouilles ne sera accordée qu'à des personnes présentant des garanties suffisantes d'expérience archéologique. Le Mandataire ne devra pas, en accordant ces autorisations, agir de façon à éliminer, sans motifs valables, les savants d'aucune nation.

八、發掘古物ノ分配

（八）發掘物ハ當該官廳ノ定ムル割合ニ應シ發掘者ト該官廳トノ間ニ分配セラルヘシ科學上ノ理由ニ依リ分割カ不可能ト認メラルル場合ニ於テハ發掘者ハ發見物ノ一部分ノ代リニ公平ナル代償ヲ受クヘシ

行政、資源開發及公平事業ニ關スル地方官憲ノ分擔

第十五條

第一條ニ掲クル組織法ノ實施ト共ニ行政ノ組織、地方資源ノ開發及該地域カ利益ヲ受クル永久的公共工事ノ遂行ニ付受任國カ負擔シタル全費用ノ地方官憲ニ依ル拂戻ニ關シ受任國ト地方官憲トノ間ニ協定ヲ爲スヘシ該協定ハ國際聯盟理事會ニ通知セラルヘシ

公用語

第十六條

佛蘭西語及「アラビア」語ハ「シリア」及「レバノン」ノ公用語タルヘシ

年次報告

第十七條

受任國ハ本委任統治條項ヲ實行スル爲其ノ年ニ國際聯盟理事會ニ對シ執リタル措置ニ關シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲナスヘシ該報告ニハ其ノ年ニ公布シタル一切ノ法令及規則ノ謄本ヲ添付スヘシ

委任統治條項ノ變更

第十八條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

「シリア」及「レバノン」政府ノ財政的債務ノ辨濟

第十九條

本委任統治ノ終了ノ場合ニハ國際聯盟理事會ハ「シリア」又ハ「レバノン」政府カ委任統治期間中ニ規則的ニ負擔シタル年金及手當ヲ含ム財政的義務ノ「シリア」及「レバノン」政府ニ依ル履行ヲ將來ニ對シテ保證スル爲其勢力ヲ用フヘシ

Le produit des fouilles pourra être réparti entre les personnes ayant procédé à la fouille et l'autorité compétente, dans la proportion fixée par celle-ci. Si, pour des raisons scientifiques, la répartition paraît impossible; l'inventeur devra recevoir une équitable indemnité au lieu d'une partie du produit de la fouille.

ARTICLE 15.

Dès l'entrée en vigueur du statut organique visé à l'article 1er, le mandataire s'entendra avec les gouvernements locaux relativement au remboursement par ces derniers de toutes les dépenses encourues par le Mandataire pour l'organisation de l'administration, le développement des ressources locales et l'exécution de travaux publics d'un caractère permanent, dont la bénéfice resterait acquis au pays. Cette entente sera communiquée au Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 16.

Le français et l'arabe seront les langues officielles de la Syrie et du Liban.

ARTICLE 17.

Le Mandataire adressera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel, répondant à ses vues, sur les mesures prises pendant l'année pour l'application du présent mandat. Les textes de toutes les lois et de tous les règlements promulgués pendant l'année seront annexés au dit rapport.

ARTICLE 18.

Le consentement du Conseil de la Société des Nations sera nécessaire pour toute modification à apporter aux termes du présent mandat.

ARTICLE 19.

A la fin du mandat, il appartiendra au Conseil de la Société des Nations d'user de toute son influence pour sauvegarder à l'avenir l'exécution par le Gouvernement de la Syrie et du Liban des obligations financières, y compris les pensions ou retraites, régulièrement assumées par l'Admini-

理紛爭ノ處

第二十條

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖交涉ニヨリ解決シ得サル場合ニハ聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付記スヘキコトヲ約ス

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘシ

聯盟國ニ送付セラルヘシ

其ノ認證謄本ハ國際聯盟事務總長ニ依リ一切ノ聯盟國ニ送付セラルヘシ

千九百二十二年七月二十四日倫敦ニ於テ作成ス

stration de la Syrie ou du Liban pendant la durée du mandat.

ARTICLE 20.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne serait pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent acte sera déposé en original aux archives de la Société et des exemplaires certifiés conformes seront transmis par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingt-quatrième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

MANDATE FOR SYRIA AND THE LEBANON.

The Council of the League of Nations:

Whereas the Principal Allied Powers have agreed that the territory of Syria and the Lebanon, which formerly belonged to the Turkish Empire shall, within such boundaries as may be fixed by the said Powers, be entrusted to a Mandatory charged with the duty of rendering administrative advice and assistance to the population, in accordance with the provisions of Article 22 (paragraph 4) of the Covenant of the League of Nations; and

Whereas the Principal Allied Powers have decided that the mandate for the territory referred to above should be conferred on the Government of the French Republic, which has accepted it; and

Whereas the terms of this mandate, which are defined in the articles below, have also been accepted by the Government of the French Republic and submitted to the Council of the League for approval; and

Whereas the Government of the French Republic has undertaken to exercise this mandate on behalf of the League of Nations, in conformity with the following provisions; and

Whereas by the afore-mentioned Article 22 (paragraph 8), it is provided that the degree of authority, control or administration to be exercised by the Mandatory, not having been previously agreed upon by the Members of the League, shall be explicitly defined by the Council of the League of Nations;

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

ARTICLE 1.

The Mandatory shall frame, within a period of three years from the coming into force of this mandate, an organic law for Syria and the Lebanon,

This organic law shall be framed in agreement with the native authorities and shall take into account the rights, interests, and wishes of all the population inhabiting the said territory.

The Mandatory shall further enact measures to facilitate the progressive development of Syria and the Lebanon shall be conducted in accordance with the spirit of this mandate.

The Mandatory shall, as far as circumstances permit, encourage local autonomy.

ARTICLE 2.

The Mandatory may maintain its troops in the said territory for its defence. It shall further be empowered, until the entry into force of the organic law and the re-establishment of public security, to organise such local militia as may be necessary for the defence of the territory, and to employ this militia for defence and also for the maintenance of order. These local forces may only be recruited from the inhabitants of the said territory.

The said militia shall thereafter be under the local authorities, subject to the authority and the control which the Mandatory shall retain over these forces. It shall not be used for purposes other than those above specified save with the consent of the Mandatory.

Nothing shall preclude Syria and the Lebanon from contributing to the cost of the maintenance of the forces of the Mandatory stationed in the territory.

The Mandatory shall at all times possess the right to make use of the ports, railways and means of communication of Syria and the Lebanon for the passage of its troops and of all materials, supplies and fuel.

ARTICLE 3.

The Mandatory shall be entrusted with the exclusive control of the foreign relations of Syria and the Lebanon and with the right to issue exequaturs to the consuls appointed by foreign Powers. Nationals of Syria and the Lebanon living outside the limits of the territory shall be under the diplomatic and consular protection of the Mandatory.

ARTICLE 4.

The Mandatory shall be responsible for seeing that no part of the territory of Syria and the Lebanon is ceded or in any way placed under

the control of a foreign Power.

ARTICLE 5.

The privileges and immunities of foreigners, including the benefits of consular jurisdiction and protection as formerly enjoyed by Capitulation or usage in the Ottoman Empire, shall not be applicable in Syria and the Lebanon. Foreign consular tribunals shall, however, continue to perform their duties until the coming into force of the new legal organisation provided for in Article 6.

Unless the Powers whose nationals enjoyed the aforementioned privileges and immunities on August 1st, 1914, shall have previously renounced the right to their re-establishment, or shall have agreed to their non-application during a specified period, these privileges and immunities shall at the expiration of the mandate be immediately re-established in their entirety or with such modifications as may have been agreed upon between the Powers concerned.

ARTICLE 6.

The Mandatory shall establish in Syria and the Lebanon a judicial system which shall assure to natives as well as to foreigners a complete guarantee of their rights.

Respect for the personal status of the various peoples and for their religious interests shall be fully guaranteed. In particular, the control and administration of Wakfs shall be exercised in complete accordance with religious law and the dispositions of the founders.

ARTICLE 7.

Pending the conclusion of special extradition agreements, the extradition treaties at present in force between foreign Powers and the Mandatory shall apply within the territory of Syria and the Lebanon.

ARTICLE 8.

The Mandatory shall ensure to all complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality. No discrimination of any kind shall be made between the inhabitants of Syria and the Lebanon on the ground of dif-

ferences in race, religion or language.

The Mandatory shall encourage public instruction, which shall be given through the medium of the native languages in use in the territory of Syria and the Lebanon.

The right of each community to maintain its own schools for the instruction and education of its own members in its own language, while conforming to such educational requirements of a general nature as the administration may impose, shall not be denied or impaired.

ARTICLE 9.

The Mandatory shall refrain from all interference in the administration of the Councils of management (Conseils de fabrique) or in the management of religious communities and sacred shrines belonging to the various religions, the immunity of which has been expressly guaranteed.

ARTICLE 10.

The supervision exercised by the Mandatory over the religious missions in Syria and the Lebanon shall be limited to the maintenance of public order and good government; the activities of these religious missions shall in no way be restricted, nor shall their members be subjected to any restrictive measures on the ground of nationality, provided that their activities are confined to the domain of religion.

The religious missions may also concern themselves with education and relief, subject to the general right of regulation and control by the Mandatory or of the local government, in regard to education, public instruction and charitable relief.

ARTICLE 11.

The Mandatory shall see that there is no discrimination in Syria or the Lebanon against the nationals, including societies and associations, of any State Members of the League of Nations as compared with its own nationals, including societies and associations, or with the nationals of any other foreign State in matters concerning taxation or commerce, the exercise of professions or industries, or navigation, or in the treatment of ships or aircraft. Similarly, there shall be no discrimination in Syria or the Lebanon against

goods originating in or destined for any of the said States; there shall be freedom of transit, under equitable conditions, across the said territory.

Subject to the above, the Mandatory may impose or cause to be imposed by the local governments such taxes and customs duties as it may consider necessary. The Mandatory, or the local governments acting under its advice, may also conclude on grounds of contiguity any special customs arrangement with an adjoining country.

The Mandatory may take or cause to be taken, subject to the provisions of paragraph 1 of this article, such steps as it may think best to ensure the development of the natural resources of the said territory and to safeguard the interests of the local population.

Concessions for the development of these natural resources shall be granted without distinction of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on condition that they do not infringe upon the authority of the local government. Concessions in the nature of a general monopoly shall not be granted. This clause shall in no way limit the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory of Syria and the Lebanon, and with a view to assuring to the territory the fiscal resources which would appear best adapted to the local needs, or in certain cases, with a view to developing the natural resources either directly by the State or through an organisation under its control, provided that this does not involve either directly or indirectly the creation of a monopoly of the natural resources in favour of the Mandatory or its nationals, nor involve any preferential treatment which would be incompatible with the economic, commercial and industrial equality guaranteed above.

ARTICLE 12.

The Mandatory shall adhere, on behalf of Syria and the Lebanon, to any general international agreements already existing, or which may be concluded hereafter with the approval of the League of Nations, in respect of the following; the slave trade, the traffic in drugs, the

traffic in arms and ammunition, commercial equality, freedom of transit and navigation, aerial navigation, postal, telegraphic or wireless communications, and measures for the protection of literature, art or industries.

ARTICLE 13.

The Mandatory shall secure the adhesion of Syria and the Lebanon, so far as social, religious and other conditions permit, to such measures of Common utility as may be adopted by the League of Nations for preventing and combating disease, including diseases of animals and plants.

ARTICLE 14.

The Mandatory shall draw up and put into force within twelve months from this date a law of antiquities in conformity with the following provisions. This law shall ensure equality of treatment in the matter of excavations and archaeological research to the nationals of all States Members of the League of Nations.

(1)

"Antiquity" means any construction or any product of human activity earlier than the year 1700 A.D.

(2)

The law for the protection of antiquities shall proceed by encouragement rather than by threat.

Any person who, having discovered an antiquity without being furnished with the authorisation referred to in paragraph 5, reports the same to an official of the competent Department shall be rewarded according to the value of the discovery.

(3)

No antiquity may be disposed of except to the competent Department, unless this Department renounces the acquisition of any such antiquity.

No antiquity may leave the country without an export licence from the said Department.

(4)

Any person who maliciously or negligently destroys or damages an antiquity shall be liable to a penalty to be fixed.

(5)

No clearing of ground or digging with the object of finding antiquities shall be permitted, under penalty of fine, except to persons authorised by the competent Department.

(6)

Equitable terms shall be fixed for expropriation, temporary or permanent, of lands which might be of historical or archaeological interest.

(7)

Authorisation to excavate shall only be granted to persons who show sufficient guarantees of archaeological experience. The Mandatory shall not, in granting those authorisations, act in such a way as to exclude scholars of any nation without good grounds.

(8)

The proceeds of excavations may be divided between the excavator and the competent Department in a proportion fixed by that Department. If division seems impossible for scientific reasons, the excavator shall receive a fair indemnity in lieu of a part of the find.

ARTICLE 15.

Upon the coming into force of the organic law referred to in Article 1, an arrangement shall be made between the Mandatory and the local governments for reimbursement by the latter of all expenses incurred by the Mandatory in organising the administration, developing local resources, and carrying out permanent public works, of which the country retains the benefit. Such arrangement shall be communicated to the Council of the League of Nations.

ARTICLE 16.

French and Arabic shall be the official languages of Syria and the Lebanon.

ARTICLE 17.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council as to the measures taken during the year to carry out the provisions of this mandate. Copies of all laws and regulations promulgated during the year shall be attached to the said report.

ARTICLE 18.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of this mandate.

ARTICLE 19.

On the termination of the mandate, the Council of the League of Nations shall use its influence to safeguard for the future the fulfilment by the Government of Syria and the Lebanon of the financial obligations, including pensions and allowances, regularly assumed by the administration of Syria or of the Lebanon during the period of the mandate.

ARTICLE 20.

The Mandatory agrees that if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations and certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London on the twenty-fourth day of July, one thousand nine hundred and twenty-two.

「パレスタイン」ニ對スル「グレート、ブリテン」國ノ委任統治條項

一九二二年（大正一一年）七月二四日「ロンドン」ニ於テ作成
一九二三年（大正一二年）九月二九日　實施

前文

國際聯盟理事會ハ

主タル同盟國ハ國際聯盟規約第二十二條ノ規定ヲ實現スル目的ヲ以テ右諸國ニ依リ定メラルヘキ境界内ニ於テ從來土耳其帝國ニ屬シタル「パレスタイン」ノ地域ノ統治ヲ右諸國ノ選ヒタル受任國ニ委託スルコトニ一致シタルニ因リ

主タル同盟國ハ又「パレスタイン」ニ於テ「ユダヤ」民族ノ母國建設ノ爲一方ニ於テ「パレスタイン」ニ現存スル非「ユダヤ」部族ノ民權及宗教上ノ權利又ハ「ユダヤ」人カ他國ニ於テ享有スル權利及政治上ノ地位ヲ害スヘキコトヲ爲スヘカラサルコトノ明瞭ナル了解ノ下ニ受任國ハ「パレスタ

MANDATE FOR PALESTINE

The Council of the League of Nations:

Whereas the Principal Allied Powers have agreed, for the purpose of giving effect to the provisions of Article 22 of the Covenant of the League of Nations, to entrust to a Mandatory selected by the said Powers the administration of the territory of Palestine, which formerly belonged to the Turkish Empire, within such boundaries as may be fixed by them; and

Whereas the Principal Allied Powers have also agreed that the Mandatory should be responsible for putting into effect the declaration originally made on November 2nd, 1917, by the Government of His Britannic Majesty, and adopted by the said Powers, in favour of the establishment in Palestine of a national home for

イン」ニ於ケル「ユダヤ」人ノ母國建設ノ爲メ英國皇帝陛下ノ政府カ千九百十七年十一月二日ニ始メテ之ヲ爲シ且右諸國ニ依リ採用セラレタル宣言ヲ實現スルノ責ニ任スヘキコトニ一致シタルニ因リ

且右ニ依リ「ユダヤ」民族ト「パレスタイン」トノ歷史的關係及該地域ニ於ケル其ノ母國復興ノ理由カ承認セラレタルニ因リ

主タル同盟國ハ英國皇帝陛下ヲ「パレスタイン」ニ對スル受任者トシテ選定シタルニ因リ

「パレスタイン」ニ關スル委任統治條項ハ左ノ如ク定メラレ且承認ノ爲メ聯盟理事會ニ提出セラレタルニ因リ

英國皇帝陛下ハ「パレスタイン」ニ關スル委任ヲ受諾シ且該委員ヲ國際聯盟ニ代リ左記ノ規定ニ從ヒ之ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記第二十二條（第八項）ハ受任國ノ行フ權限、

the Jewish people, if being clearly understood that nothing should be done which might prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country; and

Whereas recognition has thereby been given to the historical connection of the Jewish people with Palestine and to the grounds for reconstituting their national home in that country; and

Whereas the Principal Allied Powers have selected His Britannic Majesty as the Mandatory for Palestine; and

Whereas the mandate in respect of Palestine has been formulated in the following terms and submitted to the Council of the League for approval; and

Whereas His Britannic Majesty has accepted the mandate in respect of Palestine and undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in conformity with the following provisions; and

Whereas by the afore-mentioned Article 22

受任國ノ立法及行政權

監理又ハ施政ノ程度ニ關シ豫メ聯盟國間ニ合意ナキトキハ國際聯盟理事會ハ之ヲ明定スヘキコトヲ規定スルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

第一條

受任國ハ立法及行政ノ全權ヲ有スヘシ但シ本委任統治條項ニヨリ制限セラルヘキモノハ此ノ限ニ在ラス

「ユダヤ」人ノ保護

第二條

受任國ハ前文ニ規定シタル「ユダヤ」人ノ母國建設竝自治機關ノ發達ヲ確保スルカ如キ政治、行政及經濟狀態ノ下ニ該地域ヲ置キ且「パレスタイン」ノ全住民ノ民權及宗教上ノ權利ヲ人種及宗教ノ如何ニ關セス保證スルノ責ニ任ス

(paragraph 8), it is provided that the degree of authority, control or administration to be exercised by the Mandatory, not having been previously agreed upon by the Members of the League, shall be explicitly defined by the Council of the League of Nations;

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

ARTICLE 1.

The Mandatory shall have full powers of legislation and of administration, save as they may be limited by the terms of this mandate.

ARTICLE 2.

The Mandatory shall be responsible for placing the country under such political, administrative and economic conditions as will secure the establishment of the Jewish national home, as laid down in the preamble, and the development of self-governing institutions, and also for safeguarding the civil and religious rights of all the inhabitants of Palestine, irrespective of race and religion.

地方自治

第三條

受任國ハ事情ノ許ス限リ地方自治ヲ奬勵スヘシ

「ユダヤ」人ノ機關ノ承認

第四條

「ユダヤ」人ノ適當ナル機關ハ「ユダヤ」人ノ母國建設及「パレスタイン」ニ於ケル「ユダヤ」民族ノ利益ニ影響スヘキ經濟的、社會的及其ノ他ノ事項ニ付「パレスタイン」政府ニ助言シ之ト協力シ且常ニ該政府ノ監理ノ下ニ於テ該地域ノ發達ニ助力シ及參與スル爲ノ公ノ機關トシテ認メラルヘシ

「ユダヤ」主義者ノ團體ハ受任國カ其ノ組織竝構成ヲ適當ト認ムル限リ之ヲ右機關トシテ認ムヘシ右團體ハ英國皇帝陛下ノ政府ト協議ノ上「ユダヤ」人ノ母國建設ニ助力セントスル一切ノ「ユダヤ」人ノ協力ヲ確保スルノ手段ヲ執ルヘシ

ARTICLE 3.

The Mandatory shall, so far as circumstances permit, encourage local autonomy.

ARTICLE 4.

An appropriate Jewish agency shall be recognised as a public body of the purpose of advising and co-operating with the Administration of Palestine in such economic, social and other matters as may affect the establishment of the Jewish national home and the interests of the Jewish population in Palestine, and, subject always to the control of the Administration, to assist and take part in the development of the country.

The Zionist organisation, so long as its organisation and constitution are in the opinion of the Mandatory appropriate, shall be recognised as such agency. It shall take steps in consultation with His Britannic Majesty's Government to secure the co-operation of all Jews who are willing to assist in the establishment of the Jewish national home.

地域ノ不割讓

第五條

受任國ハ「パレスタイン」ノ地域カ外國政府ニ讓渡又ハ租貸セラレ又ハ如何ナル方法ニ於テモ外國政府ノ監理ノ下ニ置カルルコトナカラシムルノ責ニ任スヘシ

「ユダヤ」人ノ移入

第六條

「パレスタイン」政府ハ適當ナル條件ノ下ニ「ユダヤ」人ノ移入ヲ容易ナラシメ且第四條ニ揭クル「ユダヤ」人ノ機關ト協力シテ公共ノ目的ノ爲必要ナラサル國有地及荒蕪地ヲ含ム土地ニ「ユダヤ」人ノ稠密ナル殖民ヲ奬勵スヘシ但シ住民ノ他ノ部分ノ權利及地位ヲ害スルコトヲ得ス

國籍法

第七條

「パレスタイン」政府ハ國籍法制定ノ責ニ任スヘシ該法ニハ「パレスタイン」ニ於テ永久的住所ヲ有スル「ユダヤ」人ノ「パレスタイン」國籍取得ヲ容易ナラシムル規定ヲ設クヘシ

ARTICLE 5.

The Mandatory shall be responsible for seeing that no Palestine territory shall be ceded or leased to, or in any way placed under the control of, the Government of any foreign Power.

ARTICLE 6.

The Administration of Palestine, while ensuring that the rights and position of other sections of the population are not prejudiced, shall facilitate Jewish immigration under suitable conditions and shall encourage, in co-operation with the Jewish agency referred to in Article 4, close settlement by Jews on the land, including State lands and waste lands not required for public purposes.

ARTICLE 7.

The Administration of Palestine shall be responsible for enacting a nationality law. There shall be included in this law provisions framed so as to facilitate the acquisition of Palestinian citizenship by Jews who take up their permanent

領事裁判

第八條

從來土耳其帝國ニ於テ領事裁判條約又ハ慣例ニ依リ享有セラレタル領事裁判權及領事保證ノ便益ヲ含ム外國人ノ特權及免除ハ「パレスタイン」ニ於テ適用セラルルコトナシ

千九百十四年八月一日ニ前記特權及免除ヲ享有シタル國民ノ屬スル國カ豫メ該特權及免除ヲ回復スルノ權利ヲ拋棄シ又ハ一定期間其ノ適用ナキコトニ同意シタルニアラサレハ該特權及免除ハ委任統治ノ終了ト共ニ直ニ全部ニ於テ又ハ關係國間ニ協定セラルルコトアルヘキ變更ヲ加ヘテ回復セラルヘシ

裁判制度ノ公平

第九條

受任國ハ「パレスタイン」ニ於テ設ケラルル裁判制度カ外國人竝土着人ニ對シテ其ノ權利ノ完全ナル保護ヲ確保スヘキコトニ付其ノ責ニ任スヘシ

residence in Palestine.

ARTICLE 8.

The privileges and immunities of foreigners, including the benefits of consular jurisdiction and protection as formerly enjoyed by Capitulation or usage in the Ottoman Empire, shall not be applicable in Palestine.

Unless the Powers whose nationals enjoyed the fore-mentioned privileges and immunities on August 1st, 1914, shall have previously renounced the right to their re-establishment, or shall have agreed to their non-application for a specified period, those privileges and immunities shall, at the expiration of the mandate, be immediately re-established in their entirety or with such modifications as may have been agreed upon between the Powers concerned.

ARTICLE 9.

The Mandatory shall be responsible for seeing that the judicial system established in Palestine shall assure to foreigners, as well as to natives, a complete guarantee of their rights.

個人的地位及宗教的利益尊重

各種人民及部屬ノ個人的地位及宗教的利益ノ尊重ハ完全ニ保證セラルヘシ特ニ寺院ノ政ニ對スル監理ハ完全ニ宗教法及創設者ノ意思ニ從ヒテ行ハルヘシ

犯罪人引渡

第十條

「パレスタイン」ニ關シ特別ノ犯人引渡協定ノ締結迄受任國ト外國トノ間ニ行ハルル現行犯人引渡條約ハ「パレスタイン」ニ適用セラルヘシ

第十一條

「パレスタイン」政府ハ該地域ノ發達ニ關シ部族ノ利益ヲ保護スルニ必要ナル一切ノ手段ヲトルヘシ又該地域ノ總テノ天然資源又ハ該地域內ニ設定サレ若クハ設定セラルヘキ公共ノ工業、企業及便益ノ公ノ所有又ハ監理ニ付決定スルノ全權ヲ有スヘシ但シ受任國カ承認シタル國際的義務ニ從フコトヲ要ス「パレスタイン」政府ハ土地ノ稠密ナル殖民及收約的耕作ヲ促進スルコトノ得策ナルコトヲ

Respect for the personal status of the various peoples and communities and for their religious interests shall be fully guaranteed. In particular, the control and administration of Wakfs shall be exercised in accordance with religious law and the dispositions of the founders.

ARTICLE 10.

Pending the making of special extradition agreements relating to Palestine, the extradition treaties in force between the Mandatory and other foreign Powers shall apply to Palestine.

ARTICLE 11.

The Administration of Palestine shall take all necessary measures to safeguard the interests of the community in connection with the development of the country, and, subject to any international obligations accepted by the Mandatory, shall have full power to provide for public ownership or control of any of the natural resources of the country or of the public works, services and utilities established or to be established therein. It shall introduce a land sys-

考慮シテ該地域ノ必要ニ適合スル土地制度ヲ採用スヘシ

「パレスタイン」政府ハ公共ノ工事、企業及便益ヲ公正且衡平ナル條件ノ下ニ設立又ハ運用シ且該地域ノ天然資源ヲ開發スル爲第四條ニ規定スル「ユダヤ」人ノ機關ト取極ヲナスコトヲ得但シ該政府カ直接ニ右事項ヲ經營スル場合ハ此限ニ在ラス右取極ハ該機關カ直接又ハ間接ニ分配スル利益カ資本ニ對スル利息相當ナル割合ヲ超過スヘカラサルコト及右以上ノ利益ハ政府ノ承認スル方法ニ依リ該地域ノ利益ノ爲ニ該機關ニ依リ利用セラルヘキコトヲ規定スヘシ

對外關係ノ管理

第十二條

受任國ハ「パレスタイン」ノ對外關係ノ監理ヲ委任セラレ且外國ノ任命ニ係ル領事ニ認可狀ヲ發スルノ權利ヲ與ヘラルヘシ受任國ハ又「パレスタイン」ノ人民カ該地域外ニアル場合ニ外交官及領事

tem appropriate to the needs of the country, having regard, among other things, to the desirability of promoting the close settlement and intensive cultivation of the land.

The Administration may arrange with the Jewish agency mentioned in Article 4 to construct or operate, upon fair and equitable terms, any public works, services and utilities, and to develop any of the natural resources of the country, in so far as these matters are not directly undertaken by the Administration. Any such arrangements shall provide that no profits distributed by such agency, directly or indirectly, shall exceed a reasonable rate of interest on the capital, and any further profits shall be utilised by it for the benefit of the country in a manner approved by the Administration.

ARTICLE 12.

The Mandatory shall be entrusted with the control of the foreign relations of Palestine and the right to issue exequaturs to consuls appointed by foreign Powers. He shall also be entitled to afford diplomatic and consular protection to citi-

官ノ保護ヲ與フルノ權利ヲ有ス

聖地及宗教上ノ建物ニ對スル責任

第十三條

受任國ハ公ノ秩序及禮節ノ要求ヲ確保スルト共ニ「パレスタイン」ニ於ケル聖地及宗教上ノ建物又ハ場所ニ關スル一切ノ責任、聖地、宗教上ノ建物及場所ニ對スル現存ノ權利ヲ保持スルノ責任竝之ニ出入スルノ自由及禮拜ノ自由執行ヲ保證スルノ責任ヲ含ムヲ負フモノトス受任國ハ右事項ニ關シ國際聯盟ニ對シテ責任ヲ負フ但シ本條ハ受任國カ本條ノ規定實行ノ爲「パレスタイン」政府ト適當ト認ムル取極ヲナスコトヲ妨ケス又本委任統治條項ハ自由ヲ保證シタル純回教寺院ノ組織及管理ニ干涉スルノ權利ヲ受任國ニ與フルモノニアラス

zens of Palestine when outside its territorial limits.

ARTICLE 13.

All responsibility in connection with the Holy Places and religious buildings or sites in Palestine, including that of preserving existing rights and of securing free access to the Holy Places, religious buildings and sites the free exercise of worship, while ensuring the requirements of public order and decorum, is assumed by the Mandatory, who shall be responsible solely to the League of Nations in all matters connected herewith, provided that nothing in this article shall prevent the Mandatory from entering into such arrangements as he may deem reasonable with the Administration for the purpose of carrying the provisions of this article into effect; and provided also that nothing in this mandate shall be construed as conferring upon the Mandatory authority to interfere with the fabric or the management of purely Moslem sacred shrines, the immunities of which are guaranteed.

宗教ニ關スル特別委員會

第十四條

受任國ハ「パレスタイン」ニ於ケル聖地ニ關スル權利及要求竝各種宗教團體ニ關スル權利及要求ヲ調査シ及決定スル爲ニ特別委員會ヲ任命スヘシ該委員會ノ任命方法、構成及運用職務ハ承認ヲ得ル爲メ國際聯盟理事會ニ提議セラルヘク該委員會ハ理事會ノ承認ヲ得スシテ任命セラレ又ハ其職務ヲ行フコトヲ得ス

眞心々禮拜ノ自由

第十五條

受任國ハ公ノ秩序及道德ノ維持ヲ害セサル限リ良心ノ完全ナル自由及各種禮拜ノ自由執行ヲ一切ノ者ニ確保スヘシ

宗教及言語ノ平等

「パレスタイン」住民ノ間ニ人種、宗教又ハ言語ノ異ナルヲ理由トシテ如何ナル差別ヲモナスコトヲ得ス又單ニ宗教上ノ信仰ヲ理由トシテ何人モ「パレスタイン」ヨリ退去セシメラルルコトナカルヘシ

Article 14.

A special Commission shall be appointed by the Mandatory to study, define and determine the rights and claims in connection with the Holy Places and the rights and claims relating to the different religious communities in Palestine. The method of nomination, the composition and the functions of this Commission shall be submitted to the Council of the League for its approval and the Commission shall not be appointed or enter upon its functions without the approval of the Council.

Article 15.

The Mandatory shall see that complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship, subject only to the maintenance of public order and morals, are ensured to all. No discrimination of any kind shall be made between the inhabitants of Palestine on the ground of race, religion or language. No person shall be excluded from Palestine on the sole ground of his religious belief.

宗教又ハ救恤團體ノ行動ノ自由

各部族カ其ノ言語ヲ以テ其ノ所屬員ノ敎育ノ爲其ノ學校ヲ維持スルノ權利ハ「パレスタイン」政府ノ課スヘキ一般的敎育上ノ要求ニ適合スル限リ之ヲ拒否又ハ妨碍スルコトヲ得ス

第十六條

受任國ハ「パレスタイン」ニ於ケル一切ノ信仰ニ關スル宗敎又ハ救恤ノ團體ニ對シ公ノ秩序及善政ノ維持ノ爲必要ナルヘキ監督ヲ行フノ責ニ任スヘシ右監督ヲ行フ以外ハ「パレスタイン」ニ於テ右團體ノ事業ヲ阻害シ又ハ之ニ干涉シ或ハ團體ノ代表者又ハ團員ニ宗敎若ハ國籍ヲ理由トシ差別ヲ設クヘキ措置ヲ執ルコトヲ得ス

The right of each community to maintain its own schools for the education of its own members in its own language, while conforming to such educational requirements of a general nature as the Administration may impose, shall not be denied or impaired.

Article 16.

The Mandatory shall be responsible for exercising such supervision over religions or eleemosynary bodies of all faiths in Palestine as may be required for the maintenance of public order and good government. Subject to such supervision, no measures shall be taken in Palestine to obstruct or interfere with the enterprise of such bodies or to discriminate against any representative or member of them on the ground of his religion or nationality.

軍隊ノ特約

第十七條

「パレスタイン」政府ハ該地域ノ防禦ノ爲メ必要ナル軍隊ヲ志願制度ニヨリ受任國ノ監督ノ下ニ組織スルコトヲ得但シ該軍隊ハ受任國ノ同意アル場合

Article 17.

The Administration of Palestine may organise on a voluntary basis the forces necessary for the preservation of peace and order, and also for the

ヲ除クノ外右特定以外ノ目的ノ爲之ヲ用ヒサルヘシ右目的ヲ以テスル外「パレスタイン」政府ハ陸軍、海軍又ハ空軍ヲ設ケ又ハ維持スルコトヲ得ス

本條ハ「パレスタイン」ニ於ケル受任國ノ軍隊ノ維持費ニ對スル「パレスタイン」政府ノ分擔ヲ免除スルモノニアラス

受任國ハ常ニ武裝スル軍隊ノ行動竝燃料及需要品ノ運搬ノ爲「パレスタイン」ノ道路、鐵道及港ヲ使用スルノ權利ヲ有ス

最惠國待遇

第十八條

受任國ハ「パレスタイン」ニ於テ課稅、商業若ハ航海、職業若ハ產業ノ經營ニ關スル事項ニ關シ又ハ商船若ハ非軍用航空機ノ待遇ニ關シ國際聯盟國ノ國民（其ノ國法ノ下ニ組織セラレタル會社ヲ含ム）ニ對シ受任國又ハ他ノ外國ノ國民ニ比シ「パレスタイン」ニ於テ何等差別ヲ設クルコトナカラ

defence of the country, subject, however, to the supervision of the Mandatory, but shall not use them for purposes other than those above specified save with the consent of the Mandatory. Except for such purposes, no military, naval or air forces shall be raised or maintained by the Administration of Palestine.

Nothing in this article shall preclude the Administration of Palestine from contributing to the cost of the maintenance of the forces of the Mandatory in Palestine.

The Mandatory shall be entitled at all times to use the roads, railways and ports of Palestine for the movement of armed forces and the carriage of fuel and supplies.

ARTICLE 18.

The Mandatory shall see that there is no discrimination in Palestine against the nationals of any State Member of the League of Nations (including companies incorporated under its laws) as compared with those of the Mandatory or of any foreign State in matters concerning taxation, commerce or navigation, the exercise of indus-

シムヘシ同樣ニ右諸國ノ何レカニ原產シ又ハ之ニ差向ケラルル貨物ニ對シ「パレスタイン」ニ於テ差別ヲ設クルコトヲ得ス又衡平ナル條件ノ下ニ本委任統治地域ヲ通過スルノ自由アルヘシ

課稅權

前記規定及本委任統治條項ノ他ノ規定ノ下ニ「パレスタイン」政府ハ受任國ノ助言ニ基キ必要ト思惟スヘキ租稅ヲ課シ竝該地域ノ天然資源ノ開發ヲ促進シ住民ノ利益ヲ保護スルニ最善ト思惟スル措置ヲ取ルコトヲ得該政府ハ又受任國ノ助言ニ基キ千九百十四年全ク亞細亞土耳其又ハ「アラビヤ」ニ屬シタル地域ヲ領土トスル國ト特別關稅條約ヲ締結スルコトヲ得

特別關稅條約締結

第十九條

受任國ハ奴隸賣買、武器彈藥ノ取引若ハ藥品ノ取引ニ關シ又ハ商業上ノ均等、通過及航海ノ自由、

一般國際條約加入

tries or professions, or in the treatment of merchant vessels or civil aircraft. Similarly, there shall be no discrimination in Palestine against goods originating in or destined for any of the said States, and there shall be freedom of transit under equitable conditions across the mandated area.

Subject as aforesaid and to the other provisions of this mandate, the Administration of Palestine may, on the advice of the Mandatory, impose such taxes and customs duties as it may consider necessary, and take such steps as it may think best to promote the development of the natural resources of the country and to safeguard the interests of the population. It may also, on the advice of the Mandatory, conclude a special customs agreement with any State the territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia.

ARTICLE 19.

The Mandatory shall adhere on behalf of the Administration of Palestine to any general inter-

航空、郵便、電信、無線電信並文學的美術的又ハ工業的財產ニ關シ既ニ存シ又ハ今後國際聯盟ノ承認ヲ得テ締結セラルルコトアルヘキ一般的國際條約ニ加入スヘシ

公益事業タル國際聯盟ノ共同政策ノ實行

第二十條

受任國ハ「パレスタイン」政府ノ爲ニ宗教的、社會的及其ノ他ノ事情ノ許ス限リ植物及動物ノ病疫ヲ含ム病疫ノ豫防及撲滅ノ爲國際聯盟ニ依リ採擇セラルル共同政策ノ實行ニ「パレスタイン」政府間ニ協力スヘシ

古物法ノ實施

第二十一條

受任國ハ本日ヨリ十二月內ニ立法ヲ行ヒ左ノ規則ニ基ク古物法ノ實行ヲ確保スヘシ該法ハ發掘及考古學的調査ニ關シ一切ノ國際聯盟國ノ國民ニ對

national conventions already existing, or which may be concluded hereafter with the approval of the League of Nations, respecting the slave traffic, the traffic in arms and ammunition, or the traffic in drugs, or relating to commercial equality, freedom of transit and navigation, aerial navigation and postal, telegraphic and wireless communication or literary, artistic or industrial property.

ARTICLE 20.

The Mandatory shall co-operate on behalf of the Administration of Palestine, so far as religious, social and other conditions may permit, in the execution of any common policy adopted by the League of Nations for preventing and combating disease, including diseases of plants and animals.

ARTICLE 21.

The Mandatory shall secure the enactment within twelve months from this date, and shall ensure the execution of a Law of Antiquities

シ均等ナル待遇ヲ確保スヘシ

（一）古物トハ西曆一七〇〇年以內前ノ人間活動ノ建設物又ハ產物ノ一切ヲ意味ス

（二）古物保護法ハ威壓ニヨラス奬勵ニヨリ執行スヘシ

第五項ニ述フル權限ヲ付與セラレスシテ古物ヲ發見シ之ヲ該事項ニ付權限ヲ有スル官廳ノ官吏ニ通知スル者ハ發見ノ價値ニ從ヒ報酬ヲ受クヘシ

（三）右官廳カ右古物ノ獲得ヲ拋棄スルニアラサレハ古物ハ該官憲以外ノモノニ渡スコトヲ得ス

古物ハ該官廳ノ輸出許可ヲ得スシテ該國ヲ出ツ

based on the following rules. This law shall ensure equality of treatment in the matter of excavations and archaeological research to the nationals of all States Members of the League of Nations.

（1）

"Antiquity" means any construction or any product of human activity earlier than the year 1700 A.D.

（2）

The law for the protection of antiquities shall proceed by encouragement rather than by threat.

Any person who, having discovered an antiquity without being furnished with the authorisation referred to in paragraph 5, reports the same to an official of the competent Department, shall be rewarded according to the value of the discovery.

（3）

No antiquity may be disposed of except to the competent Department, unless this Department renounces the acquisition of any such antiquity.

No antiquity may leave the country without

ルコトヲ得ス

（四）故意又ハ過失ニヨリ古物ヲ破壞又ハ損傷スル者ハ定ムヘキ刑罰ニ處スヘシ

（五）古物發見ノ爲メノ土地ノ開拓又ハ發掘ハ右官廳ニヨリ權限ヲ付與セラレタル者以外ニ許可スルコトヲ得ス之ニ違反シタル者ハ罰金ニ處スヘシ

（六）歷史上又ハ考古學上興味アル土地ノ一時的又ハ永久的收用ニ關シ公平ナル條件ヲ定ムヘシ

（七）發掘權ハ考古學上ノ經驗アルコトヲ充分ニ保證スル者ニ對シテノミ付與スヘシ「パレスタイン」政府ハ發掘權ヲ付與スルニ當リ充分ナル理由ナクシテ或國ノ學者ヲ除外スルカ如キ行動ニ出ツルヲ得ス

（八）發掘物ハ右官廳ノ定ムヘキ割合ニ應シ發掘者ト該官廳トノ間ニ分配スヘシ科學上ノ理由ニヨリ分割カ不可能ナル場合ハ發掘者ハ發見物ノ一部分ノ代リニ正當ナル代償金ヲ受クヘシ

公用語

第二十二條

英吉利語、「アラビヤ」語及「ヘブライ」語ハ「パレスタイン」ノ公用語タルヘシ「パイスタイン」ニ於ケル印紙又ハ貨幣ニ於ケル「アラビヤ」語ノ記載又ハ記銘ハ「ヘブライ」語ニテ繰返サルヘシ

各部族ノ法定安息

第二十三條

「パレスタイン」政府ハ「パレスタイン」ニ於ケル各部族ノ聖日ヲ該部族員ノ法定安息日トシテ認ムヘシ

年次報告

第二十四條

受任國ハ本委任統治條項ヲ實行スル爲其年ニ執リタル措置ニ關シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告

an export licence from the said Department.

(4) Any person who maliciously or negligently destroys or damages an antiquity shall be liable to a penalty to be fixed.

(5) No clearing of ground or digging with the object of finding antiquities shall be permitted, under penalty of fine, except to persons authorised by the competent Department.

(6) Equitable terms shall be fixed for expropriation, temporary or permanent, of lands which might be of historical or archaeological interest.

(7) Authorisation to excavate shall only be granted to persons who show sufficient guarantees of archaeological experience. The Administration of Palestine shall not, in granting these authorisations, act in such a way as to exclude scholars of any nation without good grounds.

(8) The proceeds of excavations may be divided between the excavator and the competent Department in a proportion fixed by that Department. If division seems impossible for scientific reasons, the excavator shall receive a fair indemnity in lieu of a part of the find.

ARTICLE 22.

English, Arabic and Hebrew shall be the official languages of Palestine. Any statement or inscription in Arabic on stamps or money in Palestine shall be repeated in Hebrew and any statement or inscription in Hebrew shall be repeated in Arabic.

ARTICLE 23.

The Administration of Palestine shall recognise the holy days of the respective communities in Palestine as legal days of rest for the members of such communities.

ARTICLE 24.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the

ヲ國際聯盟理事會ニ對シナスヘシ該報告ニハ其ノ年ニ公布シタル一切ノ法令及規則ノ謄本ヲ記載スヘシ

東部國境地方ノ委任統治條項除外

第二十五條

「ジョルダン」河ト後ニ決定セラルヘキ「パレスタイン」ノ東部境界トノ間ノ地域ニ於テ受任國ハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ得テ現存ノ地方的狀況ニ適用シ得スト思惟スル本委任統治條項ノ規定ノ適用ヲ延期又ハ停止シ右地域ノ統治ノ爲其狀況ニ適合スト思惟スル規定ヲ設クルノ權利ヲ有ス但シ第十五條、第十六條及第十八條ノ規定ニ反スル措置ヲ執ルコトヲ得サルヘシ

解釋後適用ニ關スル爭議

第二十六條

受任國ハ委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ關係聯盟トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖交涉ニ依リ解決シ得サル場合ニハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約ス

改訂

第二十七條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

委任統治終了ノ場合

第二十八條

受任國ニ對シ委任統治ノ終了ノ場合ニハ國際聯盟理事會ハ聯盟ノ保證ノ下ニ第十三條及第十四條ニ依リ保證セラルル權利ヲ永久ニ確保スルニ必要ナル協定ヲナシ且聯盟ノ保證ノ下ニ「パレスタイン」政府カ委任統治ノ期間內ニ正規ニ負擔シタル財政的義務（年金又ハ賜金ニ對スル官吏ノ權利ヲ含ム）ヲ完全ニ尊重スルコトヲ確保スル爲其勢力ヲ用フヘシ

satisfaction of the Council as to the measures taken during the year to carry out the provisions of the mandate. Copies of all laws and regulations promulgated or issued during the year shall be communicated with the report.

Article 25.

In the territories lying between the Jordan and the eastern boundary of Palestine as ultimately determined, the Mandatory shall be entitled, with the consent of the Council of the League of Nations, to postpone or withhold application of such provisions of this mandate as he may consider in applicable to the existing local conditions, and to make such provision for the administration of the territories as he may consider suitable to those conditions, provided that no action shall be taken which is inconsistent with the provisions of Articles 15, 16 and 18.

Article 26.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

Article 27.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of this mandate.

Article 28.

In the event of the termination of the mandate hereby conferred upon the Mandatory, the Council of the League of Nations shall make such arrangements as may be deemed necessary for safeguarding in perpetuity, under guarantee of the League, the rights secured by Article 13 and 14, and shall use its influence for securing, under the guarantee of the League, that the Government of Palestine will fully honour the financial obligations legitimately incurred by the

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク聯盟國ニ送付セラルヘシ

其ノ認證謄本ハ國際聯盟事務總長ニ依リ一切ノ聯

千九百二十二年七月二十四日倫敦ニ於テ作成ス

Administration of Palestine during the period of the mandate, including the rights of public servants to pensions or gratuities.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations and certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London the twenty-fourth day of July, one thousand nine hundred and twenty-two.

MANDAT POUR LA PALESTINE

Le Conseil de la Société des Nations :

Considérant que les principales Puissances alliées sont d'accord en vue de donner effet aux dispositions de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, pour confier à un Mandataire choisi par les dites Puissances l'administration du territoire de la Palestine, qui faisait autrefois partie de l'Empire ottoman, dans des frontières à fixer par les dites Puissances ;

Considérant que les principales Puissances alliées ont, en outre, convenu que le Mandataire serait responsable de la mise à exécution de la déclaration originairement faite le 2 novembre 1917 par le Gouvernement britannique et adoptée par les dites Puissances, en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine, non plus qu'aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays ;

Considérant que cette déclaration comporte la reconnaissance des liens historiques du peuple juif avec la Palestine et des raisons de la reconstitution de son foyer national en ce pays ;

Considérant que les Puissances alliées ont choisi Sa Majesté Britannique comme Mandataire pour la Palestine ;

Considérant que les termes du mandat sur la Palestine ont été formulés de la façon suivante et soumis à l'approbation du Conseil de la Société ;

Considérant que Sa Majesté Britannique a accepté le mandat pour la Palestine et s'est engagée à l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux dispositions ci-dessous ;

Considérant qu'aux termes de l'article 22 ci-dessus mentionné (paragraphe 8), il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une Convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil ;

Confirmant le dit mandat, a statué sur ses termes comme suit :

Article 1er.

Le Mandataire aura pleins pouvoirs de législation et d'administration, sous réserve des limites qui peuvent être fixées par les termes du présent mandat.

Article 2.

Le Mandataire assumera la responsabilité d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif, comme il est prévu au préambule, et à assurer également le développement d'institutions de libre gouvernement, ainsi que la sauvegarde des droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine à quelque race ou religion, qu'ils appartiennent.

Article 3.

Le Mandataire favorisera les autonomies locales

dans toute la mesure où les circonstances s'y prêteront.

ARTICLE 4.

Un organisme juif convenable sera officiellement reconnu et aura le droit de donner des avis à l'Administration de la Palestine et de coopérer avec elle dans toutes questions économiques, sociales et autres, susceptibles d'affecter l'établissement du foyer national juif et les intérêts de la population juive en Palestine, et, toujours sous réserve du contrôle de l'Administration, d'aider et de participer au développement du pays.

L'organisation sioniste sera reconnue comme étant l'organisme visé ci-dessus, pour autant que, de l'avis du Mandataire, son organisation et sa constitution seront jugés convenables. D'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, elle prendra toutes mesures nécessaires pour assurer la coopération de tous les Juifs disposés à collaborer à la constitution du foyer national juif.

ARTICLE 5.

Le Mandataire garantit la Palestine contre toute perte ou prise à bail de tout ou partie du territoire et contre l'établissement de tout contrôle d'une Puissance étrangère.

ARTICLE 6.

Tout en veillant à ce qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits et à la situation des autres parties de la population, l'Administration de la Palestine facilitera l'immigration juive dans des conditions covenables et de concert avec l'organisme juif mentionné à l'article 4; elle encouragera l'établissement intensif des Juifs sur les terres du pays, y compris les domaines de l'Etat et les terres incultes inutilisées pour les services publics.

ARTICLE 7.

L'Administration de la Palestine assumera la responsabilité d'édicter une loi sur la nationalité. Cette loi comportera des clauses destinées à faciliter aux Juifs qui s'établiront en Palestine d'une façon permanente l'acquisition de la nationalité palestinienne.

ARTICLE 8.

Les privilèges et immunités des étrangers, y compris la juridiction et la protection consulaires, tels qu'ils étaient autrefois pratiqués dans l'Empire ottoman, en vertu des Capitulations et des usages, seront sans application en Palestine.

A moins que les Puissances, dont les ressortissants jouissaient de ces privilèges et immunités au 1er août 1914, n'aient préalablement renoncé au rétablissement de ces privilèges et immunités, ou n'aient consenti à leur non-application pendant une certaine période, ceux-ci seront à la fin du mandat et sans délai rétablis intégralement ou avec telle modification qui aurait été convenue par les Puissances intéressées.

ARTICLE 9.

Le Mandataire assumera la responsabilité de veiller à l'institution en Palestine d'un système judiciaire assurant, tant aux étrangers qu'aux indigènes, la garantie complète de leurs droits.

Le respect du statut personnel des diverses populations et communautés et de leurs intérêts d'ordre religieux sera entièrement garanti. En particulier, le Mandataire exercera le contrôle de l'administration des Wakoufs, en parfaite conformité avec les lois religieuses et la volonté des fondateurs.

ARTICLE 10.

En attendant la conclusion de conventions spéciales d'extradition, les traités d'extradition en vigueur entre le Mandataire et d'autres Puissances étrangères seront appliqués à la Palestine.

ARTICLE 11.

L'Administration de la Palestine prendra toutes mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la communauté concernant le développement du pays et, sous réserve des obligations internationales acceptées par le Mandataire, elle aura pleins pouvoirs pour décider quant à la propriété ou au contrôle public de toutes les ressources naturelles du pays, ou des travaux et services d'utilité publique déjà établis ou à y établir. Elle introduira un régime agraire adapté aux besoins du pays, en ayant égard, entre autres

choses, aux avantages qu'il pourrait y avoir à encourager la colonisation intense et la culture intensive de la terre.

L'Administration pourra, dans la mesure où elle n'agira pas directement, s'entendre avec l'organisme juif mentionné à l'article 4, pour effectuer ou exploiter, dans des conditions justes et équitables, tous travaux et services d'utilité publique et pour développer toutes les ressources naturelles du pays. Dans ces accords, il sera entendu qu'aucun des bénéfices distribués directement ou indirectement par cet organisme ne devra dépasser un taux raisonnable d'intérêt sur le capital et que tout excédent de bénéfice sera utilisé par lui au profit du pays et d'une manière approuvée par l'Administration.

ARTICLE 12.

Les relations extérieures de la Palestine, ainsi que la délivrance des exequaturs aux consuls des Puissances étrangères seront du ressort du Mandataire. Le Mandataire aura aussi le droit d'étendre sa protection diplomatique et consulaire aux ressortissants de la Palestine se trouvant hors des limites de ce territoire.

ARTICLE 13.

Tout en maintenant l'ordre et la bienséance publics, le Mandataire assume toute responsabilité au subjet des Lieux Saints, des édifices et des sites religieux en Palestine, y compris celle de préserver les droits existants, d'assurer le libre accès des Lieux Saints, des édifices et des sites religieux, et le libre exercice du culte. Il ne sera responsable, pour toutes les questions qui s'y réfèrent, que vis-à-vis de la Société des Nations, étant entendu que rien dans cet article n'empêchera le Mandataire de faire avec l'Administration tel arrangement qu'il jugera nécessaire, en vue d'exécuter les dispositions du présent article, et étant entendu aussi que rien dans le présent mandat ne pourra être interprété comme l'autorisant à toucher aux immeubles ou à intervenir dans l'administration des sanctuaires purement musulmans, dont les privilèges sont garantis.

ARTICLE 14.

Un Commission spéciale sera nommée par la Puissance mandataire, l'effet d'étudier, définir et régler tous droits et réclamations concernant les Lieux Saints, ainsi que les différentes communautés religieuses en Palestine. Le mode de nomination des membres de la Commission, sa composition et ses fonctions, seront soumis à l'approbation du Conseil de la Société, et la Commission ne sera pas nommée et n'entrera pas en fonctions avant cette approbation.

ARTICLE 15.

Le Mandataire garantira à tous la plus complète liberté de conscience, ainsi que le libre exercice de toutes les formes de culte compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Il n'y aura aucune inégalité de traitement entre les habitants de la Palestine, du fait des différences de race, de religion ou de langue. Personne ne sera exclu de la Palestine, à raison seulement de ses convictions religieuses.

Il ne sera porté aucune atteinte au droit des communautés de conserver leurs écoles en vue de l'instruction et de l'éducation de leurs membres dans leur propre langue, à condition de se conformer aux prescriptions générales sur l'instruction publique que pourrait édicter l'Administration.

ARTICLE 16.

Le Mandataire devra assurer le contrôle des institutions religieuses ou charitables de toutes confessions en Palestine qui peut être exigé pour le maintien de l'ordre public et la bonne administration. Sous réserve de ce contrôle, on ne pourra prendre en Palestine aucune mesure qui mettrait obstacle à l'œuvre d'institutions du qui constituerait une intervention dans cette œuvre et l'on ne pourra faire de distinctions entre les représentants ou les membres de ces institutions du fait de leur religion ou de leur nationalité.

ARTICLE 17.

L'Administration de la Palestine peut organiser par recrutement volontaire les forces nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre, ainsi qu'à la défense du pays, sous le contrôle du Mandataire, mais elle n'aura pas le droit de faire usage de ces forces à d'autres fins que celles

énoncées ci-dessus, à moins que le Mandataire ne l'y autorise. L'Administration de la Palestine ne lèvera ni entretiendra de force militaire, navale ou aérienne qu'aux fins sudites.

Aucune disposition de cet article n'empêchera l'Administration de la Palestine de participer aux frais d'entretien des forces militaires du Mandataire en Palestine.

Le Mandataire disposera en tout temps du droit d'utiliser les ports, voies ferrées et moyens de communication de Palestine, pour le passage des forces armées et le transport du combustible et des approvisionnements.

ARTICLE 18.

Il appartiendra au Mandataire de faire en sorte qu'aucune discrimination ne soit faite en Palestine entre les nationaux d'un Etat quelconque Membre de la Société des Nations (y compris les compagnies constituées selon les lois de cet Etat) et les nationaux de la Puissance mandataire ou de tout autre Etat, ni en matière d'impôts, de commerce ou de navigation, ni dans l'exerce des industries ou professions, ni dans le traitement accordé aux navires marchands ou aux aéronefs civils. De même, il ne sera imposé en Palestine aucun traitement différentiel entre les marchandises originaires ou à destination d'un quelconque des dits Etats ; il y aura dans des conditions équitables liberté de transit à travers le territoire sous mandat.

Sous réserve des stipulations ci-dessus et des autres stipulations du mandat, l'Administration de la Palestine pourra, sur le conseil du Mandataire, établir les impôts et les droits de douane qu'elle jugera nécessaires et prendre les mesures qui lui paraîtront le plus propres à assurer le développement des ressources naturelles du pays et à sauvegarder les intérêts de la population locale. Elle pourra également, sur le conseil du Mandataire, conclure un accord douanier spécial avec un Etat quelconque dont le territoire en 1914 faisait intégralement partie de la Turquie d'Asie ou de l'Arabie.

ARTICLE 19.

Le Mandataire devra adhérer, au nom de l'Administration de la Palestine, à toutes conventions internationales générales conclues, ou à conclure avec l'approbation de la Société des Nations, sur les sujets suivants : traite des esclaves, trafic des armes et munitions, trafic des stupéfiants, égalité commerciale, liberté de transit et de navigation, navigation aérienne, communications postales, télégraphiques ou par télégraphie sans fil, propriété littéraire, artistique ou industrielle.

ARTICLE 20.

Autant que les conditions sociales, religieuses et autres le permettront, le Mandataire collaborera au nom de l'Administration de la Palestine aux mesures d'utilité commune, qui seraient adoptées par la Société des Nations pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des animaux et des plantes.

ARTICLE 21.

Le Mandataire élaborera et mettra en vigueur, dans un délai de douze mois à dater de ce jour, une loi sur les antiquités conforme aux dispositions ci-après. Cette loi assurera aux ressortissants de tous les Membres de la Société des Nations l'égalité de traitement en matière de fouilles et recherches archéologiques.

(1)

Par "antiquités," on devra entendre toute œuvre ou produit de l'activité humaine antérieurs à l'année 1700.

(2)

La législation sur la protection des antiquités devra procéder plutôt par encouragements que par menaces.

Toute personne qui, ayant fait la découverte d'une antiquité sans avoir l'autorisation visée au paragraphe 5, signale cette découverte à l'autorité compétente, devra recevoir une rémunération proportionnée à la valeur de la découverte.

(3)

Aucune antiquité ne pourra être aliénée qu'en favour de l'autorité compétente, à moins que celle-ci renonce à en faire l'acquisition.

Aucune antiquité ne ponrra sortir du pays sans une licence délivrée par la dite autorité.

(4)

Toute personne qui, par malice ou négligence, détruit ou détériore une antiquité devra être passible d'une pénalité à fixer.

(5)

Tout déplacement de terrain ou fouilles en vue de trouver des antiquités seront interdits, sous peine d'amende, si ce n'est aux personnes munies d'une autorisation de l'autorité compétente.

(6)

Des conditions équitables seront fixées pour permettre d'exproprier temporairement, ou à titre permanent, les terrains pouvant présenter un intérêt historique ou archéologique.

(7)

L'autorisation de procéder à des fouilles ne sera accordée qu'à des personnes présentant des garanties suffisantes d'expérience archéologique. L'Administration de la Palestine ne devra pas, en accordant ces autorisations, agir de façon à éliminer, sans motifs valables, les savants d'aucune nation.

(8)

Le produit des fouilles pourra être réparti entre la personne ayant procédé à la fouille et l'autorité compétente, dans la proportion fixée par celle-ci. Si, pour des raisons scientifiques, la répartition paraît impossible, l'inventeur devra recevoir une équitable indemnité au lieu d'une partie du produit de la fouille.

ARTICLE 22.

L'anglais, l'arabe et l'hébreu seront les langues officielles de la Palestine. Toutes indications ou inscriptions arabes sur les timbres ou la monnaie figureront également en hébreu et réciproquement.

ARTICLE 23.

L'Administration de la Palestine reconnaîtra les jours saints des différentes communautés comme jours de repos légal pour les dites communautés.

ARTICLE 24.

Le Mandataire adressera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel, répondant à ses vues, sur les mesures prises pendant l'année pour l'application du mandat. Les textes de toutes les lois et de tous les règlements promulgués pendant l'année seront annexés au dit rapport.

ARTICLE 25.

Dans les territoires s'étendant entre le Jourdain et la frontière orientale de la Palestine, telle qu'elle sera définitivement fixée, le Mandataire aura la faculté, avec le consentement du Conseil de la Société des Nations, de retarder ou de suspendre l'application des stipulations du présent mandat qu'il jugera inapplicables à raison des conditions locales existantes, et de prendre, en vue de l'administration de ces territoires, toutes les mesures qu'il estimera convenables, pourvu qu'aucune de ces mesures ne soit incompatible avec les stipulations des articles 15, 16 et 18.

ARTICLE 26.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne serait pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

ARTICLE 27.

Le consentement du Conseil de la Société des Nations sera nécessaire pour toutes modifications à apporter aux termes du présent mandat.

ARTICLE 28.

Au cas où prendrait fin le mandat conféré par le présent acte au Mandataire, le Conseil de la Société prendra toutes les dispositions nécessaires pour sauvegarder à perpétuité, sous la garantie de la Société, les droits garantis par les articles 13 et 14 et usera de toute son influence pour que le Gouvernement de Palestine, sous la garantie de la Société, assume pleinement toutes les obligations financières légitimement contractées par l'Administration de la Palestine pendant la durée du mandat, y compris les droits des fonctionnaires à des pensions ou à des gratifications.

Le présent acte sera déposé en original aux archives de la Société et des exemplaires certifiés conformes seront transmis par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingt-quatrième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

「イラーク」國ニ對スル聯盟規約第二十二條ノ主義ノ適用ニ關スル國際聯盟理事會ノ決定

一九二四年（大正一三年）九月二七日「ジュネーヴ」ニ於テ決定

（一）前文

國際聯盟理事會ハ

千九百二十三年七月二十四日「ローザンヌ」ニ於テ署名セラレタル平和條約第十六條ニ鑑ミ

國際聯盟規約第二十二條ニ鑑ミ

英國ノ通告ノ前文

英國皇帝陛下ノ政府ニ依リ千九百二十四年九月二十七日國際聯盟理事會ニ對シテ爲サレタル左ノ條項ノ通告ニ顧ミ

從前土耳其帝國ノ一部ヲ構成セル「イラーク」國ノ地域ハ今回ノ戰爭中英國皇帝陛下ノ軍隊ノ占領ニ歸シタルヲ以テ

主タル同盟國ハ「イラーク」國ノ地域ハ自立シ得ル時期ニ至ル迄規約第二十二條（第四項）ノ規定ニ從ヒ人民ニ對シ施政上ノ助言及援助ヲ與フルノ義務ヲ負フ受任國ニ委任セラルヘキコト及右委任ヲ英國皇帝陛下ニ付與スヘキコトヲ企圖シタルヲ以テ

英國皇帝陛下ハ「イラーク」國ニ對スル委任統治ヲ受諾スルニ同意シタルヲ以テ

英國皇帝陛下ハ「イラーク」國ノ急速ナル發達ニ顧ミ之カ獨立政府ヲ承認シ又本決定附屬書中ニ掲ケラレ且以下ニ於テ同盟條約トシテ引用セラルル條約ヲ議定書及附屬協定ト共ニ「イラーク」國皇帝ト締結シタルヲ以テ

右同盟條約ノ目的ハ委任ノ受諾ニ依リ保障セシメムトシタル主義ヲ「イラーク」國ニ於テ完全ニ遵守シ且實行スルコトヲ確保スルニ在ルヲ以テ

英國皇帝陛下ノ政府ハ左ノ如ク約セムトス

DECISION OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS RELATING TO THE APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF ARTICLE 22 OF THE COVENANT TO IRAQ.

THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS:

Having regard to Article 16 of the Treaty of Peace signed at Lausanne on July 24th, 1923;

Having regard to Article 22 of the Covenant of the League of Nations;

In view of the communication which has been made by the Government of His Britannic Majesty to the Council of the League of Nations on September 27th, 1924, in the following terms:

"Whereas the territory of Iraq, which formerly constituted a part of the Turkish Empire passed into the occupation of the military forces of His Britannic Majesty in the course of the recent war, and

"Whereas it was intended by the Principal Allied Powers that the territory of Iraq should until such time as it might be able to stand alone be entrusted to a Mandatory charged with the duty of rendering administrative advice and assistance to the population in accordance with the provisions of Article 22 (paragraph 4) of the Covenant, and that this Mandate should be conferred on His Britannic Majesty; and

"Whereas His Britannic Majesty agreed to accept the Mandate for Iraq; and

"Whereas His Britannic Majesty has, in view of the rapid progress of Iraq, recognised an independent Government therein and has concluded with the King of Iraq a treaty with Protocol and subsidiary agreements, as set forth in the Schedule hereto, and hereinafter referred to as the Treaty of Alliance; and

"Whereas the purpose of the said Treaty of Alliance is to ensure the complete observance and execution in Iraq of the principles which the acceptance of the Mandate was intended to secure:

"The Government of His Britannic Majesty is willing to agree as follows:

英國政府ノ實務

一

同盟條約ノ有效ナル間英國皇帝陛下ノ政府ハ本約定ノ規定及右條約ノ利益ヲ受諾スル國際聯盟ノ一切ノ聯盟國ニ對シ「イラーク」國ニ依ル右同盟條約ノ規定ノ完全ナル實行ニ付責任ヲ取ルヘシ

犯罪人引渡特別協定締結ニ對ヲ英國ノ取ルヘキ措置

二

同盟條約ノ有效ナル間英國皇帝陛下ノ政府ハ「イラーク」國皇帝陛下ト協議ノ上「イラーク」國ノ爲ニ特別犯罪人引渡協定ノ締結ノ爲必要ナル措置ヲ執ルヘシ一切ノ右協定ノ謄本ハ聯盟理事會ニ通告セラルヘシ

理事會ニ提出スヘキ年次報告

三

同盟條約ノ規定ヲ實行スル爲各年ニ於テ「イラーク」國ニ於テ執ラレタル措置ニ關シ聯盟理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ理事會ニ提出スヘシ其ノ年ニ於テ「イラーク」國ニ公布セラレタル一切ノ法令ノ謄本ハ右報告ニ添附セラルヘシ

同盟條約ノ規定變更禁止

四

同盟條約ノ規定ノ如何ナル變更モ聯盟理事會ノ同意ナクシテハ英國皇帝陛下ノ政府ニ於テ之ニ同意セサルヘシ

紛爭處理方法

五

英國皇帝陛下ノ政府ト他ノ聯盟國ノ政府トノ間ニ同盟條約若ハ本決定ノ規定カ「イラーク」國ニ於テ實行セラレツツアルヤ否ヤニ關シ又ハ其ノ解釋若ハ適用ニ關シ紛爭ヲ生シタル場合ニハ右紛爭ハ商議ニ依リ之ヲ解決スルコト能ハサルトキハ聯盟規約第十四條ニ依リ規定セラルル常設國際司法裁判所ニ付託セラルヘシ

I.

"So long as the Treaty of Alliance is in force, His Majesty's Government will assume, towards all Members of the League of Nations who accept the provisions of this arrangement and the benefits of the said Treaty, responsibility for the fulfilment by Iraq of the provisions of the said Treaty of Alliance.

II.

"During the currency of the Treaty of Alliance, the Government of His Britannic Majesty, in consultation with His Majesty the King of Iraq, will take such steps as may be necessary for the conclusion of special extradition agreements on behalf of Iraq. Copies of all such agreements shall be communicated to the Council of the League.

III.

"An annual report, to the satisfaction of the Council of the League, will be made to the Council as to the measures taken in Iraq during the year to carry out the provisions of the Treaty of Alliance. Copies of all laws and regulations promulgated in Iraq during the year will be attached to the said report.

IV.

"No modifications of the terms of the Treaty of Alliance will be agreed to by His Britannic Majesty's Government without the consent of the Council of the League.

V.

"If any dispute should arise between the Government of His Britannic Majesty and that of another Member of the League as to whether the provisions of the Treaty of Alliance or of the present decision are being fulfilled in Iraq, or as to their interpretation or application, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League.

六

務英國ノ終了ノ期費

置場入費ハ「イラーク」國ヲ同盟條約ノ有效期間滿了ノ際ニ於テ各自盟國ノ聯盟ニ加入ヲ許サレタル場合ニハ本決定ニ依リ英國皇帝陛下ノ政府ニ負ハシメラルル義務ハ終了スヘシ

英國皇帝陛下ノ政府ノ約束ヲ受諾シ

モ實行規ノ二約遵ノ現二條事告英ノ承ス條ノ認ルチニカ圖

右通告ノ條項ハ規約第二十二條ノ規定ヲ實現スル爲必要ナル手段ヲ更ニ決定スル爲招請セラルルキハ國際聯盟未タ聯盟ニ加入セサル國カ國際聯盟ニ加入ヲ許サレタル場合ニハ本決定ニ依リ英國皇帝陛下ノ政府ニ

七

前享受シタル領事ノ裁判管轄及保護ノ利益ニ關スル特權及免除ハ同盟條約ノ有效期間「イラーク」國ニ於テ外國人保護ノ爲要求セラレサルヘキ一切ノ權利ヲ包含シ從

ノナルコトヲ承認シ且

土耳其帝國ニ於テ治外法權條約ノ有效ナル間「イラーク」國ニ於テ外國人保護ノ爲ニ現ニ存スル

力法四停權ノ止ノ效外

セラルヘク且認證謄本ハ國際聯盟事務總長ニヨリ一切ノ聯盟國ニ送付セラルヘシ

千九百二十四年九月二十七日「ジュネーヴ」ニ於テ作成ス

VI.

"In the event of Iraq being admitted to the League of Nations, the obligations hereby assumed by His Britannic Majesty's Government shall terminate.

VII.

"On the conclusion of the period for which the Treaty of Alliance has been concluded, the Council of the League of Nations shall, if Iraq has not been admitted to the League, be invited to decide what further measures are required to give effect to Article 22 of the Covenant."

ACCEPTS the undertakings of the Government of His Britannic Majesty; and

APPROVES the terms of the above communication as giving effect to the provisions of Article 22 of the Covenant; and

DECIDES that the privileges and immunities, including the benefits of consular jurisdiction and protection formerly enjoyed by capitulation or usage in the Ottoman Empire, will not be required for the protection of foreigners in Iraq so long as the Treaty of Alliance is in force.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations and certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

DONE at Geneva, on the twenty-seventh day of September, one thousand nine hundred and twenty-four.

DÉCISION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS RELATIVE A L'APPLICATION A L'IRAK DES PRINCIPES DE L'ARTICLE 22 DU PACTE.

Le CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS,

Vu l'article 16 du Traité de Paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923:

Vu l'article 22 du Pacte de la Société des Nations;

Vu la communication faite au Conseil de la Société des Nations le 27 septembre 1924 par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans les termes ci-après:

"Considérant que le territoire de l'Irak, qui faisait antérieurement partie de l'Empire turc, est passé, au cours de la dernière guerre, sous l'occupation des forces militaires de Sa Majesté Britannique;

"Considérant qu'il a été entendu, entre les Principales Puissances alliées, que le territoire de l'Irak serait confié, jusqu'au moment où il serait capable de se diriger lui-même, à un mandataire chargé de guider de ses conseils et de son aide l'administration de ce territoire, conformément

aux dispositions de l'article 22, alinéa 4, du Pacte, et que ce mandat serait conféré à Sa Majesté Britannique ;

" Considérant que Sa Majesté Britannique a accepté mandat sur l'Irak ;

" Considérant que Sa Majesté Britannique, en raison des rapides progrès de l'Irak, y a reconnu un Gouvernement indépendant et a conclu avec le Roi de l'Irak un traité accompagné d'un protocole et d'accords subsidiaires, reproduits dans l'annexe ci-aprés, et qui seront désignés dans les paragraphes suivants sous le titre de Traité d'alliance ;

" Considérant que ledit Traité d'alliance a pour but d'assurer l'observation et la réalisation complète, en Irak, des principes dont l'application était implicitement contenue dans l'acceptation du mandat ;

" Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est disposé à accepter ce qui suit :

I.

" Aussi longtemps que le Traité d'alliance restera en vigueur, le Gouvernement de Sa Majesté assumera, à l'égard de tous les Membres de la Société des Nations qui accepteront les dispositions du présent arrangement et les avantages dudit traité, la responsabilité de l'exécution, par l'Irak, des dispositions dudit Traité d'alliance.

II.

" Pendant la durée du Traité d'alliance, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en consultation avec Sa Majesté le Roi de l'Irak, prendra les mesures nécessaires pour la conclusion, au nom de l'Irak, des accords spéciaux d'extradition. Des exemplaires de ces accords seront communiqués au Conseil de la Société des Nations.

III.

" Un rapport annuel, destiné à rendre compte au Conseil de la Société des Nations, sera adressé à ce dernier au sujet des mesures prises en Irak, au cours de l'année, en vue d'appliquer les dispositions du Traité d'alliance. Des exemplaires de toutes les lois et de tous les règlements promulgués en Irak au cours de l'année seront annexés audit rapport.

IV.

" Aucune modification aux termes du Traité d'alliance ne sera acceptée par le Gouvernement britannique sans l'assentiment du Conseil de la Société.

V.

" Tout différend qui viendrait à s'élever entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement d'un autre Membre de la Société des Nations sur le point de savoir si les dispositions du Traité d'alliance ou de la présente décision sont observées en Irak, ou sur leur interprétation ou application, et qui ne pourrait être réglé par voie de négociations, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale, instituée en vertu de l'article 14 du Pacte de la Société.

VI.

" Au cas où Irak serait admis dans la Société des Nations, les obligations assumées aux termes du présent Acte par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique prendraient fin.

VII.

" A l'expiration de la période pour laquelle a été conclu le Traité d'alliance, le Conseil de la Société des Nations, si l'Irak n'a pas été admis dans la Société, sera invité à décider des nouvelles mesures à prendre en vue de donner effet à l'article 22 du Pacte."

ACCEPTE les engagements du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et

APPROUVE les termes de la communication ci-dessus comme propres à donner effet aux dispositions de l'article 22 du Pacte ; et

DÉCIDE que les privilèges et immunités, y compris les bénéfices de la juridiction et de la protection consulaires, tels qu'ils résultaient autrefois dans l'Empire ottoman des Capitulations ou de la coutume, ne seront plus nécessaires pour la protection des étrangers en Irak, pendant la durée du Traité d'alliance.

Le présent Acte sera déposé en original aux archives de la Société des Nations et des exemplaires certifiés conformes seront transmis par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Genève, le vingt-septième jour de septembre mil neuf cent vingt-quatre.

大不列顛國皇帝陛下及「イラーク」國皇帝陛下間ノ條約

一九二二年（大正一一年）一〇月一〇日「バグダッド」ニ於テ署名

前文

大不列顛國皇帝陛下ヲ一方トシ「イラーク」國皇帝陛下ヲ他ノ一方トシ

大不列顛國皇帝陛下ハ「フェイサル、イブン、フセイン」ヲ「イラーク」國ノ憲法上ノ君主タルコトヲ承認セルニ因リ

「イラーク」國皇帝陛下ハ大不列顛國皇帝陛下ト同盟ノ基礎ニ於テ一ノ條約ヲ締結スルコトカ「イラーク」國ニ有益ニシテ且其ノ急速ナル發達ヲ助クヘキヲ認ムルニ因リ

大不列顛國皇帝陛下ハ陛下ト「イラーク」國皇帝陛下トノ間ノ關係ハ他ノ如何ナル手段ニ依ルヨリモ今ヤ此ノ如キ同盟條約ニ依リテ最モ良ク確定シ得ヘキヲ認ムルニ因リ

此カ爲メ締約國ハ左ノ如ク其ノ全權委員ヲ任命セリ

TREATY BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ.

HIS BRITANNIC MAJESTY of the one part; and HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ of the other part:

Whereas His Britannic Majesty has recognised Feisal Ibn Hussein as constitutional King of Iraq: and

Whereas His Majesty the King of Iraq considers that it is to the interests of Iraq and will conduce to its rapid advancement that he should conclude a Treaty with His Britannic Majesty on the basis of alliance: and

Whereas His Britannic Majesty is satisfied that the relations between himself and His Majesty the King of Iraq can now be better defined by such a Treaty of Alliance than by any other means:

For this purpose the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries:

大不列顛愛蘭聯合王國及大不列顛海外領土皇帝印度皇帝陛下

「イラーク」國駐在大不列顛國政府高級委員兼總領事

「サー、パーシー、ザカリアー、コックス」

「イラーク」國皇帝陛下

總理大臣兼「バグダッド」「ナジブダアル、アシュラフ」

「サー、サイイット、アブド、ウルラーマン」

右各委員ハ其ノ全權委任狀ヲ示シ之カ良好妥當ナルヲ認メタル後左ノ如ク協定セリ

第一條

助言、援助及代表

「イラーク」國皇帝陛下ノ請求ニ基キ大不列顛國皇帝陛下ハ本條約ノ規定ニ從ヒ、本條約存續期間中必要ナルヘキ助言及援助ヲ「イラーク」國ノ國家

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA:

Sir Percy Zachariah Cox, G.C.M.G., G.C.I.E., K.C.S.I., High Commissioner and Consul-General of His Britannic Majesty in Iraq

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ:

His Highness Sir Saiyid Abd-ur-Rahman, G.B.E., Prime Minister and Naqib-al-Ashraf, Baghdad:

Who, having communicated their full powers, found in good and due order, have agreed as follows:—

Article I.

At the request of His Majesty the King of Iraq, His Britannic Majesty undertakes subject to the provisions of this Treaty to provide the

主權ヲ侵スコトナクシテ與フルコトヲ約ス大不列顛國皇帝陛下ハ必要ナル職員ニ依リ保存セラルヘキ現行ノ條約ニ基ク權利ニ對シ及一切ノ外國ニ對シ「イラーク」國ノ國際上及財政上ノ指導ニ關シ一高級委員兼總領事ニ依リ「イラーク」國ニ於テ代表セラルヘシ

官吏任命員數及雇傭條件

第二條

「イラーク」國皇帝陛下ハ大不列顛國皇帝陛下ノ同意ナクシテ本條約存續期間中「イラーク」國人以外ノ者ヲ官報ニ發表セラルル官吏ニ「イラーク」國ニ於テ任命セサルヘキコトヲ約ス別箇ノ取極ヲ以テ「イラーク」國政府ニ於テ斯ク任命セラルル英國人官吏ノ數及雇傭條件ヲ規定スヘシ

組織法ノ制定及宗教ノ自由

第三條

「イラーク」國皇帝陛下ハ「イラーク」國憲法議會ニ提出スル爲組織法ヲ立案シ同法ヲ實施スルコトニ同意ス右組織法ハ本條約ノ條項ニ反スル何等ノ規定ヲ含ムヲ得サルヘク又「イラーク」國在住ノ一切ノ人民ノ權利、希望及利益ヲ參酌スヘシ右組織法ハ總テノ者ニ對シ公ノ秩序及道德ニ反セサル禮拜ノ自由執行ヲ確保スヘシ右組織法ハ「イラーク」國ノ住民ノ間ニ人種上、宗教上又ハ言語上ノ理由ニ依リ如何ナル種類ノ差別ヲモ爲ササルヘキコトヲ規定スヘク又「イラーク」國政府ノ課スル一般的性質ノ教育上ノ要件ニ適合シテ各團體カ自己ノ言語ヲ以テ所屬員ノ教育ノ爲ニ其ノ學校ヲ維持スルノ權利ハ之ヲ拒ミ又ハ害セサルヘキコトヲ保障スヘシ、右組織法ハ國庫上財政上軍事上ノ問題ヲ含ム一切ノ重要事項ヲ決定スル憲法上ノ手續ヲ規定スヘシ

國際上及財政上ノ指導

第四條

本條約第十七條及第十八條ノ規定ヲ害スルコトナク「イラーク」國皇帝陛下ハ本條約ノ全期間ニ對シ大不列顛國皇帝陛下ノ國際上及財政上ノ義務及

State of Iraq with such advice and assistance as may be required during the period of the present Treaty, without prejudice to her national sovereignty. His Britannic Majesty shall be represented in Iraq by a High Commissioner and Consul-General assisted by the necessary staff.

Article II.

His Majesty the King of Iraq undertakes that for the period of present Treaty no gazetted official of other than Iraq nationality shall be appointed in Iraq without the concurrence of His Britannic Majesty. A separate agreement shall regulate the numbers and conditions of employment of British officials so appointed in the Iraq Government.

Article III.

His Majesty the King of Iraq agrees to frame an Organic Law for presentation to the Constituent Assembly of Iraq and to give effect to the said law, which shall contain nothing contrary to the provisions of the present Treaty and shall take account of the rights, wishes and interests of all populations inhabiting Iraq. This Organic Law shall ensure to all complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship, subject only to the maintenance of public order and morals. It shall provide that no discrimination of any kind shall be made between the inhabitants of Iraq on the ground of race, religion or language, and shall secure that the right of each community to maintain its own schools for the education of its own members in its own language, while conforming to such educational requirements of a general nature as the Government of Iraq may impose, shall not be denied or impaired. It shall prescribe the constitutional procedure, whether legislative or executive, by which decisions will be taken on all matters of importance, including those involving questions of fiscal, financial and military policy.

Article IV.

Without prejudice to the provisions of Articles XVII and XVIII of this Treaty, His Majesty the King of Iraq agrees to be guided by the

利益ニ影響スル一切ノ重要事項ニ付高級委員ヲ通シテ與ヘラルル大不列顛國皇帝陛下ノ勸告ニ依リ指導セラルルコトヲ約ス、「イラーク」國政府カ大不列顛國皇帝陛下ノ政府ニ對シ財政上ノ義務ヲ有スル限リ「イラーク」國皇帝陛下ハ堅實ナル財政上及國庫上ノ政策ニ資スヘキ手段ニ付高級委員ト充分協議スヘク且「イラーク」國政府ノ財政ノ安定及良好ナル組織ヲ確保スヘシ

代表權、在外ノ國民ノ保護、外國代表者ノ認可狀

advise of His Britannic Majesty tendered through the High Commissioner on all important matters affecting the international and financial obligations and interests of His Britannic Majesty for the whole period of this Treaty. His Majesty the King of Iraq will fully consul the High Commissioner on what is conducive to a sound financial and fiscal policy and will ensure the stability and good organisation of the finances of the Iraq Government so long as that Government is under financial obligations to the Government of His Britannic Majesty.

第五條

Article V.

「イラーク」國皇帝陛下ハ倫敦及締約國ニ依リ協定セラルルコトアルヘキ他ノ首都及場所ニ代表者ヲ置クノ權利ヲ有スヘシ「イラーク」國皇帝陛下ハ其ノ代表者ヲ有セサル場所ニ於テハ「イラーク」國國民ノ保護ヲ大不列顛國皇帝陛下ニ委託スルニ同意ス、「イラーク」國皇帝陛下ハ「イラーク」國ニ於ケル外國ノ代表者ニ對シ大不列顛國皇帝陛下カ其ノ任命ニ同意セル後認可狀ヲ發給スヘシ

His Majesty the King of Iraq shall have the right of representation in London and in such other capitals and places as may be agreed upon by the High Contracting Parties. Where His Majesty the King of Iraq is not represented he agrees to entrust the protection of Iraq nationals to His Britannic Majesty. His Majesty the King of Iraq shall himself issue exequaturs to representatives of Foreign Powers in Iraq after His Britannic Majesty has agreed to their appoint-

國際聯盟加入

第六條

大不列顛國皇帝陛下ハ「イラーク」國ヲシテ成ルヘク速ニ國際聯盟ニ加入スルコトヲ得セシメンカ爲ニ斡旋スルコトヲ約ス

第七條

Article VI.

His Britannic Majesty undertakes to use his good offices to secure the admission of Iraq to membership of the League of Nations as soon as possible.

軍隊ノ支持及援助

大不列顛國皇帝陛下ハ締約國ニ依リ隨時協定セラルヘキ「イラーク」國國王陛下ノ軍隊ニ對シ支持及援助ヲ與フルコトヲ約ス右支持及援助ノ程度及條件ヲ定ムル別箇ノ取極ハ締約國間ニ締結セラルヘク且國際聯盟理事會ニ通知セラルヘシ

Article VII.

His Britannic Majesty undertakes to provide such support and assistance to the armed forces of His Majesty the King of Iraq as may from time to time be agreed by the High Contracting Parties. A separate agreement regulating the extent and conditions of such support and assistance shall be concluded between the High Contracting Parties and communicated to the Council of the League of Nations.

領土ノ保全

第八條

「イラーク」國ノ領土ハ讓渡セラレ又ハ租借セラレ又ハ如何ナル方法ニ於テモ外國ノ支配ノ下ニ置カルルコトヲ得ス但シ「イラーク」國皇帝陛下カ外

Article VIII.

No territory in Iraq shall be ceded or leased or in any way placed under the control of any Foreign Power; this shall not prevent His

國代表者ノ要スル設備又ハ前條ノ規定ノ實行ノ爲必要ナルヘキ取極ヲ爲スコトヲ妨ケス

領事裁判權撤廢上ノ利益擁護

第九條

「イラーク」國皇帝陛下ハ大不列顛國皇帝陛下カ領事裁判權又ハ慣例ニ依リ外國人ノ享受スル免除及特權ノ適用セラレサル結果其ノ利益ヲ擁護スル爲司法事項ニ關シ必要ト思考スヘキ合理的ナル規定ヲ受諾シ且之ヲ實施スヘキコトヲ約ス、此規定ハ別箇ノ取極ニ於テ定メラルヘク國際聯盟理事會ニ通知セラルヘシ

條約、取極及約束實行ノ保障

第十條

締約國ハ大不列顛國皇帝陛下カ「イラーク」國ニ關シテ實行スルノ義務ヲ負ヘル條約、取極又ハ約束ノ實行ヲ保障スル爲別箇ノ取極ヲ締結スルコトヲ約ス「イラーク」國皇帝陛下ハ此ノ取極ノ實行

Majesty the King of Iraq from making such arrangements as may be necessary for the accommodation of foreign representatives and for the fulfilment of the provisions of the preceding Article.

Article IX.

His Majesty the King of Iraq undertakes that he will accept and give effect to such reasonable provisions as His Britannic Majesty may consider necessary in judicial matters to safeguard the interests of foreigners in consequence of the non-application of the immunities and privileges enjoyed by them under capitulation or usage. These provisions shall be embodied in a separate agreement, which shall be communicated to the Council of the League of Nations.

Article X.

The High Contracting Parties agree to conclude separate agreements to secure the execution of any treaties, agreement or undertakings which His Britannic Majesty is under obligation to see

ヲ確保スルニ必要ナル立法ヲ行フコトヲ約ス、右取極ハ國際聯盟理事會ニ通知セラルヘシ

課稅、通商航海、産業、職業、商船又ハ航空機ニ關スル均等待遇

第十一條

「イラーク」國ニ於テハ國際聯盟國タル如何ナル國ノ國民又ハ大不列顛國皇帝陛下カ聯盟國ナル場合ニ享受スヘキト同一ノ權利ヲ確保スヘキ旨條約ニ依リ協定セル國（該國ノ法律ノ下ニ成立スル會社ヲ含ム）ノ國民ニ對シ大不列顛國國民又ハ外國ノ國民ト比較シ課稅、通商若ハ航海ニ關スル事項、産業若ハ職業ノ實行ニ關スル事項又ハ、商船若ハ非軍用航空機ノ取扱ニ付何等ノ差別ヲ爲ササルヘシ「又イラーク」國內ニ於テハ前記ノ國ノ原產又ハ同國宛ノ貨物ニ對シ何等差別ヲ爲スコトナカルヘシ「イラーク」國領ヲ通過スル輸送ハ衡平ノ條件ノ下ニ通過ノ自由アルヘシ

carried out in respect of Iraq. His Majesty the King of Iraq undertakes to bring in any legislation necessary to ensure the execution of these agreements. Such agreements shall be communicated to the Council of the League of Nations.

Article XI.

There shall be no discrimination in Iraq against the nationals of any State, member of the League of Nations, or of any State to which His Britannic Majesty has agreed by treaty that the same rights should be ensured as it would enjoy if it were a member of the said League (including companies incorporated under the laws of such State), as compared with British nationals or those of any foreign State in matters concerning taxation, commerce or navigation, the exercise of industries or professions, or in the treatment of merchant vessels or civil aircraft. Nor shall there be any discrimination in Iraq against goods originating in or destined for any of the said States. There shall be freedom of transit under equitable conditions across Iraq territory.

傳導ノ自由

第十二條

「イラーク」國ニ於テハ傳道事業ヲ妨碍シ又ハ干渉シ又ハ如何ナル宣教師ニ對シテモ其ノ宗教上ノ信仰若ハ國籍上ノ理由ニ依リ差別ヲ爲ス如何ナル措置ヲモ取ルコトヲ得ス、但シ右事業ハ公ノ秩序及善良ノ政治ニ反スルモノナルコトヲ得ス

病疫ノ豫防竝驅除ニ關スル協力

第十三條

「イラーク」國皇帝陛下ハ社會上、宗教上及他ノ事情ノ許ス限リ植物及動物ノ病疫ヲモ含ム病疫ノ豫防竝驅逐ノ爲國際聯盟ニ依リ採擇セラルル共同政策ノ實行ニ付協力スルコトヲ約ス

古物法ノ制定考古學的調査ニ關スル均等待遇

第十四條

「イラーク」國皇帝陛下ハ本條約ノ實施ヨリ十二月內ニ千九百二十年八月十日「セーヴル」ニ於テ調印セラレタル平和條約第四百二十一條附屬ノ規則ニ基ク古物法ノ制定ヲ爲シ及其ノ實行ヲ確保スルコトヲ約ス、該法ハ前「オットマン」古物法ニ代ルヘク且一切ノ國際聯盟國及聯盟國タリシナル場合ニ享受スヘキト同一ノ權利ヲ確保スヘキ旨大不列顚國皇帝陛下カ條約ニ依リ協定セル國ノ國民ニ對シ考古學的調査ニ關シ均等ナル待遇ヲ確保スヘシ

公共事業ノ引渡、財政的援助及債務辨濟ニ關スル財政上取極

第十五條

別個ノ取極ヲ以テ締約國間ノ財政的關係ヲ規定スヘシ該取極ハ一方ニ於テ、協定セラルヘキ公共事業ヲ大不列顚國皇帝陛下ノ政府ヨリ「イラーク」國政府ニ對シ引渡スコトニ關シ及「イラーク」國ニ對シ隨時必要ト思考セラルヘキ財政的援助ヲ大不列顚國皇帝陛下ノ政府ヨリ與フルコトニ關シ竝他方ニ於テ、之ニ依リ生シタル一切ノ債務ノ「イラーク」國政府ニ依ル累進的辨濟ニ關シ規定ヲ爲スヘシ、右取極ハ國際聯盟理事會ニ通知スヘシ

Article XII.

No measure shall be taken in Iraq to obstruct or interfere with missionary enterprise or to discriminate against any missionary on the ground of his religious belief or nationality, provided that such enterprise is not prejudicial to public order and good government.

Article XIII.

His Majesty the King of Iraq undertakes to co-operate, in so far as social, religious and other conditions may permit, in the execution of any common policy adopted by the League of Nations for preventing and combating disease, including diseases of plants and animals.

Article XIV.

His Majesty the King of Iraq undertakes to secure the enactment, within twelve months of the coming into force of this Treaty, and to ensure the execution of a Law of Antiquities based on the rules annexed to Article 421 of the Treaty of Peace signed at Sèvres on the 10th August, 1920. This Law shall replace the former Ottoman Law of Antiquities, and shall ensure equality of treatment in the matter of archæological research to the nationals of all States members of the League of Nations, and of any State to which His Britannic Majesty has agreed by treaty that the same rights should be ensured as it would enjoy if it were a member of the said League.

Article XV.

A separate agreement shall regulate the financial relations between the High Contracting Parties. It shall provide, on the one hand, for the transfer by His Britannic Majesty's Government of Iraq of such works of public utility as may be agreed upon and for the rendering by His Britannic Majesty's Government of such financial assistance as may from time to time be considered necessary for Iraq, and, on the other hand, for the progressive liquidation by the Government of Iraq of all liabilities thus incurred. Such agreement shall be communicated to the Council of the League of Nations.

關稅及其他ノ聯合

大不列顛國皇帝陛下ハ其ノ國際上ノ義務ニ反セサル限リ「イラーク」國カ關稅又ハ其ノ他ノ目的ノ爲之ヲ希望スル近隣ノ「アラビア」諸國ト聯合スルコトニ對シ何等ノ障碍ヲ爲ササルヘキヲ約ス

第十六條

爭議ノ付託

本條約ノ規定ノ解釋ニ關シ締約國間ニ生スルコトアルヘキ爭議ニ付キテハ國際聯盟規約第十四條ニ規定セラレタル常設國際司法裁判所ニ付託セラルヘシ紛議ハ右ノ場合ニ於テ本條約ノ英吉利語及「アラビア」語ノ本文ノ間ニ相違アルトキハ英吉利語ヲ以テ正文トスヘシ

第十七條

本條約ノ批准、實施期、有效期間及終了方法

本條約ハ憲法議會ニ依ル承認ノ後締約國ニ依リ批准セラレタルトキヨリ直ニ效力ヲ生スヘク且二十年間效力ヲ存續シ其ノ期間ノ終ニ於テ事情ヲ審査シ締約國カ本條約最早必要ナラストノ意見ナルトキハ本條約ハ終了スヘシ右終了ハ其ノ日前ニ本條約第六條ノ規定カ實現スルニ非サレハ國際聯盟ニ依リテ確認セラルルコトヲ要ス右實現ノ場合ニ於テハ終了ノ通告ハ國際聯盟理事會ニ爲サルヘシ當時存スル事情ノ下ニ於テ望マシト認メラルヘキ改正ヲ爲スノ目的ヲ以テ本條約ノ規定及第七條第十條及第十五條ヨリ生スル別箇ノ取極ノ規定ヲ隨時締約國カ審査スルコトニ付何等ノ妨ケ無キモノトス又締約國ニ依リ協定セラルヘキ修正ハ國際聯盟理事會ニ通知セラルヘシ

第十八條

批准書ハ「バグダッド」ニ於テ交換セラルヘシ

本條約ハ英吉利語及「アラビア」語ヲ以テ作成セラル兩國語ヨリ成ル一通ハ「イラーク」國政府ノ記錄ニ、一通ハ大不列顛國皇帝陛下ノ政府ノ記錄ニ

Article XVI.

So far as is consistent with his international obligations His Britannic Majesty undertakes to place no obstacle in the way of the association of the State of Iraq for customs or other purposes with such neighbouring Arab States as may desire it.

Article XVII.

Any difference that may arise between the High Contracting Parties as to the interpretation of the provisions of this Treaty shall be referred to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. In such case, should there be any discrepancy between the English and Arabic texts of this Treaty, the English shall be taken as the authoritative version.

Article XVIII.

This Treaty shall come into force as soon as it has been ratified by the High Contracting Parties after its acceptance by the Constituent Assembly, and shall remain in force for twenty years, at the end of which period the situation shall be examined, and if the High Contracting Parties are of opinion that the Treaty is no longer required it shall be terminated. Termination shall be subject to confirmation by the League of Nations unless before that date Article VI of this Treaty has come into effect, in which case notice of termination shall be communicated to the Council of the League of Nations. Nothing shall prevent the High Contracting Parties from reviewing from time to time the provisions of this Treaty, and those of the separate Agreements arising out of Articles VII, X and XV, with a view to any revision which may seem desirable in the circumstances then existing, and any modification which may be agreed upon by the High Contracting Parties shall be communicated to the Council of the League of Nations.

The ratifications shall be exchanged at Baghdad.

The present Treaty has been drawn up in English and Arabic. One copy in each language will remain deposited in the archives of the Iraq

末文

右證據トシテ各全權委員ハ本條約ニ署名シ之ニ調印セリ西曆千九百二十二年十月十日即チ「ヒジラー」曆千三百四十年「サファル」十九日「バグダッド」ニ於テ本書二通ヲ作成ス

「イラーク」駐在大不列顛國皇帝陛下
高級委員
ピー、ゼット、コックス

「バグダッド」「ナジブ、アル、アシュラフ」
「イラーク」國政府總理大臣
ウル、ラーマン

ニ寄託保存セラルヘシ

Government, and one copy in each language in those of the Government of His Britannic Majesty.

IN WITNESS OF WHICH the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals. Done at Baghdad in duplicate this tenth day of October, One thousand nine hundred and twenty-two of the Christian Era, corresponding with the nineteenth day of Safar, One thousand three hundred and forty Hijrah.

P. Z. COX,
His Britannic Majesty's High Commissioner in Iraq.

ABD-UR-RAHMAN,
Nagib-al-Ashraf of Baghdad and Prime Minister of the Iraq Government.

前文

千九百二十二年十月十日署名
英國「イラーク」國
千九百二十三年四月三十日ノ議定書
ニ附屬スヘキ條約間ノ
セラレタル

一九二三年（大正十二年）四月三〇日「バグダッド」ニ於テ署名

議定書

第十八條ノ規定ニ拘ラス本條約ハ「イラーク」國ト國際聯盟トノ關係ヲ終了スル場合ニ於テ且如何ナル場合ニ於テモ國際聯盟ノ解消又ハ解散ノ場合ニ於テモ國際聯盟ニ對スル「イラーク」國ノ義務ヲ免カレサルヘシ

千九百二十二年十月十日即チ「ヒジラー」曆千三百四十年「サファル」十九日ニ前記兩皇帝間ニ締結セラレタル同盟條約ニ對スル左記議定書ニ批准ヲ與フル爲メ千九百二十三年四月三十日ニ會合セル全權委員ハ各正當ニ權限ヲ付與セラレタル下名ノ大不列顛國皇帝陛下及「イラーク」國皇帝陛下ノ調印セル條件トシテ各條項ヲ協定セリ

PROTOCOL OF THE 30TH OF APRIL, 1923, SUBSIDIARY TO THE ANGLO-'IRAQ TREATY SIGNED 10TH OF OCTOBER, 1922.

We, the undersigned Plenipotentiaries of HIS BRITANNIC MAJESTY and of HIS MAJESTY the KING of 'IRAQ respectively, having been duly authorised, met together this 30th day of April, 1923, corresponding to the 14th Ramazan, 1341, in order to sign the following protocol to the Treaty of Alliance concluded between Their Majesties aforesaid on the 10th of October, 1922, corresponding to 19th Sa 'far, 1341, Hijrah, subject to ratification.

PROTOCOL.

It is understood between the High Contracting Parties that, notwithstanding to provisions of

議ハ前記期間滿了前ニ其ノ間ニ行ハルヘキ交渉ヲ妨クルモノニ非ス又右目的ノ爲ノ協ラルルコトヲ規定スル目的ヲ以テ新ナル取極ノ締結セ關係ヲ規定書ノ規定ハ兩締約國間ノ其ノ後セラレタリ本議定書ノ規定ハ兩締約國間ニ丁解サルル期間內ニ終了スヘキモノト兩締約國間ニ丁遲カラテモ土耳其トノ平和條約批准ヨリ四年ヨリ

右證據トシテ各全權委員ハ茲ニ署名ス、千九百二十三年四月三十日卽チ「ヒジラー」曆千三百四十二年「ラマサン」月十四日「バグダッド」ニ於テ本書二通ヲ作ル

「イラーク」國駐在大不列顛國
皇帝陛下高級委員
ピー、ゼー、ツト、ヨック
ス

「イラーク」國政府總理大臣
アブデュル、ミューシン、アル、アーデュン

Article 18, the present Treaty shall terminate upon 'Iraq becoming a member of the League of Nations and in any case not later than four years from the ratification of peace with Turkey. Nothing in this Protocol shall prevent a fresh agreement from being concluded with a view to regulate the subsequent relations between the High Contracting Parties; and negotiations for that object shall be entered into between them before the expiration of the above period.

IN WITNESS OF WHICH the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures thereto. Done at Baghdad in duplicate this Thirtieth day of April, One thousand nine hundred and twenty-three of the Christian era corresponding with the Fourteenth day of Ramazan, One thousand three hundred and forty-one, Hijrah.

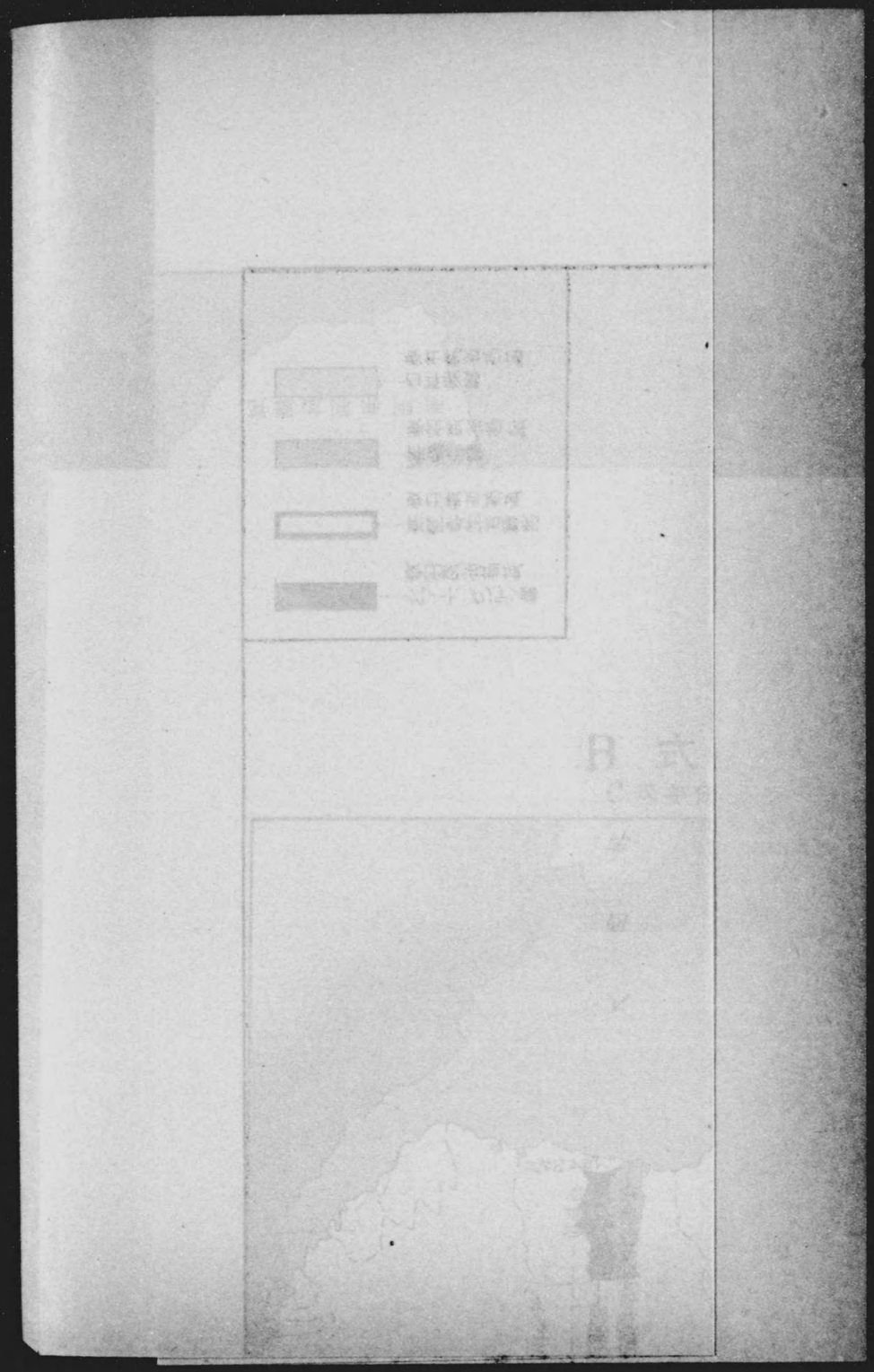
P. Z. COX,
His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq
ABDUL MUHSIN AL SA'ADUN,
Prime Minister of the 'Iraq Government.

備考

千九百二十二年十二月十日ノ英國及「イラーク」國間同盟條約ハ千九百二十三年四月十日ノ期限ヲ有スルモノニシテ「イラーク」國カ聯盟ニ加入スルニ於テハ同條約ハ「イラーク」國ト聯盟トノ關係ニ付テハ聯盟ニ加入スル時ニ消滅スヘキ旨ヲ聲明スルノ外聯盟ニ加入スル時ニ於ケル「イラーク」國ノ實現シタル地位ニ同國ト聯盟トノ關係ニ付テハ

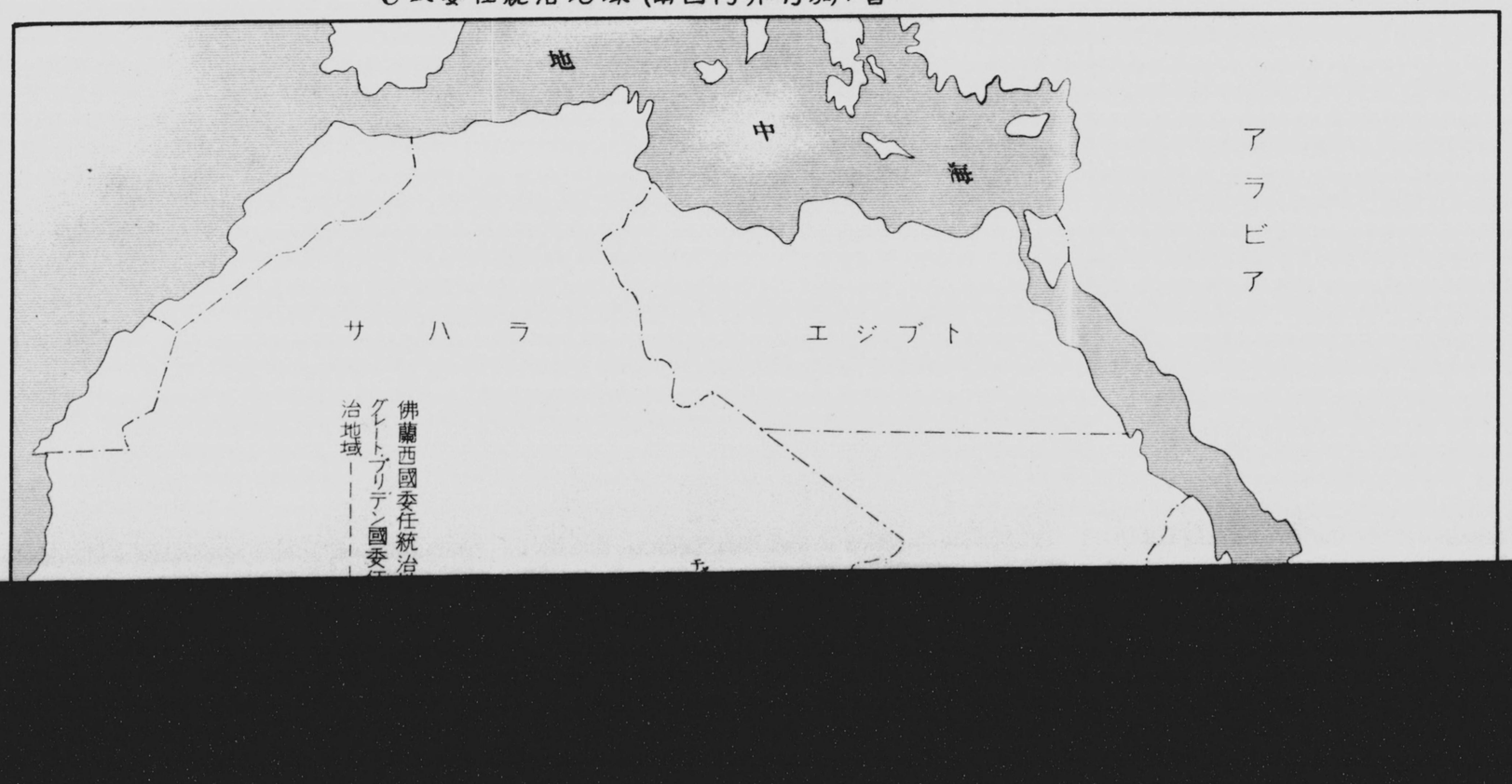
第三十八　B式委任統治條項

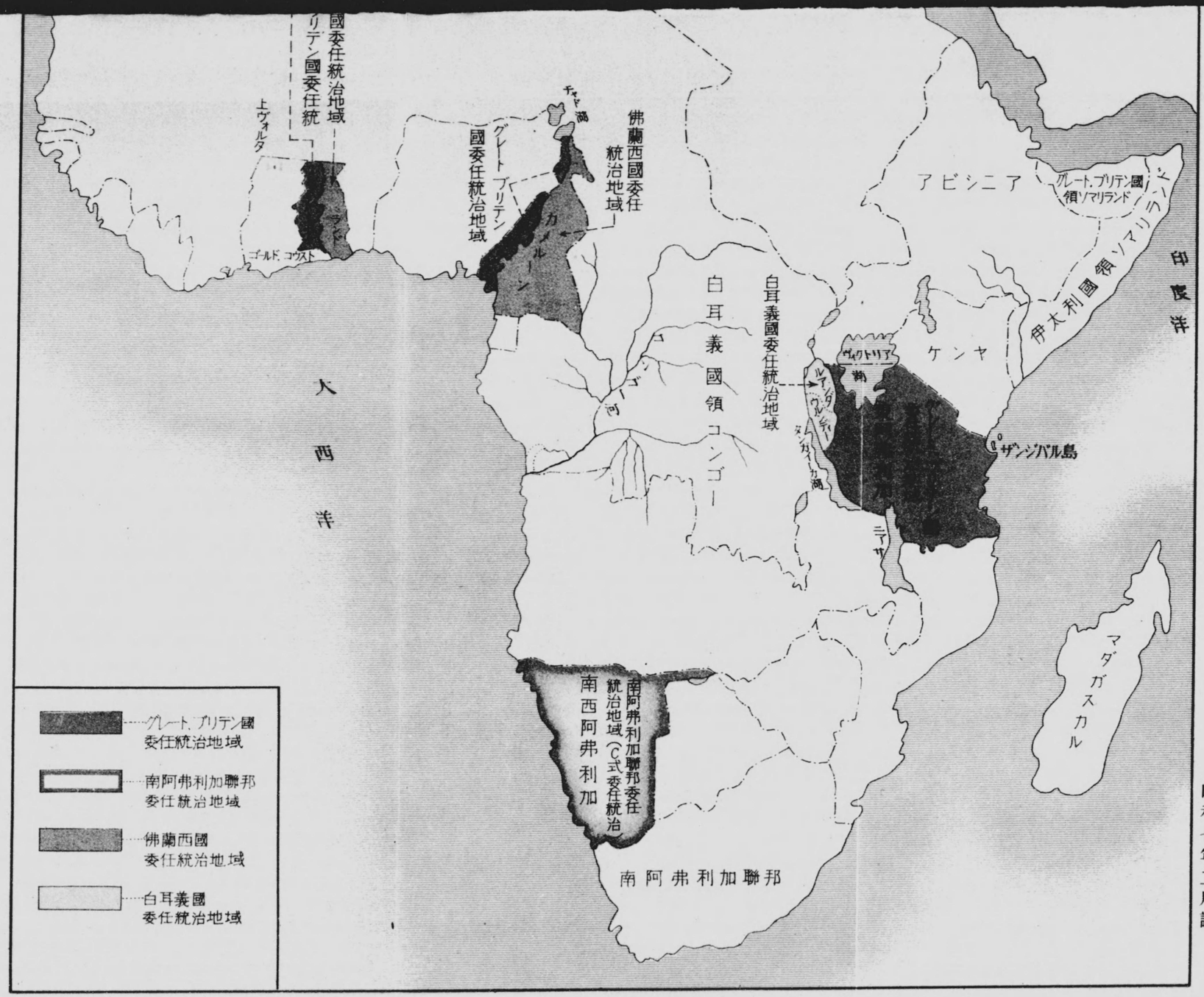
NO. 38. MANDATS B.



B式委任統治地域參考圖

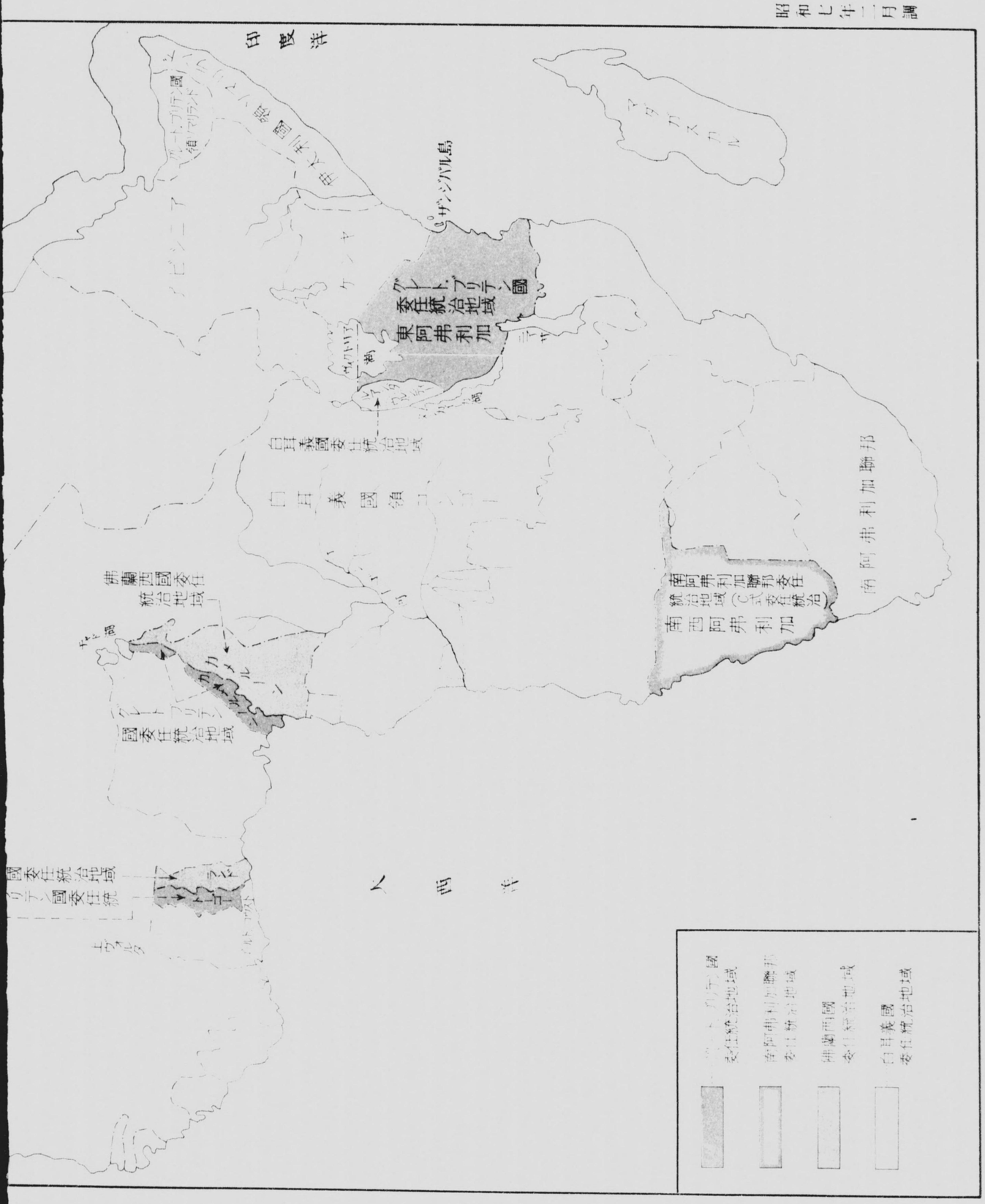
C式委任統治地域(南西阿弗利加)ヲ含ム




國委任統治地域
リテン國委任統
上ヴォルタ
ゴールド コウスト
チャド湖
佛蘭西國委任
統治地域
グレートブリテン
國委任統治地域
カメルーン
白耳義國委任統治地域
白耳義國領コンゴー
コンゴー河
ルアンダ・ウルンディ
タンガニーカ湖
ヴィクトリア湖
ケンヤ
アビシニア
グレート、ブリテン國領ソマリランド
伊太利國領ソマリランド
印度洋
ザンジバル島
ニアサ
マダガスカル
大西洋
南阿弗利加聯邦委任統治地域（C式委任統治）
南西阿弗利加
南阿弗利加聯邦
グレート、ブリテン國委任統治地域
南阿弗利加聯邦委任統治地域
佛蘭西國委任統治地域
白耳義國委任統治地域

昭和七年二月調

昭和七年二月調


印度洋
大西洋
ケープ植民地
ベチュアナランド
ローデシア
ポルトガル領東アフリカ
ベルギー領コンゴ
ポルトガル領アンゴラ
ナイジェリア
ゴールドコースト
シエラレオネ
リベリア
仏領西阿
ポルトガル領ギニア
スペイン領リオデオロ
スペイン領モロッコ
ジブラルタル
アルジェリア
チュニス
トリポリ
イタリア領リビア
伊領エリトリア
アビシニア
エチオピア帝国
アビシニア
仏領ソマリランド
アデン
エジプト
スエズ運河
シナイ半島
パレスチナ
トランスヨルダン
イラク
ペルシア
アラビア
ペルシア湾
ヒジャズ
ネジド
ハドラマウト
ムスカット
オマーン
ペルシア
アフガニスタン
ベルチスタン
インド
ボンベイ
カラチ
ハイデラバード
マドラス
ベンガル湾
セイロン
コロンボ
ビルマ
ラングーン
マンダレー
シャム
バンコック
仏領インドシナ
ハノイ
サイゴン
カンボジア
ラオス
マラッカ
シンガポール
ペナン
ボルネオ
ジャワ
スマトラ
ニューギニア
オーストラリア領ニューギニア
ビスマルク諸島
ソロモン諸島
ニューヘブリデス
ニューカレドニア
ニュージーランド
オーストラリア
ニューサウスウェールズ
ビクトリア
タスマニア
南オーストラリア
西オーストラリア
ノーフォーク島
ニュージーランド
ケルマデック諸島
トンガ
サモア
ハワイ
ホノルル
ミッドウェー島
ウェーク島
グアム
マリアナ諸島
ヤップ島
パラオ諸島
カロリン諸島
マーシャル諸島
ギルバート諸島
フィリピン
マニラ
ルソン島
ミンダナオ島
セレベス
ボルネオ
ジャワ
スマトラ
ニューギニア
ビスマルク諸島
ソロモン諸島
ニューヘブリデス
ニューカレドニア
ニュージーランド
オーストラリア
ニューサウスウェールズ
ビクトリア
タスマニア
南オーストラリア
西オーストラリア
ノーフォーク島

第三十八　B式委任統治條項

「トーゴーランド」ニ對スル「グレート、ブリテン」國ノ委任統治條項

一九二二年(大正一一年)七月二〇日「ロンドン」ニ於テ作成

前文

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ「トーゴーランド」ヲ含ム其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ前記地域ノ將來ニ關シ國際聯盟ニ共同勸告ヲ爲スヘキコトニ一致シタルニ因リ

佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ國際聯盟規約第二

NO. 38. MANDATS B.

BRITISH MANDATE FOR TOGOLAND.

The Council of the League of Nations:

Whereas by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein Togoland; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that the Governments of France and Great Britain should make a joint recommendation to the League of Nations as to the future of the said territory; and

Whereas the Governments of France and Great

十二條ニ從ヒ左記第一條ニ揭クル千九百十九年七月十日ノ宣言書ニ於テ協定シタル線ノ西ニ在ル「トーゴーランド」ノ部分ヲ統治スルノ委任ヲ大不列顚國皇帝陛下ニ付與スヘキコトヲ聯盟理事會ニ對シテ共同勸告ヲ爲シタルニ因リ

委任地域ノ決定

佛蘭西國及大不列顚國ノ政府ハ委任統治ハ左ノ條項ニ於テ定メラルヘキコトヲ提議シタルニ因リ

大不列顚國皇帝陛下ハ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルコトニ同意シ且國際聯盟ニ代リ左ノ規定ニ從ヒ本委任統治ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

第一條

大不列顚國皇帝陛下ニ委任ヲ付與セラレタル地域ハ千九百十九年七月十日ニ署名セラレタル宣言書ニ規定セラレタル線ノ西ニ在ル「トーゴーランド」

Britain have made a joint recommendation to the Council of the League of Nations that a mandate to administer, in accordance with Article 22 of the Covenant of the League of Nations, that part of Togoland lying to the west of the line agreed upon in the Declaration of July 10th, 1919, referred to in Article 1, should be conferred upon His Britannic Majesty; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Britannic Majesty has agreed to accept the mandate in respect of the said territory, and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the following provisions; ——

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

ARTICLE 1.

The territory for which a mandate is conferred upon His Britannic Majesty comprises that part of Togoland which lies to the west of the line

ノ部分ヲ含ム右宣言書ノ謄本ハ之ヲ玆ニ附屬セシム

尤モ地方調査ノ結果住民ノ利害關係上又ハ右宣言書附屬ノ二十萬分ノ一「スプリゲート」地圖ニ不正確ノ廉アルニ因リ右宣言書ノ規定スル線ニ嚴密ニ從フハ望マシカラサル場合ニ於テハ右ノ線ニハ大不列顚國政府ト佛蘭西共和國政府トノ相互ノ協定ニ依リ僅少ナル變更ヲ爲スコトヲ得

右ノ線ノ現場ニ於ケル區劃ハ前記宣言書ノ規定ニ從ヒテ實行セラルヘシ

混合委員會ノ最終報告書ニハ現場ニ於テ測定セラレタル境界線ニ付正確ナル記載ヲ爲スヘク委員ニ依リ署名セラレタル地圖ハ該報告書ニ附屬セラルヘシ

附屬地圖附ノ右報告書ハ三部作成セラルヘク一部ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク一部ハ大不列顚國政府ニ依リ且一部ハ佛蘭西共和國政府ニ依リ保管セラルヘシ

laid down in the Declaration signed on July 10th, 1919, of which a copy is annexed hereto.

This line may, however, be slightly modified by mutual agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic where an examination of the localities shows that it is undesirable, either in the interests of the inhabitants or by reason of any inaccuracies in the map Sprigade 1:200,000, annexed to the Declaration, to adhere strictly to the line laid down therein.

The delimitation on the spot of this line shall be carried out in accordance with the provisions of the said Declaration.

The final report of the Mixed Commission shall give the exact description of the boundary line as traced on the spot; maps signed by the Commissioners shall be annexed to the report.

This report with its annexes shall be drawn up in triplicate; one of these shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by His Britannic Majesty's Government, and one by the Government of the French Republic.

受任國ノ概括的義務

第二條

受任國ハ右地域ノ平和、秩序及善政ニ對シ且其ノ住民ノ物質的及精神的福祉竝社會的進歩ヲ極力增進スルコトニ對シ其ノ責ニ任スヘシ

陸海軍根據地、築城及土民軍隊ノ組織制限

第三條

受任國ハ地方警察ノ目的及右地域ノ防衛ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外右地域ニ於テ陸軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ、築城ヲ爲シ又ハ土民ノ軍隊ヲ組織スルコトヲ得ス

第四條

受任國ハ

奴隷解放

(一)一切ノ奴隷ヲ將來解放スルコト及社會狀態ノ許ス限リ速ニ家內用及其ノ他ノ奴隷制度ヲ除去スルノ方法ヲ講スヘシ

奴隷賣買禁遏

(二)奴隷賣買ノ一切ノ形式ヲ禁遏スヘシ

強制勞働禁止

(三)緊要ナル公共ノ工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外強制的又ハ義務的勞働ノ一切ノ形式ヲ

禁止スヘシ右例外ノ場合ト雖相當ノ報償ヲ支拂フコトヲ要ス

土民勞働者保護

(四)勞働契約及勞働者募集ヲ周到ナル監視ニ依リ土民ヲ虐待竝詐欺及强制ノ手段ヨリ保護スヘシ

武器彈藥酒精飲料取引禁止

(五)武器彈藥ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ嚴重ナル取締ヲ爲スヘシ

土民ノ土地所有保護

第五條

受任國ハ土地ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ法律及慣習ヲ考慮ニ容レ土民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保證スヘシ

高利取締

土民ノ土地ハ土民間ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ官憲ノ同意ヲ得ルニ非サレハ之ヲ讓渡スルコトヲ得ス又物權ヲ土民ノ土地ノ上ニ土民ニアラサルモノノ爲ニ設定スル爲ニハ右同樣ノ同意ヲ要ス

受任國ハ高利ニ對シ嚴重ナル取締規定ヲ公布スヘシ

ARTICLE 2.

The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory, and for the promotion on the utmost of the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

ARTICLE 3.

The Mandatory shall not establish in the territory any military or naval bases, nor erect any fortifications, nor organise any native military force except for local police purposes and for the defence of the territory.

ARTICLE 4.

The Mandatory:

(1) shall provide for the eventual emancipation of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow;

(2) shall suppress all forms of slave trade;

(3) shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except of essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration;

(4) shall protect the natives from abuse and measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour;

(5) shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

ARTICLE 5.

In the framing of laws relating to the holding or transfer of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory shall promulgate strict regulations against usury.

聯盟國民ノ入國居住等ニ對スル保障

第六條

受任國ハ右地域内ニ入ルコト及居住スルコト、身體及財產ニ對スル保護、動產及不動產ノ獲得竝職業又ハ商業ニ從事スルコトニ付右地域ニ於テ自國民ノ享有スルト同樣ノ權利ヲ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シテ保障スヘシ

通商航海ノ自由、商業上產業上ノ均等待遇

尙受任國ハ通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及產業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ地歩ニ於テ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シテ確保スヘシ但シ受任國ハ緊要ナル公共ノ工事及役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコト自由タルヘシ

資源開發ノ利權ノ許與

右地域ノ天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ノ間ニ國籍ニ基キ差別ヲ爲スコトナク受任國ニ依リテ許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權力ヲ犯スコトヲ得ス

ARTICLE 6.

The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same rights as are enjoyed in the territory by his own nationals in respect of entry into and residence in the territory, the protection afforded to their person and property, and acquisition of property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as to his own nationals, freedom of transit and navigation, and complete economic, commercial and industrial equality; except that the Mandatory terms and shall be free to organise essential public works and services on such conditions as he thinks just.

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such

獨占權ノ禁止

一般的獨占ノ性質ヲ有スル利權ハ之ヲ許與スルコトヲ得ス右規定ハ受任國カ委任統治地域ノ利益ノ爲及地方的要求ニ最適合スト認メラルル財源ヲ該地域ニ與フル爲又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニアル機關ニ依リ天然資源ノ開發ヲ行フ爲純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スルノ權利ニ影響ヲ及ホサス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ利益ノ爲ニスル天然資源ノ獨占又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ優先的利益ヲ設定スルコトヲ得ス

會社及組合ノ能力

本條ニ依リ付與セラルル權利ハ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ國際聯盟國ノ法規ニ從ヒテ組織セラレタル會社及組合ニ均シク及フモノトス

conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affect the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

The rights conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order, and on condition

良心及宗教ノ自由

第七條

受任國ハ公ノ秩序及善良ナル風俗ニ反セサル限リ右地域内ニ於テ良心ノ完全ナル自由及禮拜ノ一切ノ形式ノ自由執行ヲ確保スヘシ國際聯盟國ノ國民タル宣教師ハ右地域ニ入リ、旅行シ及居住シ且右地域内何レノ地ニ於テモ財産ヲ取得シ及所持シ竝宗教上ノ建築物ヲ建設シ及學校ヲ開設スルノ自由ヲ有スヘシ但シ受任國ハ公ノ秩序及善政ノ維持ノ爲必要ナル監理ヲ行ヒ該監理ノ爲必要ナル一切ノ措置ヲ執ルノ權利ヲ有スヘキモノトス

一般的國際條約ノ適用

第八條

受任國ハ右地域ニ對シ其ノ接壤地域ニ適用シ得ル一般的國際條約ヲ適用スヘシ

of compliance with the local law.

Article 7.

The Mandatory shall ensure in the territory complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government, and to take all measures required for such control.

Article 8.

The Mandatory shall apply to the territory any general international conventions applicable to his contiguous territory.

行政權及立法權

第九條

受任國ハ委任統治地域内ニ於テ行政及立法ノ全權ヲ有スヘシ該地域ハ受任國ノ領土ノ構成部分トシテ受任國ノ法規ニ從ヒ且前記規定ニ遵ヒ統治セラルヘシ

受任國法ノ適用及關稅財政行政ノ同盟又ハ聯合

仍テ受任國ハ自國法規ニ地方的情況ノ必要トスル變更ヲ加ヘテ之ヲ委任統治地域ニ適用スルコトヲ得ヘク且右地域ヲシテ自國ノ主權又ハ監理ノ下ニ在ル其ノ近接地域ト關稅、財政又ハ行政ノ同盟又ハ聯合ヲ構成セシムルコトヲ得但シ右目的ノ爲ニ執ラルル措置ハ常ニ本委任統治條項ノ規定ニ違反スルコトヲ得ス

年次報告ノ提出

第十條

受任國ハ國際聯盟理事會ニ對シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ

該年次報告ニハ本委任統治條項ノ規定ヲ適用スル爲ニ執ラレタル措置ニ關スル完全ナル報道ヲ含ムヘシ

Article 9.

The Mandatory shall have full powers of administration and legislation in the area subject to the mandate. This area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the above provisions.

The Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory subject to the mandate with such modifications as may be required by local conditions, and to constitute the territory into a customs, fiscal or administrative union or federation with the adjacent territories under his sovereignty or control, provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

Article 10.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council, containing full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

更條委項ノ統變治

第十一條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

ARTICLE 11.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of this mandate.

訴紛爭ノ付

第十二條

本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交涉ニ依リ解決シ得サルル場合ニハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約スス

ARTICLE 12.

The Mandatory agrees that if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, should be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

錄寄託及登

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク其ノ認證謄本ハ聯盟事務總長ニヨリ一切ノ國際聯盟國ニ送付セラルヘシ

The present instrument should be deposited in original in the archives of the League of Nations. Certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

千九百二十二年七月二十日「ロンドン」ニ於テ作成ス

Done at London, the twentieth day of July one thousand nine hundred and twenty-two.

MANDAT BRITANNIQUE SUR LE TOGO.

Le Conseil de la Société des Nations:

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances alliées et associées a tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris le Togo;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées sont tombées d'accord que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne feraient une recommandation concertée à la Société des Nations sur le statut à donner aux dits territoires;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont fait une recommandation concertée au Conseil de la Société des Nations tendant à ce qu'un mandat soit conféré à Sa Majesté britannique pour administrer, en conformité avec l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, la partie du Togo s'étendant à l'ouest de la ligne tracée d'un commun accord par la Déclaration du 10 juillet 1919, ci-annexés;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit;

Considérant que Sa Majesté britannique s'est engagé à accepter le mandat sur le dit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux dispositions suivantes;

Confirmant le dit mandat, a statué sur ses termes comme suit:

ARTICLE 1er.

Les territoires dont Sa Majesté britannique assume l'administration sous le régime du mandat comprennent la partie du Togo qui est située à l'ouest de la ligne fixée dans la Déclaration signée le 10 juillet 1919, dont une copie est ci-annexée.

Cette ligne pourra, toutefois, être légèrement modifiée par accord intervenant entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement de la République française, sur les points où, soit dans l'intérêt des habitants, soit par suite

de l'inexactitude de la carte Sprigade au 1 : 200,000, annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.

La délimitation sur le terrain de ces frontières sera effectuée conformément aux dispositions de la dite Déclaration.

Le rapport final de la commission mixte donnera la description exacte de la frontière telle que celle-ci aura été déterminée sur le terrain ; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes sera établi en triple exemplaire ; l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le troisième par le Gouvernement de la République.

ARTICLE 2.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

ARTICLE 3.

Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

ARTICLE 4.

La Puissance mandataire devra :

1. pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tous esclavage domestique ou autre :

2. supprimer toute forme de commerce d'esclaves ;

3. interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ;

4. protéger les indigènes contre les sévices, la fraude et la contrainte, par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ;

5. exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 5.

La puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

ARTICLE 6.

La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accés et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développment de ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer les ressources naturelles, soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

ARTICLE 7.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société des Nations, la faculté de pénétrer de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une administration, et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

ARTICLE 8.

La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à ses territoires limitrophes.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placées sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

La présente note sera déposée en original dans les archives de la Société des Nations. Les copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingtième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

「トーゴーランド」ニ對スル佛蘭西國ノ委任統治條項

一九二二年（大正一一年）七月二日「ロンドン」ニ於テ作成

前文

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ「トーゴーランド」ヲ含ム其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ前記地域ノ將來ニ關シ國際聯盟ニ共同勸告ヲ爲スヘキコトニ一致シタルニ因リ

佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ國際聯盟規約第二十二條ニ從ヒ左記第一條ニ揭クル千九百十九年七月十日ノ宣言書ニ於テ協定シタル線ノ東ニ在ル「トーゴーランド」ノ部分ヲ統治スルノ委任ヲ佛蘭西共和國ニ付與スヘキコトヲ聯盟理事會ニ對シテ

共同勸告ヲ爲シタルニ因リ

委任地域ノ決定

佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ委任統治ハ左ノ條項ニ於テ定メラルヘキコトヲ提議シタルニ因リ

佛蘭西共和國ハ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルコトニ同意シ且國際聯盟ニ代リ本委任統治ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

第一條

佛蘭西國ニ委任ヲ付與セラレタル地域ハ千九百十九年七月十日ニ署名セラレタル宣言書ニ規定セラレタル線ノ東ニ在ル「トーゴーランド」ノ部分ヲ含ム右宣言書ノ謄本ハ之ヲ茲ニ附屬セシム

尤モ地方調査ノ結果住民ノ利害關係上又ハ右宣言書附屬ノ二十萬分ノ一「スプリゲート」地圖ニ不正確ノ虞アルニ因リ右宣言書ノ規定スル線ニ嚴密ニ從フハ望マシカラサル場合ニ於テハ右ノ線ニハ大

MANDAT FRANÇAIS SUR LE TOGO.

Le Conseil de la Société des Nations ;

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer y compris le Togo ;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées sont tombées d'accord que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne feraient une recommandation concertée à la Société des Nations sur le statut à donner aux dits territoires ;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont fait une recommandation concertée au Conseil de la Société des Nations tendant à ce qu'un mandat soit conféré à la République française pour administrer, en conformité avec l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, la partie du Togo s'étendant l'est de la ligne tracée d'un commun accord par la Déclaration du 10 juillet 1919, ci-annexée ;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit ;

Considérant que la République française s'est engagée à accepter le mandat sur le dit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations ;

Confirmant le dit mandat, a statué sur ses termes comme suit :

Article 1er.

Les territoires dont la France assume l'administration sous le régime du mandat comprennent la partie du Togo qui est située à l'est de la ligne fixée dans la Déclaration signée le 10 juillet 1919, dont une copie est ci-annexée.

Cette ligne pourra toutefois être légèrement modifiée par accord intervenant entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement de la République française, sur les points où, soit dans l'intérêt des habitants, soit par

不列顛國政府ト佛蘭西共和國政府トノ相互ノ協定ニ依リ僅少ナル變更ヲ爲スコトヲ得

右ノ線ノ現場ニ於ケル區劃ハ前記宣言書ノ規定ニ從ヒテ實行セラルヘシ

混合委員會ノ最終報告書ニハ現場ニ於テ測定セラレタル境界線ニ付正確ナル記載ヲ爲スヘク委員ニ依リ署名セラレタル地圖ハ該報告書ニ附屬セラルヘシ

附屬地圖附ノ右報告書ハ三部作成セラルヘク一部ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク一部ハ佛蘭西共和國政府ニ依リ且一部ハ大不列顛國政府ニ依リ保管セラルヘシ

受任國ノ概括的義務

第二條

受任國ハ右地域ノ平和、秩序及善政ニ對シ且其ノ住民ノ物質的及精神的福祉竝社會的進歩ヲ極力增進スルコトニ對シ其ノ責ニ任スヘシ

suite de l'inexactitude de la carte Sprigade au 1 : 200,000, annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.

La délimitation sur le terrain de ces frontières sera effectuée conformément aux dispositions de la dite Déclaration.

Le rapport final de la commission mixte donnera la description exacte de la frontière telle que celle-ci aura été déterminée sur le terrain : les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire : l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de la République et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Article 2.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

陸海軍根據地、築城及土民軍隊ノ組織制度

第三條

受任國ハ地方警察ノ目的及右地域ノ防衛ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外右地域ニ於テ陸軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ、築城ヲ爲シ又ハ土民ノ軍隊ヲ組織スルコトヲ得ス

尤モ斯ク組織セラレタル軍隊ハ一般的戰爭ノ場合ニ於テ攻擊ヲ擊退シ又ハ委任統治地域外ノ地域ノ防衛ノ爲利用セラルルコトヲ得ルモノトス

奴隷解放

奴隷賣買禁遏

強制勞働禁止

第四條

受任國ハ

(一) 一切ノ奴隷ヲ將來解放スルコト及社會狀態ノ許ス限リ速ニ家內用及其ノ他ノ奴隷制度ヲ除去スルノ方法ヲ講スヘシ

(二) 奴隷賣買ノ一切ノ形式ヲ禁遏スヘシ

(三) 緊要ナル公共ノ工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外強制的又ハ義務的勞働ノ一切ノ形式ヲ禁止スヘシ右例外ノ場合ト雖相當ノ報償ヲ支拂

Article 3.

Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

Toutefois, il est entendu que les troupes ainsi levées peuvent, en cas de guerre générale, être utilisées pour repousser une agression ou pour la défense du territoire en dehors de la région soumise au mandat.

Article 4.

La Puissance mandataire devra :

1. pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves, et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre :

2. supprimer tout forme de commerce d'esclaves :

3. interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous conditions d'une équitable rémunération :

高利取締
受任國ハ高利ニ對シ嚴重ナル取締規定ヲ公布スヘシ

取酒武器彈藥ノ販賣ニ對シ嚴重ナル取締ヲ爲スヘシ

(四)
土民ヲ虐待シ詐欺及强制ノ手段ヨリ保護スヘシ

土民ノ勞働契約及勞働者募集ヲ周到ナル監視ニ依リ

(五)
武器彈藥ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ嚴重

第五條

土民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保護スヘシ

土民ノ法律及慣習ヲ考慮ニ入レ

土民ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定

土民間ニ於ケル場合ヲ除クノ外

土民ノ土地ハ土民ノ

土地ノ上ニ土民ニアラサルモノノ爲ニ設定スル

土民ノ土地ニ非サレハ之ヲ讓渡シ得ス又

土民ノ土地ニ關スル權利ヲ得ル

土民ノ同意ヲ得ルニ非サレハ

土民ノ官憲ノ同意ヲ得ルニ於ケル場合ヲ除クノ外

右同樣ノ同意ヲ要スルコトヲ豫メ

護地土所有ノ保土

4. protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs :

5. exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 5.

La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

ARTICLE 6.

La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

者士保護勞働

第六條

受任國ハ右地域内ニ入ルコト及居住スルコト、身體及財產ニ對スル保護、動產及不動產ノ獲得竝ニ右地域ニ於テ自國民且ツ一切ノ國際聯盟國國民ト同樣ノ權利ヲ公ノ秩序ヲ害セス且ツ地方的法規ニ反セサル限リ商業ニ從事スルコトニ付右地域ニ於テ自國商業上及航海ノ自由竝經濟上、通過及

尙受任國ハ、通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及產業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ地歩ニ於テ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シテ確保スヘシ但シ受任國ハ緊要ナル公共ノ工事及役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコトヲ自由タルヘシ

ス住ノ等入盟國保ニ國對居民障

等業商ノ通得上業自商遇ノ上由交通、均產

資源開發ノ利權ノ許與

右地域ノ天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ノ間ニ國籍ニ基キ差別ヲ爲スコトナク受任國ニ依リテ許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權力ヲ犯スコトヲ得ス

獨占權ノ禁止

一般的獨占ノ性質ヲ有スル利權ハ之ヲ許與スルコトヲ得ス右規定ハ受任國カ委任統治地域ノ利益ノ爲及地方的要求ニ最適合スト認メラルル財源ヲ該地域ニ與フル爲又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニアル機關ニ依リ天然資源ノ開發ヲ行フ爲純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スルノ權利ニ影響ヲ及ホサス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ利益ノ爲ニスル天然資源ノ獨占又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ優先的利益ヲ設定スルコトヲ得ス

會社及組合ノ能力

本條ニ依リ付與セラルル權利ハ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ國際聯盟國ノ法規ニ

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du Gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer des ressources naturelles, soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations

從ヒテ組織セラレタル會社及組合ニ均シク及フモノトス

眞心及宗教ノ自由

第七條

受任國ハ公ノ秩序及善良ナル風俗ニ反セサル限リ右地域內ニ於テ良心ノ完全ナル自由及禮拜ノ一切ノ形式ノ自由執行ヲ確保スヘシ國際聯盟國ノ國民タル宣教師ハ右地域ニ入リ、旅行シ及居住シ且右地域內何レノ地ニ於テモ財產ヲ取得シ及所持シ竝宗教上ノ建築物ヲ建設シ及學校ヲ開設スルノ自由ヲ有スヘシ但シ受任國ハ公ノ秩序及善政ノ維持ノ爲必要ナル監理ヲ行ヒ該監理ノ爲必要ナル一切ノ措置ヲ執ルノ權利ヲ有スヘキモノトス

一般的國際條約ノ適用

第八條

受任國ハ右地域ニ對シ其ノ接壤地域ニ適用シ又ハ一般的國際條約ヲ適用スヘシ

organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

Article 7.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs: elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société des Nations la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration, et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

Article 8.

La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales

立行法政權權及

合盟行關ノ受
文政稅通任
ハノ財用國
聯同政及法

年次報告ノ提出

受任國ハ國際聯盟理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ

第十條

執ラルルコトヲ得ス

聯合ヲ構成セサルヘキ目的ノ爲ニ違反ニ又ハ

在ルヘキ其ノ近接地域ト關稅、財政又ハ行政ノ同盟ノ

得ヘク且右地域ヲシテ自國ノ主權又ハ監理ノ下ニヲトラ

變更ヲ加ヘテ之ヲ委任統治地域ニ適用ルコトヲ必要トスル

仍テ受任國ハ自國法規ニ地方的情況ノ

第九條

ルテヲ有スヘシ該地域ハ受任國ノ領土ノ構成部分トシ

ヘシ受任國ノ法規ニ從ヒ且前記規定ニ遵ヒ統治セラ

受任國ハ委任統治地域內ニ於テ行政及立法ノ全權

B式委任統治條項（トーゴーランド）（佛國）

第三十八

ムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ

ノ提出

受任國ハ國際聯盟理事會ヲ滿足セシ

對シ理事會ヲ

第十條

本委任統治條項ノ規定ニ違反スル

常ニ本委任統治條項ノ規定ニ違反スル

措置ハ常ニムルコトヲ得ス

構成セサルコトヲ得但シ右目的ノ爲ニ

聯合ヲ

ルルルコトヲ得ス

執ラルルルコトヲ得ス

générales, applicables à ses territoires limitrophes.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants, relevant de sa propre souveraineté ou placées sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel

委任統治ノ變更

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

第十一條

該年次報告ニハ本委任統治條項ノ規定ヲ適用スル爲ニ執ラレタル措置ニ關スル完全ナル報道ヲ含ムヘシ

répondant a ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

紛爭ノ付託

關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交涉ニ依リ解決シ得サルトキハ常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約スルヤ

第十二條

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交涉ニ依リ解決シ得サルトキハ常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約スルヤ

第十條ノ規定ニ依リ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル

本委任統治條項ノ規定ニ違反スル

措置ハ常ニムルコトヲ得ス

構成セサルヘキ目的ノ爲ニ違反ニ又ハ

聯合ヲ

ルルルコトヲ得ス

執ラルルルコトヲ得ス

條約ノ寄託及登錄

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク

其ノ認證謄本ハ聯盟事務總長ニヨリ一切ノ國際聯

盟國ニ送付セラルヘシ

Le présent acte sera déposé en original dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire général de la Société des Nations à

千九百二十二年七月二十日「ロンドン」ニ於テ作成ス

tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingtième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

FRENCH MANDATE FOR TOGOLAND.

The Council of the League of Nations:

Whereas by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated powers all her rights over her oversea possessions, including therein Togoland; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that the Governments of France and Great Britain should make a joint recommendation to the League of Nations as to the future of the said territory; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have made a joint recommendation to the Council of the League of Nations that a mandate to administer, in accordance with Article 22 of the Covenant of the League of Nations, that part of Togoland lying to the east of the line agreed upon in the Declaration of July 10th, 1919, of which mention is made in Article 1 below, should be conferred upon the French Republic; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas the French Republic has agreed to accept the mandate in respect of the said territory, and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations;

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

Article 1.

The territory for which a mandate is conferred upon France comprises that part of Togoland which lies to the east of the line laid down in the Declaration signed on July 10th, 1919, of which a copy is annexed hereto.

This line may, however, be slightly modified by mutual agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic where an examination of the localities shows that it is undesirable, either in the interests of the inhabitants or by reason of any inaccuracies in the map, Sprigade 1: 200,000, annexed to the Declaration, to adhere strictly to the line laid down therein.

The delimitation on the spot of this line shall be carried out in accordance with the provisions of the said Declaration.

The final report of the Mixed Commission shall give the exact description of the boundary line as traced on the spot; maps signed by the Commissioners shall be annexed to the report. This report with its annexes shall be drawn up in triplicate; one of these shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by the Government of the French Republic and one by His Britannic Majesty's Government.

Article 2.

The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory, and for the promotion to the utmost of the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

Article 3.

The Mandatory shall not establish in the territory any military or naval bases, nor erect any fortifications, now organise any native military force except for local police purposes and for the defence of the territory.

It is understood, however, that the troops thus raised may, in the event of general war, be utilised to repel an attack or for the defence of the territory outside that subject to the mandate.

Article 4.

The Mandatory:

(1) shall provide for the eventual emancipation of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow;

(2) shall suppress all forms of slave trade;

(3) shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration;

(4) shall protect the natives from measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour;

(5) shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

ARTICLE 5.

In the framing of laws relating to the holding or transfer of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory shall promulgate strict regulations against usury.

ARTICLE 6.

The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same right as are enjoyed in the territory by his own nationals in respect of entry into and residence in the territory, the protection afforded to their person and property, and acquisition of property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as to his own nationals, freedom of transit and navigation, and complete economic, commercial and industrial equality; except that the Mandatory shall be free to organise essential public works and services on such terms and conditions as he thinks just.

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affects the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

The rights conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

ARTICLE 7.

The Mandatory shall ensure in the territory complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government, and to take all measures required for such control.

ARTICLE 8.

The Mandatory shall apply to the territory any general international conventions applicable to his contiguous territory.

ARTICLE 9.

The Mandatory shall have full powers of ad-

ministration and legislation in the area subject to the mandate. This area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the above provisions.

The Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory subject to the mandate with such modifications as may be required by local conditions, and to constitute the territory into a customs, fiscal, or administrative union or federation with the adjacent territories under his sovereignty or control, provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

ARTICLE 10.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council. This report shall contain full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

ARTICLE 11.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

ARTICLE 12.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations. Certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London, the twentieth day of July one thousand nine hundred and twenty-two.

BRITISH MANDATE FOR THE CAMEROONS.

The Council of the League of Nations:

Whereas by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein the Cameroons; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that the Governments of France and Great Britain should make a joint recommendation to the League of Nations as to the future of the said territory; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have made a joint recommendation to the Council of the League of Nations that a mandate to administer in accordance with Article 22 of the Covenant of the League of Nations

第三十八　B式委任統治條項（「カメルーン」）（佛國）

「カメルーン」ニ對スル「グレート、ブリテン」國ノ委任統治條項

一九二二年（大正一一年）七月二〇日「ロンドン」ニ於テ作成

前文

國際聯盟理事會ハ千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ「カメルーン」ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ハ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ國際聯盟規約第二十二條ニ從ヒ左記第一條ニ掲クル千九百十九年七月十日ノ宣言書ニ於テ協定シタル線ノ西ニ在ル「カメルーン」ノ部分ヲ統治スルノ委任ヲ大不列顛國ノ政府ハ前記地域ノ將來ニ關シ國際聯盟ニ因リ致シタル一致ノ勸告ヲ容レ其ノ海外屬地ニ關スル主タル同盟及聯合國ノ爲メ共同シテ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ニ拋棄シタルニ因リ主タル同盟及聯合國ハ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ヲシテ「カメルーン」ニ關スル一切ノ權利ヲ行使セシムルノ爲メ共同シテ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ニ委任スルノ意思ヲ有シ

國皇帝陛下ニ付與スヘキコトヲ聯盟理事會ニ對シテ共同勸告シタルニ因リ

佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ委任統治ハ左ノ條項ニ於テ定メラルヘキコトヲ提議シタルニ因リ

大不列顛國皇帝陛下ハ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルコトニ同意シ且國際聯盟ニ代リ左ノ規定ニ從ヒ本委任統治ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

委任地域ノ決定

第一條

大不列顛國皇帝陛下ニ委任ヲ付與セラレタル地域ハ千九百十九年七月十日ニ署名セラレタル宣言書ニ規定セラレタル線ノ西ニ在ル「カメルーン」ノ部分ヲ含ム右宣言書ノ謄本ハ之ヲ玆ニ附屬セシム

尤モ地方調査ノ結果住民ノ利害關係上又ハ右宣言書附屬ノ三十萬分ノ一「モイゼル」地圖ニ不正確ノ虞アルニ因リ右宣言書ノ規定スル線ニ嚴密ニ從フハ望マシカラサル場合ニ於テハ右ノ線ニハ大不列顛國政府ト佛蘭西共和國政府トノ相互ノ協定ニ依リ僅少ナル變更ヲ爲スコトヲ得

右ノ線ノ現場ニ於ケル區劃ハ前記宣言書ノ規定ニ從ヒテ實行セラルヘシ

混合委員會ノ最終報告書ニハ現場ニ於テ測定セラレタル境界線ニ付正確ナル記載ヲ爲スヘク委員ニ依リ署名セラレタル地圖ハ該報告書ニ附屬セラルヘシ

附屬地圖附ノ右報告書ハ三部作成セラルヘク一部ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク一部ハ大不列顛國政府ニ依リ且一部ハ佛蘭西共和國政府ニ依リ保管セラルヘシ

受任國ノ概括的義務

第二條

受任國ハ右地域ノ平和、秩序及善政ニ對シ且其ノ

that part of the Cameroons lying to the west of the line agreed upon in the Declaration of July 10th, 1919, referred to in Article 1, should be conferred upon His Britannic Majesty; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Britannic Majesty has agreed to accept the mandate in respect of the said territory, and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the following provisions;

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

ARTICLE 1.

The territory for which a mandate is conferred upon His Britannic Majesty comprises that part of the Cameroons which lies to the west of the line laid down in the Declaration signed on July 10th, 1919, of which a copy is annexed hereto.

This line may, however, be slightly modified by mutual agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic where an examination of the localities shows that it is undesirable, either in the interests of the inhabitants or by reason of any inaccuracies in the map, Moisel 1: 300,000, annexed to the Declaration, to adhere strictly to the line laid down therein.

The delimitation on the spot of this line shall be carried out in accordance with the provisions of the said Declaration.

The final report of the Mixed Commission shall give the exact description of the boundary line as traced on the spot; maps signed by the Commissioners shall be annexed to the report. This report with its annexes shall be drawn up in triplicate: one of these shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by His Britannic Majesty's Government, and one by the Government of the French Republic.

ARTICLE 2.

The Mandatory shall be responsible for the

住民ノ物質的及精神的福祉竝社會的進歩ヲ極力增進スルコトニ對シ其ノ責ニ任スヘシ

陸海軍根據地、築城及土民軍隊ノ組織制限

第三條

受任國ハ地方警察ノ目的及右地域ノ防衛ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外右地域ニ於テ陸軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ、築城ヲ爲シ又ハ土民ノ軍隊ヲ組織スルコトヲ得ス

奴隷解放

第四條

受任國ハ

(一)　一切ノ奴隷ヲ將來解放スルコト及社會狀態ノ許ス限リ速ニ家內用及其ノ他ノ奴隷制度ヲ除去スルノ方法ヲ講スヘシ

奴隷賣買禁遏

(二)　奴隷賣買ノ一切ノ形式ヲ禁遏スヘシ

強制勞働禁止

(三)　緊要ナル公共ノ工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外強制的又ハ義務的勞働ノ一切ノ形式ヲ禁止スヘシ右例外ノ場合ト雖相當ノ報償ヲ支拂フコトヲ要ス

peace, order and good government of the territory, and for the promotion to the utmost of the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

ARTICLE 3.

The Mandatory shall not establish in the territory any military or naval bases, nor erect any fortifications, nor organise any native military forces except for local police purposes and for the defence of the territory.

ARTICLE 4.

The Mandatoy:

(1) shall provide for the eventual emancipation of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow;

(2) shall suppress all forms of slave trade;

(3) shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration;

土民勞働者保護

(四)　勞働契約及勞働者募集ヲ周到ナル監視ニ依リ土民ヲ虐待竝詐欺及强制ノ手段ヨリ保護スヘシ

武器彈藥酒精飲料取引禁止

(五)　武器彈藥ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ嚴重ナル取締ヲ爲スヘシ

土民ノ土地所有保護

第五條

受任國ハ土地ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ法律及慣習ヲ考慮ニ容レ土民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保證スヘシ

高利取締

土民ハ土地ハ土民間ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ官憲ノ同意ヲ得ルニ非サレハ之ヲ讓渡スルコトヲ得ス又物權ヲ土民ノ土地ノ上ニ土民ニアラサルモノノ爲ニ設定スル爲ニハ右同樣ノ同意ヲ要ス

受任國ハ高利ニ對シ嚴重ナル取締規定ヲ公布スヘシ

(4) shall protect the natives from abuse and measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour;

(5) shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

ARTICLE 5.

In the framing of laws relating to the holding or transfer to land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory shall promulgate strict regulations against usury.

聯盟國民ノ入國居住等ニ關スル保障

第六條

受任國ハ右地域內ニ入ルコト及居住スルコト、身

ARTICLE 6.

The Mandatory shall secure to all nationals

體及財產ニ對スル保護、動產及不動產ノ獲得竝職業又ハ商業ニ從事スルコトニ付右地域ニ於テ自國民ノ享有スルト同樣ノ權利ヲ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シテ保障スヘシ

通商交通ノ自由、商業上產業上ノ均等待遇

尙受任國ハ通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及產業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ地步ニ於テ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シテ確保スヘシ但シ受任國ハ緊要ナル公共ノ工事及役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコト自由タルヘシ

資源開發ノ利權ノ許與

右地域ノ天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ノ間ニ國籍ニ基キ差別ヲ爲スコトナク受任國ニ依リテ許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權力ヲ犯スコトヲ得ス

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations on the same footing as to his own nationals, freedom of transit and navigation, and complete economic, commercial and industrial equality; except that the Mandatory shall be free to organise essential public works and services on such terms and conditions as he thinks just.

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

獨占權ノ禁止

一般的獨占ノ性質ヲ有スル利權ハ之ヲ許與スルコトヲ得ス右規定ハ受任國カ委任統治地域ノ利益ノ爲及地方的要求ニ最適合スト認メラルル財源ヲ該地域ニ與フル爲又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニアル機關ニ依リ天然資源ノ開發ヲ行フ爲純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スルノ權利ニ影響ヲ及ホサス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ利益ノ爲ニスル天然資源ノ獨占又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ優先的利益ヲ設定スルコトヲ得ス

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affect the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

會社及組合ノ能力

本條ニ依リ付與セラルル權利ハ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ國際聯盟國ノ法規ニ從ヒテ組織セラレタル會社及組合ニ均シク及フモノトス

The rights conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

良心及宗教ノ自由

第七條

受任國ハ公ノ秩序及善良ナル風俗ニ反セサル限リ右地域内ニ於テ良心ノ完全ナル自由及禮拜ノ一切ノ形式ノ自由執行ヲ確保スヘシ國際聯盟國ノ國民タル宣教師ハ右地域ニ入リ、旅行シ及居住シ且右地域内何レノ地ニ於テモ財産ヲ取得シ及所持シ竝宗教上ノ建築物ヲ建設シ及學校ヲ開設スルノ自由ヲ有スヘシ但シ受任國ハ公ノ秩序及善政ノ維持ノ爲必要ナル監理ヲ行ヒ該監理ノ爲必要ナル一切ノ措置ヲ執ルノ權利ヲ有スヘキモノトス

一般的國際條約ノ適用

第八條

受任國ハ右地域ニ對シ其ノ接壤地域ニ適用シ得ル一般的國際條約ヲ適用スヘシ

行政權及立法權

第九條

受任國ハ委任統治地域内ニ於テ行政及立法ノ全權ヲ有スヘシ該地域ハ受任國ノ領土ノ構成部分トシテ受任國ノ法規ニ從ヒ且前記規定ニ遵ヒ統治セラルヘシ

受任國法ノ適用及關稅財政行政ノ同盟又ハ聯合

仍テ受任國ハ自國法規ニ地方的情況ノ必要トスル變更ヲ加ヘテ之ヲ委任統治地域ニ適用スルコトヲ得ヘク且右地域ヲシテ自國ノ主權又ハ監理ノ下ニ在ル其ノ近接地域ト關稅、財政又ハ行政ノ同盟又ハ聯合ヲ構成セシムルコトヲ得但シ右目的ノ爲ニ執ラルル措置ハ常ニ本委任統治條項ノ規定ニ違反スルコトヲ得ス

年次報告ノ提出

第十條

受任國ハ國際聯盟理事會ニ對シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ

該年次報告ニハ本委任統治條項ノ規定ヲ適用スル爲ニ執ラレタル措置ニ關スル完全ナル報道ヲ含ムヘシ

委任統治條項ノ變更

第十一條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意

administration and legislation in the area subject to the mandate. This area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the above provisions.

The Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory under the mandate subject to the modifications required by local conditions, and to constitute the territory into a customs, fiscal or administrative union or federation with the adjacent territories under his sovereignty or control, provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

ARTICLE 10.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council, containing full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

ARTICLE 11.

The consent of the Council of the League of

ヲ要ス

第十一條

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交涉ニ依リ解決シ得サルル場合ニハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スルル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約ス

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘシ

其ノ認證謄本ハ聯盟事務總長ヨリ寄託セラルル國際聯盟國ニ送付セラルヘシ

千九百二十二年七月二十日「ロンドン」ニ於テ作成ス

寄託及登錄

協約ノ附託

Nations is required for any modification of the terms of this mandate.

ARTICLE 12.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations. Certified copies shall forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London, the twentieth day of July one thousand nine hundred and twenty-two.

MANDAT BRITANNIQUE SUR LE CAMEROUN.

Le Conseil de la Société des Nations:

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne, a renoncé, en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris le Cameroun;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées sont tombées d'accord que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne feraient une recommandation concertée à la Société des Nations sur le statut à donner aux dits territoires;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont fait une recommandation concertée au Conseil de la Société des Nations tendant à ce qu'un mandat soit conféré à Sa Majesté Britannique pour administrer, en conformité avec l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, la partie du Cameroun s'étendant à l'ouest de la ligne tracée d'un commun accord par la Déclaration du 10 juillet 1919 ci-annexée.

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit:

Considérant que Sa Majesté Britannique s'est engagée à accepter le mandat sur le dit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux dispositions suivantes;

Confirmant le dit mandat, a statué sur ses termes comme suit:

ARTICLE 1er.

Les territoires dont Sa Majesté Britannique assume l'administration sous le régime du mandat comprennent la partie du Cameroun qui est située à l'ouest de la ligne fixée dans la Déclaration signée le 10 juillet 1919, dont une copie est ci-annexée.

Cette ligne pourra, toutefois, être légèrement modifiée par accord intervenant entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouver-

nement de la République française, sur les points où, soit dans l'intérêt des habitants, soit par suite de l'inexactitude de la carte Moisel au 1 : 300,000me, annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.

La délimitation sur le terrain de ces frontières sera effectuée conformément aux dispositions de la dite Déclaration.

Le rapport final de la commission mixte donnera la description exacte de la frontière telle que celle-ci aura été déterminée sur le terrain ; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire ; l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le troisième par le Gouvernement de la République.

ARTICLE 2.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

ARTICLE 3.

Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

ARTICLE 4.

La Puissance mandataire devra :

1. pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ;

2. supprimer toute forme de commerce d'esclaves ;

3. interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ;

4. protéger les indigènes contre les sévices, la fraude et la contrainte, par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ;

5. exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 5.

La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

ARTICLE 6.

La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepte pour les travaux et services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais ce manière à maintenir intacte l'autorité du gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère un monopole général. Cette clause ne

fait pas obstacle au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer les ressources naturelles, soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux Sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

ARTICLE 7.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes qui ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société des Nations, la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

ARTICLE 8.

La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à ses territoires limitrophes.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration ou de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve de dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placées sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous les renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent acte sera déposé en original dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingtième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

「カメルーン」ニ對スル佛蘭西國ノ委任統治條項

一九二二年（大正一一年）七月二〇日「ロンドン」ニ於テ作成

前文

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ「カメルーン」ヲ含ム其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ前記地域ノ將來ニ關シ國際聯盟ニ共同勸告ヲ爲スヘキコトニ一致シタルニ因リ

佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ國際聯盟規約第二十二條ニ從ヒ左記第一條ニ揭クル千九百十九年七月十日ノ宣言書ニ於テ協定シタル線ノ東ニ在ル「カメルーン」ノ部分ヲ統治スルノ委任ヲ佛蘭西共和國ニ付與スヘキコトヲ聯盟理事會ニ對シテ共同勸告ヲ爲シタルニ因リ

委任地域ノ決定

佛蘭西國及大不列顛國ノ政府ハ委任統治ハ左ノ條項ニ於テ定メラルヘキコトヲ提議シタルニ因リ

佛蘭西共和國ハ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルコトニ同意シ且國際聯盟ニ代リ左ノ規定ニ從ヒ本委任統治ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

第一條

佛蘭西國ニ委任ヲ付與セラレタル地域ハ千九百十九年七月十日ニ署名セラレタル宣言書ニ規定セラレタル線ノ東ニ在ル「カメルーン」ノ部分ヲ含ム右宣言書ノ謄本ハ之ヲ玆ニ附屬セシム

尤モ地方調査ノ結果住民ノ利害關係上又ハ右宣言書附屬ノ三十萬分ノ一「モイゼル」地圖ニ不正確ノ廉アルニ因リ右宣言書ノ規定スル線ニ嚴密ニ從フヲ望マシカラサル場合ニ於テハ右ノ線ニハ大不列

MANDAT FRANÇAIS SUR LE CAMEROUN.

Le Conseil de la Société des Nations :

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 Juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris le Cameroun ;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées sont tombées d'accord que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne feraient une recommandation concertée à la Société des Nations sur le statut à donner aux dits territoires ;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont fait une recommandation concertée au Conseil de la Société des Nations tendant à ce qu'un mandat soit conféré à la République française pour administrer, en conformité avec l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, la partie du Cameroun s'étendant à l'est de la ligne tracée d'un commun accord par la Déclaration du 10 juillet 1919 ci-annexée ;

Considérant que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit ;

Considérant que la République française s'est engagée à accepter le mandat sur le dit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations ;

Confirmant le dit mandat, a statué sur ses termes comme suit :

ARTICLE 1er.

Les territoires dont la France assume l'administration sous le régime du mandat comprennent la partie du Cameroun qui est située à l'est de la ligne fixée dans la Déclaration signée le 10 juillet 1919, dont une copie est ci-annexée.

Cette ligne pourra, toutefois, être légèrement modifiée par accord intervenant entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement de la République française, sur les points où, soit dans l'intérêt des habitants, soit par suite

務概受任國ノ義

顧國政府ト佛蘭西共和國政府トノ相互ノ協定ニ依リ僅少ナル變更ヲ爲スコトヲ得

從ヒテ實行セラルヘシ

右ノ線ノ現場ニ於ケル區劃ハ前記宣言書ノ規定ニ

混合委員會ノ最終報告書ニハ現場ニ於テ規定セラレタル境界線ニ付正確ナル記載ヲ爲スヘク委員ニ依リ署名セラレタル地圖ハ該報告書ニ附屬セラルヘシ

附屬地圖附ノ右報告書ハ三部作成セラルヘク一部ハ佛蘭西部ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク一部ハ佛蘭西部ハ共和國政府ニ依リ且一部ハ大不列顛國政府ニ依リ保管セラルヘシ

第　二　條

受任國ハ右地域ノ平和、秩序及善政ニ對シ且其ノ住民ノ物質的及精神的福祉竝社會的進歩ヲ極力增進スルコトニ對シ其ノ責任ヲ有スヘシ

（一）受任國ハ一切ノ奴隷ヲ將來解放スルコトニ及其ノ他ノ奴隷及制度ヲ除去スルノ方法ヲ講スヘシ

（二）奴隷賣買ノ一切ノ形式ヲ禁遏スヘシ

（三）緊要ナル公共ノ工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外強制的又ハ義務的勞働ノ一切ノ形式ヲ禁遏スルコトニ及其ノ他ノ奴隷及制度ヲ除去スルノ方法ヲ講スヘシ

第　三　條

受任國ハ右地域ニ於ケル軍隊ノ徵募又ハ軍事教練ヲ爲シ、又ハ土民ノ軍隊ヲ組織シ、又ハ一般的戰爭ノ場合ニ於テ攻擊ヲ擊退シ又ハ委任統治地域外ノ地域ニ於テ軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ又ハ陸軍若ハ海軍ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外右地域ノ現狀ヲ變更スルコトヲ得ス

防衛ノ爲利用セラルヘシ

尤モ斯ク組織セラレタル軍隊ハ專ラ委任統治地域ノ防衛ノ爲利用セラルヘシ

第　四　條

受任國ハ右地域ニ於ケル軍隊ノ徵募又ハ軍事教練ヲ爲シ、又ハ土民ノ軍隊ヲ組織シ、又ハ一般的戰爭ノ場合ニ於テ攻擊ヲ擊退シ又ハ委任統治地域外ノ地域ニ於テ軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ又ハ陸軍若ハ海軍ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外右地域ノ現狀ヲ變更スルコトヲ得ス

奴隷解放

禁奴隷賣買

禁強制勞働

總軍城壘陸制服及地海軍陸ノ土、軍組民築根

de l'inexactitude de la carte Moisel au 1 : 300,000, annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.

La délimitation sur le terrain de ces frontières sera effectuée conformément aux dispositions de la dite Déclaration.

Le rapport final de la Commission mixte donnera la description exacte de la frontière telle que celle-ci aura été déterminée sur le terrain ; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire ; l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de la République et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

ARTICLE 2.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

ARTICLE 3.

Le Mandataire ne devra sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

Toutefois, il est entendu que les troupes ainsi levées peuvent, en cas de guerre générale, être utilisées pour repousser une agression ou pour la défense du territoire en dehors de la région soumise au mandat.

ARTICLE 4.

La Puissance mandataire devra :

1. pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ;

2. supprimer toute forme de commerce d'esclaves ;

3. interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels

土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法規ヲ制定スルニ当リテハ土民ノ権利及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ利益ヲ保證スヘシ

（五）

武器弾薬ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ厳重ナル取締規定ヲ公布スヘシ

第五條

土民ヲ虐待シ又ハ詐欺及強制ノ手段ヲ以テ労働契約及労働者ノ募集ヲ周到ナル監視ニ依リ保護スヘシ

（四）

奴隷ノ取引ヲ禁止スヘシ右例外ノ場合ト雖相當ノ報償ヲ支拂ヒ土民ノ勞働ヲ要スルコトヲ得ルニ非サレハ之ヲ強制シテ公ノ工事及役務ヲ負担セシムルコトヲ禁止スヘシ右ノ外豫メ土民ノ同意ヲ得又ハ土民ノ利益ヲ保護スル爲ニ設定スルニ非サレハ土民ノ土地ニ関スル権利ヲ奪ヒ又ハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ

（三）

土民ノ土地ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ土民ノ同意ヲ要スルコトヲ得ルニ非サレハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ右ノ外豫メ土民ノ同意ヲ要スルコトヲ得ルニ非サレハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ

（二）

土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法律及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ利益ヲ保證スヘシ

第五條

土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法律及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ権利ヲ尊重シ土民ノ利益ヲ保證スヘシ

（一）

受任國ハ土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ権利及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ利益ヲ保證スヘシ

土民ノ土地ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ土民ノ同意ヲ得又ハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ右ノ外豫メ土民ノ同意ヲ要スルコトヲ得ルニ非サレハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ

（五）

武器彈藥ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ厳重ナル取締ヲ爲スヘシ

第五條

土民ヲ虐待シ又ハ詐欺及強制ノ手段ヲ以テ労働契約及労働者ノ募集ヲ周到ナル監視ニ依リ保護スヘシ

（四）

奴隷ノ取引ヲ禁止スヘシ右例外ノ場合ト雖相當ノ報償ヲ支拂ヒ土民ノ勞働ヲ要スルコトヲ得

（五）

武器彈藥ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ厳重ナル取締ヲ爲スヘシ

第五條

土民ヲ虐待シ又ハ詐欺及強制ノ手段ヲ以テ労働契約及労働者ノ募集ヲ周到ナル監視ニ依リ保護スヘシ

（四）

奴隷ノ取引ヲ禁止スヘシ右例外ノ場合ト雖相當ノ報償ヲ支拂ヒ土民ノ勞働ヲ要スルコトヲ得ルニ非サレハ土民ノ勞働ヲ強制シテ公ノ工事及役務ヲ負担セシムルコトヲ禁止スヘシ

（三）

土民ノ土地ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ土民ノ同意ヲ得又ハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ右ノ外豫メ土民ノ同意ヲ要スルコトヲ得ルニ非サレハ土民ノ土地ヲ譲渡スルコトヲ禁止スヘシ

（二）

土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法律及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ利益ヲ保證スヘシ

第五條

土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ権利及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ利益ヲ尊重シ土民ノ権利ヲ尊重スヘシ

（一）

受任國ハ土地ノ所有又ハ譲渡ニ関スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ権利及慣習ヲ考慮ニ入レ土民ノ利益ヲ保證スヘシ

et sous condition d'une équitable rémunération ;

4. protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte, par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ;

5. exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 5.

La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

シ受任國ハ高利ニ對シ嚴重ナル取締規定ヲ公布スヘ

第六條

受任國ハ右地域内ニ入ルコト、動産及不動産ノ獲得竝職業又ハ商業ニ從事スルコヲ保護、動産及不動産ニ對スル權利ヲ公ノ秩序ヲ害セス且國際聯盟國民タル外國人ニ對シテ保障スヘシ

地方的法規ニ反セサル限リ一切ノ國際聯盟國民ニ對シテ確保スヘシ

商業上及産業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ條件ノ下ニ營ムコトヲ自由タルヘシ

但シ受任國ハ緊要ナル公共ノ工事及役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコトヲ自由タルヘシ

尚受任國ハ通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及産業上ノ完全通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及産業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ條件ノ下ニ營ムコトヲ自由タルヘシ

但シ受任國ハ緊要ナル公共ノ工事及役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコトヲ自由タルヘシ

尚受任國ハ通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及産業上ノ完全通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及産業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ條件ノ下ニ營ムコトヲ自由タルヘシ

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

ARTICLE 6.

La puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

資源開發ノ利權ノ許與

右地域ノ天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ノ間ニ國籍ニ基キ差別ヲ爲スコトナク受任國ニ依リテ許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權力ヲ犯スコトヲ得ス

獨占權ノ禁止

一般的獨占ノ性質ヲ有スル權利ハ之ヲ許與スルコトヲ得ス右規定ハ受任國カ委任統治地域ノ利益ノ爲及地方的要求ニ最適合スト認メラルル財源ヲ該地域ニ與フル爲又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニアル機關ニ依リ天然資源ノ開發ヲ行フ爲純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スルノ權利ニ影響ヲ及ホサス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ利益ノ爲ニスル天然資源ノ獨占又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ優先的利益ヲ設定スルコトヲ得ス

會社及組合ノ能力

本條ニ依リ付與セラルル權利ハ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ國際聯盟國ノ法規ニ

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer les ressources naturelles, soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des necessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

良心及宗教ノ自由

從ヒテ組織セラレタル會社及組合ニ均シク及フモノトス

第七條

受任國ハ公ノ秩序及善良ナル風俗ニ反セサル限リ右地域內ニ於テ良心ノ完全ナル自由及禮拜ノ一切ノ形式ノ自由執行ヲ確保スヘシ國際聯盟國ノ國民タル宣教師ハ右地域ニ入リ、旅行シ及居住シ且右地域內何レノ地ニ於テモ財產ヲ取得シ及所持シ竝宗教上ノ建築物ヲ建設シ及學校ヲ開設スルノ自由ヲ有スヘシ但シ受任國ハ公ノ秩序及善政ノ維持ノ爲必要ナル監理ヲ行ヒ該監理ノ爲必要ナル一切ノ措置ヲ執ルノ權利ヲ有スヘキモノトス

一般的國際條約ノ適用

第八條

受任國ハ右地域ニ對シ其ノ接壤地域ニ適用シ得ル

ARTICLE 7.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes qui ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société des Nations, la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

ARTICLE 8.

La Puissance mandataire étendra aux terri-

一般的國際條約ヲ適用スヘシ

行政權及立法權

第九條

受任國ハ委任統治地域内ニ於テ行政及立法ノ全權ヲ有スヘシ該地域ハ受任國ノ領土ノ構成部分トシテ受任國ノ法規ニ從ヒ且前記規定ニ遵ヒ統治セラルヘシ

受任國法ノ適用及關稅財政行政ノ同盟又ハ聯合

仍テ受任國ハ自國法規ニ地方的情況ノ必要トスル變更ヲ加ヘテ之ヲ委任統治地域ニ適用スルコトヲ得ヘク且右地域ヲシテ自國ノ主權又ハ監理ノ下ニ在ル其ノ近接地域ト關稅、財政又ハ行政ノ同盟又ハ聯合ヲ構成セシムルコトヲ得但シ右目的ノ爲ニ執ラルル措置ハ常ニ本委任統治條項ノ規定ニ違反スルコトヲ得ス

年次報告提出

第十條

受任國ハ國際聯盟理事會ニ對シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ

toires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à ses territoires limitrophes.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve de dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues.

該年次報告ニハ本委任統治條項ノ規定ヲ適用スル爲ニ執ラレタル措置ニ關スル完全ナル報道ヲ含ムヘシ

委任統治條項ノ變更

第十一條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

紛爭ノ付託

第十二條

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交涉ニ依リ解決シ得サル場合ニハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約ス

寄託及登錄

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク其ノ認證謄本ハ聯盟事務總長ニヨリ一切ノ國際聯

pendant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous les renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 12.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent acte sera déposé en original dans les archives de la Société des Nations. Des copies

盟國ニ送付セラルヘシ

千九百二十二年七月二十日「ロンドン」ニ於テ作成ス

certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingtième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

FRENCH MANDATE FOR THE CAMEROONS.

The Council of the League of Nations:

Whereas by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein the Cameroons; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that the Governments of France and Great Britain should make a joint recommendation to the League of Nations as to the future of the said territory; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have made a joint recommendation to the Council of the League of Nations that a mandate to administer, in accordance with Article 22 of the Covenant of the League of Nations, that part of the Cameroons lying to the east of the line agreed upon in the Declaration of July 10th, 1919, of which mention is made in Article 1 below, should be conferred upon the French Republic; and

Whereas the Governments of France and Great Britain have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas the French Republic has agreed to accept the mandate in respect of the said territory, and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations;

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

Article 1.

The territory for which a mandate is conferred upon France comprises that part of the Cameroons which lies to the east of the line laid down in the Declaration signed on July 10th, 1919, of which copy is annexed hereto.

This line may, however, be slightly modified by mutual agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic where an examination of the localities shows that it is undesirable, either in the interests of the inhabitants or by reason of any inaccuracies in the map Moisel 1: 300,000, annexed to the Declaration, to adhere strictly to the line laid down therein.

The delimitation on the spot of this line shall be carried out in accordance with the provisions of the said Declaration.

The final report of the Mixed Commission shall give the exact description of the boundary line as traced on the spot; maps signed by the Commissioners shall be annexed to the report. This report with its annexes shall be drawn up in triplicate; one of these shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by the Government of the Republic and one by His Britannic Majesty's Government.

Article 2.

The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory and for the promotion to the utmost of the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

Article 3.

The Mandatory shall not establish in the territory any military or naval bases, nor erect any fortifications, nor organise any native military force except for local police purposes and for the defence of the territory.

It is understood, however, that the troops thus raised may, in the event of general war, be utilised to repel an attack or for defence of the territory outside that subject to the mandate.

Article 4.

The Mandatory:

1. shall provide for the eventual emancipa-

tion of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow;

2. shall suppress all forms of slave trade.

3. shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration;

4. shall protect the natives from measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour;

5. shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

ARTICLE 5.

In the framing of laws relating to the holding or transference of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

Tne Mandatory shall promulgate strict regulations against usury.

ARTICLE 6.

The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same rights as are enjoyed in the territory by his own nationals in respect of entry into and residence in the territory, the protection afforded to their person and property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as his own nationals freedom of transit and navigation, and complete economic, commercial and industrial equality; provided that the Mandatory shall be free to organise essential public works and services on such terms and conditions as he thinks just.

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affect the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

The rights conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

ARTICLE 7.

The Mandatory shall ensure in the territory complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government, and to take all measures required for such control.

ARTICLE 8.

The Mandatory shall apply to the territory

any general international conventions applicable to his contiguous territory.

ARTICLE 9.

The Mandatory shall have full powers of administration and legislation in the area subject to the mandate. This area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the above provisions.

The Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory subject to the mandate, with such modifications as may be required by local conditions, and to constitute the territory into a customs, fiscal or administrative union or federation with the adjacent territories under his sovereignty or control; provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

ARTICLE 10.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council. This report shall contain full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

ARTICLE 11.

The consent of the Council of the League of the Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

ARTICLE 12.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations. Certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London, the twentieth day of July one thousand nine hundred and twenty-two.

前文

東「アフリカ」ニ對スル「グレート、ブリテン」國ノ委任統治條項

一九二二年（大正一一年）七月二〇日「ロンドン」ニ於テ作成

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ獨逸國領東「アフリカ」ヲ含ム其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

千八百九十一年六月十一日大不列顛國皇帝陛下ト葡萄牙國皇帝陛下トノ間ニ締結セラレタル條約ニ從ヒ「ロヴマ」河ハ其ノ河口ヨリ「ムシンジ」河ノ合流點ニ至ル迄東「アフリカ」ニ於ケル葡萄牙國屬地ノ北部境界ヲ爲スモノナルコトヲ認ムルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ前記條約ノ第一編（國際聯盟規約）第二十二條ニ從ヒ舊獨逸國領東「アフリカ」殖民地ノ部分ヲ統治スルノ委任ヲ大不列顛國

BRITISH MANDATE FOR EAST AFRICA.

The Council of the League of Nations:

Whereas by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919. Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein German East Africa; and

Whereas, in accordance with the treaty of June 11th, 1891, between Her Britannic Majesty and His Majesty the King of Portugal, the River Rovuma is recognised as forming the northern boundary of the Portuguese possessions in East Africa from its mouth up to the confluence of the River M'Sinje; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that, in accordance with Article 22, part 1 (Covenant of the League of Nations),

皇帝陛下ニ付與スルコトニ一致シ且右委任統治ハ左ノ條項ニ於テ定メラルヘキコトヲ提議シタルニ因リ

大不列顛國皇帝陛下ハ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルコトニ同意シ且左ノ規定ニ從ヒ國際聯盟ニ代リ本委任統治ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記第二十二條第八項ハ受任國ノ行フ權限、監理又ハ施政ノ程度ニ關シ豫メ聯盟國間ニ合意ナキトキハ聯盟理事會ハ之ヲ明定スヘキコトヲ規定スルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

委任地域ノ決定

第一條

大不列顛國皇帝陛下（以下受任國ト稱ス）ニ委任ヲ付與セラレタル地域ハ左記ノ線ノ東ニ在ル舊獨逸國領東「アフリカ」殖民地ノ地域ノ部分ヲ包含ス

of the said treaty, a mandate should be conferred upon His Britannic Majesty to administer part of the former colony of German East Africa, and have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Britannic Majesty has agreed to accept the mandate in respect of the said territory, and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the following provisions; and

Whereas by the afore-mentioned Article 22, paragraph 8, it is provided that the degree of authority, control or administration to be exercised by the Mandatory, not having been previously agreed upon by the Members of the League, shall be explicitly defined by the Council of the League of Nations;

Confirming the said mandate, difines its terms as follows:

ARTICLE 1.

The territory over which a mandate is conferred upon His Britannic Majesty (hereinafter called the Mandatory) comprises that part of the territory of the former colony of German East

「ウガンダ」境界ヨリ「カゲラ」河カ「ブグフィ」ノ西方境界ニ達スル地點ニ至ル迄ノ「カゲラ」河ノ中流

夫ヨリ右境界ハ「ウルンディ」ノ東方境界ト接續シ

夫ヨリ「ウルンディ」ノ東方及南方境界ヨリ「タンガンイーカ」湖ニ至ル

前記ノ境界ハ添附ノ大不列顛國百萬分ノ一地圖「ジー、エス、ジー、エス」、二九三二、「ルアンダ」及「ウルンデイ」ノ圖葉ニ示サル「ブクフイ」ト「ウルンディ」トノ境界線ハ千九百六年版獨逸殖民地地圖「デートリツヒ、ライマー」百萬分ノ一ニ依リ示サレタル處ニ依リ定メラル（註一參照）

境界委員會

第二條

大不列顛國皇帝陛下及白耳義國皇帝陛下ハ前記第一條ニ定メラレタル線ヲ實査劃定スル爲境界委員會ヲ任命スヘシ

Africa situated to the east of the following line:

"The mid-stream of the Kagera River from the Uganda boundary to the point where the Kagera River meets the western boundary of Bugufi;

"Thence this boundary to its junction with the eastern boundary of Urundi;

"Thence the eastern and southern boundary of Urundi to Lake Tanganyika."

The line described above is shown on the attached British 1: 1,000,000 map, G. S. G. S. 2932, sheet Ruanda and Urundi. The boundaries of Bugufi and Urundi are drawn as shown in the Deutscher Kolonialatlas (Dietrich-Reimer), scale 1: 1,000,000, dated 1906.

ARTICLE 2.

Boundary Commissioners shall be appointed by His Britannic Majesty and His Majesty the King of the Belgians to trace on the spot the line described in Article 1 above.

該委員ノ事業ニ關シ紛爭ヲ生シタル場合ニハ該紛爭ハ國際聯盟理事會ニ付託セラルヘク其ノ決定ハ最終ノモノタルヘシ

境界委員會ノ最終報告書ニハ實地測定シタル該境界ノ明確ナル記載ヲ爲スヘク、必要ノ地圖ハ之ニ附屬シ該委員ニ依リテ署名セラルヘシ右附屬地圖附報告書ハ三部作成セラレ一部ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラレ一部ハ白耳義國政府ニヨリ一部ハ大不列顛國政府ニヨリ保管セラルヘシ

受任國ノ概括的義務及權利

第三條

受任國ハ右地域ノ平和、秩序及善政ニ對シ其ノ責ニ任スヘク且右地域ノ住民ノ物質的及精神的福祉竝社會的進歩ヲ極力增進スルコトヲ努ムヘシ受任國ハ立法及行政ノ全權ヲ有スヘシ

In case any dispute should arise in connection with the work of these commissioners, the question shall be referred to the Council of the League of Nations, whose decision shall be final.

The final report by the Boundary Commission shall give the precise description of this boundary as actually demarcated on the ground; the necessary maps shall be annexed thereto and signed by the commissioners. The report, with its annexes, shall be made in triplicate; one copy shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by the Government of His Majesty the King of the Belgians and one by the Government of His Britannic Majesty.

ARTICLE 3.

The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory, and shall undertake to the promote to the utmost the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants. The Mandatory shall have full powers of legislation and administration.

陸海軍根據地ノ築城及土民軍隊ノ組織制限

第四條

受任國ハ地方警察ノ目的及右地域ノ防衛ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外右地域ニ於テ陸軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ、築城ヲ爲シ又ハ土民ノ軍隊ヲ組織スルコトヲ得ス

奴隷賣買禁遏強制勞働禁止

第五條

受任國ハ

（一）一切ノ奴隷ヲ將來解放スルコト及社會狀態ノ許ス限リ速ニ家內用及其ノ他ノ奴隷制度ヲ除去スルノ方法ヲ講スヘシ

（二）奴隷賣買ノ一切ノ形式ヲ禁遏スヘシ

（三）緊要ナル公共ノ工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外強制的又ハ義務的勞働ノ一切ノ形式ヲ禁止スヘシ右例外ノ場合ニ於テモ相當ノ報償ヲ支拂フコトヲ要ス

土民勞働者保護

（四）勞働契約及勞働者募集ヲ周到ナル監視ニヨリ土民ヲ虐待竝詐欺及强制ノ手段ヨリ保護スヘシ

奴隷解放

ARTICLE 4.

The Mandatory shall not establish any military or naval bases, nor erect any fortifications, nor organise any native military force in the territory except for local police proposes and for the defence of the territory.

ARTICLE 5.

The Mandatory:

(1) shall provide for the eventual emancipation of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow;

(2) shall suppress all forms of slave trade;

(3) shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for essential public works and services, and then only in return for adequate remuneration;

(4) shall protect the natives from abuse and measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour;

武器彈藥酒精飲料取引禁止

（五）　武器彈藥ノ取引及酒精飲料ノ販賣ニ對シ嚴重ナル取締ヲ爲スヘシ

ARTICLE 6.

(5) shall exercise a strict control over the traffic on arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

土民ノ土地所有保護

第六條

受任國ハ土地ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ法律及慣習ヲ考慮ニ容レ土民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保證スヘシ

土民ノ土地ハ土民間ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ官憲ノ同意ヲ得ルニ非サレハ之ヲ讓渡スルコトヲ得ス又物權ヲ土民ノ土地ノ上ニ土民ニアラサルモノノ爲ニ設定スル爲ニハ右同樣ノ同意ヲ要ス

受任國ハ高利ニ對シ嚴重ナル取締規定ヲ公布スヘシ

高利取締

ARTICLE 6.

In the framing of laws relating to the holding or transfer of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities, and no real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory will promulgate strict regulations against usury.

聯盟國民ノ入國居住等ニ對スル保障

第七條

受任國ハ右地域內ニ入ルコト及居住スルコト、身體及財產ニ對スル保護、動產及不動產ノ獲得竝職業又ハ商業ニ從事スルコトニ付右地域ニ於テ自國民ノ享有スルト同樣ノ權利ヲ公ノ秩序ヲ害セス且

ARTICLE 7.

The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same rights as are enjoyed in the territory by his own nationals in respect of entry into and

地方的法規ニ反セサル限リ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シ保障スヘシ

residence in the territory, the protection afforded to their person and property, the acquisition of property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with local law.

通商交通ノ自由、商業上產業上ノ均等待遇

尙受任國ハ通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及產業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ地歩ニ於テ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シ確保スヘシ但シ受任國ハ緊要ナル公共ノ工事及役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコト自由タルヘシ

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as to his own nationals, freedom of transit and navigation, and complete economic, commercial and industrial equality; provided that the Mandatory shall be free to organise essential public works and services on such terms and conditions as he thinks just.

資源開發ノ利權ノ許與

右地域ノ天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シ國籍ニ基ク差別ヲ爲スコト無ク受任國ニ依リテ許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權限ヲ犯スコトヲ得ス

Concessions for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

獨占權ノ禁止

一般的獨占ノ性質ヲ有スル利權ハ之ヲ許與スルコトヲ得ス右規定ハ受任國カ委任統治地域ノ利益ノ

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision

爲及地方的要求ニ最適合スト認メラルル財源ヲ該地域ニ與フル爲又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニ在ル機關ニ依リ天然資源ノ開發ヲ行フ爲純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スル權利ニ影響ヲ及ホサス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ利益ノ爲ニスル天然資源ノ獨占又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ優先的利益ヲ設定スルコトヲ得ス

會社及組合ノ能力

本條ニ依リ付與セラルル權利ハ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ國際聯盟國ノ法規ニ從ヒテ組織セラレタル會社竝組合ニ均シク及フモノトス

良心及宗教ノ自由

第八條

受任國ハ公ノ秩序及善良ナル風俗ニ反セサル限リ

does not affect the right of the Mandatory to create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate, and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

The right conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

ARTICLE 8.

The Mandatory shall ensure in the territory

右地域内ニ於テ良心ノ完全ナル自由及禮拜ノ一切ノ形式ノ自由執行ヲ確保スヘシ國際聯盟國ノ國民タル宣敎師ハ右地域ニ入リ、旅行シ及居住シ且右地域内何レノ地ニ於テモ財產ヲ取得シ及所持シ竝宗敎上ノ建築物ヲ建設シ及學校ヲ開設スルノ自由ヲ有スヘシ但シ受任國ハ公ノ秩序及善政ノ維持ノ爲必要ナル監理ヲ行ヒ該監理ノ爲必要ナル一切ノ措置ヲ執ルノ權利ヲ有スヘキモノトス

一般的國際條約ノ適用

第九條

受任國ハ奴隸賣買、武器彈藥ノ取引、火酒ノ取引及藥品ノ取引ニ關シ又ハ商業上ノ均等、通過及航海ノ自由、航空、鐵道、郵便、電信及無線電信竝工業的、文學的及美術的財產權ニ關シ國際聯盟ノ承認ヲ經テ既ニ存シ又ハ今後締結セラルヘキ一般的國際條約ヲ右地域ニ適用スヘシ

complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government, and to take all measures required for such control.

ARTICLE 9.

The Mandatory shall apply to the territory any general international conventions already existing, or which may concluded hereafter, with the approval of the League of Nations, respecting the slave trade, the traffic in arms and ammunition, the liquor traffic, and the traffic in drugs, or relating to commercial equality, freedom of transit and navigation, aerial navigation, railways, postal, telegraphic, and wireless com-

病疫ノ豫防及撲滅ニ對スル政策

受任國ハ植物及動物ノ病疫ヲ含ム病疫ノ豫防及撲滅ニ對シ國際聯盟ニヨリ採擇セラルル一般政策ノ實行ニ協力スヘシ

第十條

關稅財政行政ノ同盟又ハ聯合

受任國ハ右地域ヲシテ自國ノ主權又ハ監理ノ下ニ在ル其ノ近接地域ト關稅、財政及行政ノ同盟又ハ聯合ヲ構成セシムルコトヲ得但シ右目的ノ爲ニ執ラルル措置ハ常ニ本委任統治條項ノ規定ニ違反スルコトヲ得ス

第十一條

年次報告ノ提出

受任國ハ國際聯盟理事會ニ對シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ、該年次報告ニハ本委任統治條項ノ規定ヲ適用スル爲ニ執ラレタル措置ニ關スル完全ナル報道ヲ含ムヘシ

右報告ニハ財產、商業、航海又ハ土民ノ精神的及物質的福祉ニ關シ其ノ年內ニ作成セラレタル一切

munication, and industrial literary and artistic property.

The Mandatory shall co-operate in the execution of any common policy adopted by the League of Nations for preventing and combating disease, including diseases of plants and animals.

Article 10.

The Mandatory shall be authorised to constitute the territory into a customs, fiscal and administrative union or federation with the adjacent territories under his own sovereignty or control; provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

Article 11.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council, containing full information concerning the measures taken to apply the provisions of this mandate.

A copy of all laws and regulations made in the course of the year and affecting property,

ノ法令及規則ノ謄本ヲ附屬セシムヘシ

委任統治條項ノ變更

第十二條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

紛爭ノ付託

第十三條

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交涉ニ依リ解決シ得サル場合ニハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約ス

國際聯盟國ハ本委任統治條項ノ下ニ有スル其ノ國民ノ權利ノ侵害ニ對シ該國民ノ爲ニスル要求ヲ決定ノ爲メ前記裁判所ニ同樣ニ提起スルコトヲ得

commerce, navigation or the moral and material well-being of the natives shall be annexed to this report.

Article 12.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of this mandate.

Article 13.

The Mandatory agrees that if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

States Members of the League of Nations may likewise bring any claims on behalf of their nationals for infractions of their rights under this mandate before the said Court for decision.

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク其ノ認證謄本ハ國際聯盟事務總長ニヨリ一切ノ聯盟國ニ送付セラルヘシ

千九百二十二年七月二十日「ロンドン」ニ於テ作成ス

註(1)　本條ハ千九百二十三年八月三十一日ノ會議ニ於ケル國際聯盟理事會ノ決議ニ基クモノトス

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations. Certified copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London, the twentieth day of July one thousand nine hundred and twenty-two.

(1) Text of article 1. is the result of the decision taken by the Council of the League of Nations in the Session of August 31st, 1923.

MANDAT BRITANNIQUE SUR L'EST AFRICAIN.

Le Conseil de la Société des Nations:

Considérant que par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé, en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris l'Est africain allemand; et

Considérant que le traité du 11 juin 1891, conclu entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi de Portugal, reconnaît la rivière Rovuma comme frontière septentrionale des possessions portugaises en Afrique Orientale, depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec la rivière M'Sinje;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées ont convenu que, conformément à l'article 22 de la première Partie (Pacte de la Société des Nations) du dit traité, un mandat serait conféré à Sa Majesté Britannique pour administrer une partie de l'ancienne colonie de l'Est africain allemand, et ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit;

Considérant que Sa Majesté Britannique a accepté le mandat le dit territoire et s'est engagée à l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux dispositions suivantes;

Considérant qu'aux termes de l'article 22 ci-dessus mentionné, paragraphe 8, il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil;

Confirmant le dit mandat, a statué sur ses termes comme suit.

Article 1er.

Le territoire sur lequel un mandat est conféré à Sa Majesté Britannique (désignée ci-dessous comme Mandataire) comprend la partie du territoire de l'Est africain allemand située à l'est de la ligne suivante:

"Le thalweg de la rivière Kagera, à partir de la frontière de l'Uganda jusqu'au point où la rivière Kagera rencontre la frontière occidentale du Bugufi;

"De là, jusqu'au point de jonction de cette frontière avec la frontière orientale de l'Urundi:

"Ensuite, les frontières orientale et méridionale de l'Urundi au lac Tanganika."

La frontière décrite ci-dessus est indiquée à la carte anglaise ci-annéxée, à l'échelle de 1/1,000,000, GS GS n° 2932. Les frontières du Bugufi et de l'Urundi ont été indiquées conformément à celles qui se trouvent portées sur le Deutscher Kolonialatlas (Diedrich Reimër, 1/1,000,000, 1906).

Article 2.

Une commission de délimitation sera nommée par Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi des Belges, pour tracer sur place la ligne frontière décrite à l'article premier ci-dessus.

Si les travaux de cette commission donnent lieu à contestation, la question sera soumis au Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera sans appel.

Le rapport définitif de la commission de délimitation donnera la description exacte de la frontière, telle qu'elle aura été déterminée sur le

terrain; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce rapport avec ses annexes sera établi en triple exemplaire; l'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

ARTICLE 3.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra, par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants. Le Mandataire aura pleins pouvoirs de législation et d'administration.

ARTICLE 4.

Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

ARTICLE 5.

La Puissance mandataire devra:

1. Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre;

2. supprimer toute forme de commerce d'esclaves;

3. interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable remunération;

4. protéger les indigènes contre les sévices, la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs;

5. exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 6.

La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

ARTICLE 7.

La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développement des ressources naturells du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'une caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer des ressources naturelles, soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement

aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sour réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

ARTICLE 8.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société des Nations la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles ; étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire étendra au territoire le bénéfice des conventions internationales générales conclues ou à conclure avec l'approbation de la Société des Nations, relatives à la traite des esclaves, au commerce des armes et des munitions, au trafic des spiritueux, au trafic des stupéfiants, ou se référant à l'égalité commerciale, à la liberté de transit et de navigation, à la navigation aérienne, aux chemins de fer, aux communications postales, télégraphiques et par T. S. F., à la propriété littéraire, artistique et industrielle.

La Puissance mandataire devra prendre part à l'exécution des mesures d'utilité commune qui seraient adoptées par la Société des Nations pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des plantes et des animaux.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire est autorisée à constituer le territoire soumis au mandat en unions ou fédérations douanières, fiscales et administratives avec les possessions avoisinantes, relevant de sa propre souveraineté ou placées sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à cet effet ne soient pas contraires aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

Une copie de toutes les lois et règlements mis en vigueur au cours de l'année et affectant la propriété, le commerce, la navigation ou le bien-être moral et matériel des indigènes sera jointe à ce rapport.

ARTICLE 12.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 13.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Les États Membres de la Société des Nations pourront également soumettre au jugement de la dite Cour, au nom de leurs nationaux, toutes plaintes émanant de ces derniers et signalant une atteinte portée à leurs droits tels qu'ils sont définis par le présent mandat.

Le présent acte sera déposé en original dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société.

Fait à Londres, le vingtième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

(1) Le text de l'article 1er est celui qui résulte de la décision prise par le Conseil de la Société des Nations dans sa séance du 31 août 1923.

東「アフリカ」ニ對スル白耳義國ノ委任統治條項

一九二二年（大正一一年）七月二〇日「ロンドン」ニ於テ作成

前文

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ獨逸國領東「アフリカ」ヲ含ム其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ前記條約ノ第一編（國際聯盟規約）第二十二條ニ從ヒ舊獨逸國領東「アフリカ」殖民地ノ部分ヲ統治スルノ委任ヲ白耳義國皇帝陛下ニ付與スルコトニ一致シ且右委任統治ハ左ノ條項ニ於テ定メラルヘキコトヲ提議シタルニ因リ

白耳義國皇帝陛下ハ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルコトニ同意シ且左ノ規定ニ從ヒ國際聯盟ニ代リ本委任統治ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

委任區域ノ決定

前記第二十二條第八項ハ受任國ノ行フ權限、監理又ハ施政ノ程度ニ關シ豫メ聯盟國間ニ合意ナキトキハ聯盟理事會ハ之ヲ明定スヘキコトヲ規定スルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

第一條

白耳義國皇帝陛下（以下受任國ト稱ス）ニ委任ヲ付與セラレタル地域ハ左記ノ線ノ西ニ在ル舊獨逸國領東「アフリカ」殖民地ノ地域ノ部分ヲ包含ス

「ウガンダ」境界ヨリ「カゲラ」河カ「ブグフィ」ノ西方境界ニ達スル地點ニ至ル迄ノ「カゲラ」河ノ中流

夫ヨリ右境界ハ「ウルンディ」ノ東方境界ト接

MANDAT BELGE SUR LE TERRITOIRE DE L'EST AFRICA.

Le Conseil de la Société des Nations :

Considérant que par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris l'Afrique orientale allemande :

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées sont convenues, conformément à l'article 22, première Partie (Pacte de la Société des Nations) dudit traité, de confier un mandat à Sa Majesté le Roi des Belges pour administrer une partie de l'ancienne colonie de l'Afrique orientale allemande et ont proposé de formuler le mandat dans les termes suivants :

Considérant que Sa Majesté le Roi des Belges s'est engagée à accepter le mandat sur le dit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations conformément aux dispositions suivantes :

Considérant qu'aux termes de l'article 22 ci-dessus mentionné, paragraphe 8, il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil :

Par la présente, confirmant le mandat, a statué sur ses termes comme suit ;

Article 1er.

Le Territoire sur lequel un mandat est conféré à Sa Majesté le Roi des Belges (désigné ci-dessous comme mandataire) comprend la partie du territoire de l'ancienne Colonie de l'Est-Africain allemand située à l'Ouest de la ligne suivante :

"Le thalweg de la rivière Kagera, à partir de la frontière de l'Uganda jusqu'au point où la rivière Kagera rencontre la frontière occidentale du Bugufi :

"De là, jusqu'au point de jonction de cette

續シ

夫ヨリ「ウルンディ」ノ東方及南方ノ境界ヨリ「タンガンイーカ」湖ニ至ル

前記ノ境界ハ添附ノ大不列顛國百萬分ノ一地圖「ジー、エス、ジー、エス」、二九三二、「ルアンダ」及「ウルンディ」ノ圖葉ニ示サル「ブクフイ」ト「ウルンディ」トノ境界線ハ千九百六年版ノ獨逸殖民地地圖「デートリッヒ、ライマー」百萬分ノ一ニ依リ示サレタル處ニ依リ定メラル

（註一　參照）

境界委員會

第二條

白耳義國皇帝陛下及大不列顛國皇帝陛下ハ前記第一條ニ定メタル線ヲ實査劃定スル爲境界委員會ヲ任命スヘシ

該委員ノ事業ニ關シ紛爭ヲ生シタル場合ニハ該紛爭ハ國際聯盟理事會ニ付託セラルヘク其ノ決定ハ最終ノモノタルヘシ

境界委員會ノ最終報告書

境界委員會ノ最終報告書ニハ實地測定シタル該境界ノ明確ナル記載ヲ爲スヘク、必要ノ地圖ハ之ニ

frontière avec la frontière orientale de l'Urundi:

"Ensuite, les frontières orientale et méridionale de l'Urundi au lac Tanganika."

La frontière décrite ci-dessus est indiquée à la carte anglaise ci-annexée, à l'échelle de 1/1,000,000, GS GS n° 2932. Les frontières du Bugufi et de l'Urundi ont été indiquées conformément à celles qui se trouvent portées sur le Deutscher Kolonialatlas (Diedrich Reimër, 1/1,000,000, 1906).

(1) v. la note (page 4714)

ARTICLE 2.

Une Commission de délimitation sera nommée par Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté britannique pour le tracé sur place de la ligne frontière décrite à l'article 1er ci-dessus.

Si les travaux de cette commission donnent lieu à contestation, la question sera soumise au Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera sans appel.

Le rapport définitif de la commission de délimitation donnera la description exacte de la

附屬シ該委員ニ依リテ署名セラルヘシ右附屬地圖附報告書ハ三部作成セラレ一部ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラレ一部ハ白耳義國政府ニヨリ一部ハ大不列顛國政府ニヨリ保管セラルヘシ

受任國ノ概括的義務

第三條

受任國ハ右地域ノ平和、秩序及善政ニ對シ其ノ責ニ任スヘク且右地域ノ住民ノ物質的及精神的福祉竝社會的進歩ヲ極力增進スルコトニ努ムヘシ

陸海軍根據地、築城及土民軍隊ノ組織制限

第四條

受任國ハ地方警察ノ目的及右地域ノ防衛ノ爲ニスル場合ノ外右地域ニ於テ陸軍若ハ海軍ノ根據地ヲ建設シ、築城ヲ爲シ又ハ土民ノ軍隊ヲ組織スルコトヲ得ス

frontière, telle qu'elle aura été déterminée sur le terrain; les cartes signées par les commissaires seront jointes au rapport. Ce document, avec ses annexes, sera établi en triple exemplaire. L'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

ARTICLE 3.

Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

ARTICLE 4.

Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

奴隷解放　禁奴隷賣買　禁强制勞働　讓勞働者保　取酒武器彈藥引續禁飲料

第五條

受任國ハ（一）一切ノ奴隷ヲ將來解放スルコト及其ノ他ノ奴隷ノ狀態ヲ除去スル方法ヲ講スヘシ（二）奴隷賣買ノ一切ノ形式ヲ禁遏スヘシ（三）公共工事及緊要ナル役務ノ爲メニスル場合ニ於テ勞働ノ義務的又ハ强制ノ手段ヲ相當ノ報酬ヲ支拂ヒ且地方ノ慣習ニ依リ必要ナル場合ノ外强制的又ハ義務的勞働ヲ禁遏スヘシ（四）拂フヘキ賃金ヲ受取ル爲メ土民ヲ自己ノ許ニ招致スル場合ニ於テハ其ノ土民ニ對シ勞働契約及勞働者募集ニ關スル法規ヲ制定シ且地方ノ慣習ニ依リ必要ナル場合ノ外强制的又ハ義務的勞働ヲ禁遏スヘシ（五）土民ヲ虐待シ詐欺及强制ノ手段ヲ用ヒテ勞働ヲ爲サシムルコトヲ禁遏スヘシ

受任國ハ土地ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定シ且國際聯盟ノ國民ニ對シ保障スヘキ反セサル限リ一切ノ國際聯盟ノ國民ニ對シ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ依リ自國民ニ付享有スルト同樣ノ權利ヲ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ依リ自國民ニ付享有スルト同樣ノ權利ヲ商業ニ從事スルコトヲ得ル樣ノ條件ヲ以テ動產及不動產ノ獲得竝職業及財產ニ對スル保護ニ關シ國際聯盟ノ國民ニ對シ公平ノ待遇ヲ與フルコトヲ保證スヘシ

ARTICLE 5.

La Puissance devra:

1) Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre;

2) Suprimer toute forme de commerce d'esclaves;

3) Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous conditions d'une équitable rémunération;

4) Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs;

5) Exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et munitions, ainsi que sur le commerce des spiritueux.

ARTICLE 6.

La Puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes des indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non-indigène, si ce n'est avec la même approbation.

La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

高利取締

第七條

受任國ハ右地域内ニ入ルコトヲ得ル總テノ人民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保證スヘシ

受任國ハ土地ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ法律及慣習ヲ考慮ニ容レ土民ノ土地ハ土民間ニ於ケル場合ヲ除クノ外豫メ官憲ノ同意ヲ得タルニ非サレハ之ヲ讓渡スルコトヲ禁遏スヘシ

國際聯盟ノ國民ニ對シ保障スヘキ反セサル限リ一切ノ國際聯盟ノ國民ニ對シ公平ノ待遇ヲ與フルコトヲ保證スヘシ

受任國ハ右地域内ニ入ルコトヲ得ル總テノ人民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保證スヘシ

受任國ハ土地ノ所有又ハ讓渡ニ關スル法規ヲ制定スルニ當リテハ土民ノ法律及慣習ヲ考慮ニ容レ土民ノ權利ヲ尊重シ利益ヲ保證スヘシ

ARTICLE 7.

La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des Etats Membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous

通商交通ノ自由、商業上産業上及商業上ノ均等待遇

尙受任國ハ通過及航海ノ自由竝經濟上、商業上及産業上ノ完全ナル均等ヲ自國民ニ對スルト同樣ノ地歩ニ於テ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シ確保スヘシ但シ受任國ハ公共工事及緊要ナル役務ヲ正當ト思惟スル條件ノ下ニ營ムコト自由タルヘシ

資源開發ノ利權ノ許與

右地域ノ天然資源ノ開發ニ對スル利權ハ一切ノ國際聯盟國國民ニ對シ國籍ニ基ク差別ヲ爲スコト無ク受任國ニ依リテ許與セラルヘシ但シ地方政府ノ權限ヲ犯スコトヲ得ス

獨占權ノ禁止

一般的獨占ノ性質ヲ有スル利權ハ之ヲ許與スルコトヲ得ス右規定ハ受任國カ委任統治地域ノ利益ノ爲及地方的要求ニ最適合スト認メラルル財源ヲ該地域ニ與フル爲又ハ或場合ニ於テハ直接國ニ依リ又ハ其ノ監督ノ下ニ在ル機關ニ依リ天然資源ノ開

réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

La Puissance mandataire pratiquera, en outre, à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants, la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et les services publics essentiels, qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire, sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité du gouvernement local.

Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fisca-

發ヲ行フ爲純然タル財政的性質ヲ有スル獨占事業ヲ創設スル權利ニ影響ヲ及ホサス但シ右ハ直接又ハ間接ニ受任國又ハ其ノ國民ノ利益ノ爲ニスル天然資源ノ獨占又ハ上ニ保證シタル經濟上、商業上及產業上ノ均等主義ニ矛盾スヘキ優先的利益ヲ設定スルコトヲ得ス

會社及組合ノ能力

本條ニ依リ付與セラルル權利ハ公ノ秩序ヲ害セス且地方的法規ニ反セサル限リ國際聯盟國ノ法規ニ從ヒテ組織セラレタル會社竝組合ニ均シク及フモノトス

良心及宗教ノ自由

第八條

受任國ハ公ノ秩序及善良ナル風俗ニ反セサル限リ右地域內ニ於テ良心ノ完全ナル自由及禮拜ノ一ノ形式ノ自由執行ヲ確保スヘシ國際聯盟國ノ國民タル宣教師ハ右地域ニ入リ、旅行シ及居住シ且右地域內何レノ地ニ於テモ財產ヲ取得シ及所持シ竝

les paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou, dans certains cas, de développer les ressources naturelles soit directement par l'État, soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

ARTICLE 8.

La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes, qui ne sont contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout État Membre de la Société

宗教上ノ建築物ヲ建設シ及學校ヲ開設スルノ自由ヲ有スヘシ但シ受任國ハ公ノ秩序竝善政ノ維持ノ爲必要ナル監理ヲ行ヒ該監理ノ爲必要ナル一切ノ措置ヲ執ルノ權利ヲ有スヘキモノトス

一般的國際條約ノ適用

第九條

受任國ハ右地域ニ對シ其ノ接壤地域ニ適用シ得ル一般的國際條約ヲ適用スヘシ

行政權及立法權

第十條

受任國ハ委任統治地域內ニ於テ行政及立法ノ全權ヲ有スヘシ該地域ハ受任國ノ領土ノ構成部分トシテ受任國ノ法規ニ從ヒ且前記規定ニ遵ヒ統治セラルヘシ

受任國法ノ適用及關稅財政行政ノ同盟又ハ聯合

仍テ受任國ハ自國法規ニ地方的狀況ノ必要トスル變更ヲ加ヘテ之ヲ委任統治地域ニ適用スルコトヲ得ヘク且右地域ヲシテ自國ノ主權又ハ管理ノ下ニ在ル近接地域ト關稅、財政又ハ行政ノ同盟又ハ聯合ヲ構成セシムルコトヲ得但シ右目的ノ爲ニ執ラルル措置ハ本委任統治條項ノ規定ニ違反スルコトヲ得ス

年次報告ノ提出

第十一條

受任國ハ國際聯盟理事會ニ對シ理事會ヲ滿足セシムヘキ年次報告ヲ爲スヘシ、該報告ニハ本委任統治條項ノ規定ヲ適用スル爲ニ執ラレタル措置ニ關スル完全ナル報道ヲ含ムヘシ

委任統治條項ノ變更

第十二條

本委任統治條項ノ變更ニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

des Nations la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le Mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre à cet effet toutes mesures utiles.

ARTICLE 9.

La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à leurs territoires limitrophes.

ARTICLE 10.

La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administrations et de législation sur les contrées faisant l'objet du mandat. Ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire et sous réserve des dispositions qui précèdent.

La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation, sous réserve des modifications exigées par les conditions locales, et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

ARTICLE 11.

La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

ARTICLE 12.

Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

第十三條

紛爭ノ付託

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ國際聯盟國トノ間ニ生スヘキ紛爭ハ如何ナルモノト雖之ヲ交渉ニ依リ解決シ得サル場合ニハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトヲ約ス

寄託及登錄

本文書ノ原本ハ國際聯盟ノ記錄ニ寄託セラルヘク其ノ認證謄本ハ國際聯盟事務總長ニヨリ一切ノ聯盟國ニ送付セラルヘシ

千九百二十二年七月二十日「ロンドン」ニ於テ作成ス

註一、本條ハ千九百二十三年八月三十一日ノ會議ニ於ケル國際聯盟理事會ノ決議ニ基クモノトス

ARTICLE 13.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent acte sera déposé en original dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société des Nations.

Fait à Londres, le vingtième jour de juillet mil neuf cent vingt-deux.

(1) Le texte de l'article 1er est celui qui résulte de la décision prise par le Conseil de la Société des Nations dans sa séance du 31 août 1923.

BELGIAN MANDATE FOR EAST AFRICA.

The Council of the League of Nations:

Whereas, by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein German East Africa; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that, in accordance with Article 22, Part I (Covenant of the League of Nations), of the said treaty, a mandate should be conferred upon His Majesty the King of the Belgians to administer part of the former colony of German East Africa, and have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Majesty the King of the Belgians has agreed to accept the mandate in respect of the said territory, and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the following provisions; and

Whereas by the afore-mentioned Article 22, paragraph 8, it is provided that the degree of authority, control or administration to be exercised by the Mandatory, not having been previously agreed upon by the Members of the League, shall be explicitly defined by the Council of the League of Nations;

Confirming the said mandate, defines its terms as follows:

ARTICLE 1.

The territory over which a mandate is conferred upon His Majesty the King of the Belgians (hereinafter called the Mandatory) comprises that part of the territory of the former colony of German East Africa situated to the west of the following line:

"The mid-stream of the Kagera River from the Uganda boundary to the point where the Kagera River meets the western boundary of

Bugufi;

"Thence this boundary to its junction with the eastern boundary of Urundi;

"Thence the eastern and southern boundary of Urundi to Lake Tanganyika."

The frontier described above is shown on the attached British 1: 1,000,000 map, G. S. G. S. 2932. The boundaries of Bugufi and Urundi are drawn as shown in the Deutscher Kolonialatlas (Dietrich-Reimer), scale 1: 1,000,000, dated 1906.

(1) See the note (Page 4720).

ARTICLE 2.

A Boundary Commission shall be appointed by His Majesty the King of the Belgians and His Britannic Majesty to trace on the spot the line described in Article 1 above.

In case any dispute should arise in connection with the work of these Commissioners, the question shall be referred on the Council of the League of Nations, whose decision shall be final.

The final report by the Boundary Commission shall give the precise description of this boundary as actually demarcated on the ground; the necessary maps shall be annexed thereto and signed by the Commissioners. The report, with its annexes, shall be made in triplicate; one copy shall be deposited in the archives of the League of Nations, one shall be kept by the Government of His Majesty the King of the Belgians and one by the Government of His Britannic Majesty.

ARTICLE 3.

The Mandatory shall be responsible for the peace, order and good government of the territory, and shall undertake to promote to the utmost the material and moral well-being and the social progress of its inhabitants.

ARTICLE 4.

The Mandatory shall not establish any military or naval bases, nor erect any fortifications, nor organise any native military force in the territory except for local police purposes and for the defence of the territory.

ARTICLE 5.

The Mandatory:

(1) shall provide for the eventual emancipation of all slaves, and for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow;

(2) shall suppress all forms of slave trade;

(3) shall prohibit all forms of forced or compulsory labour, except for public works and essential services, and then only in return for adequate remuneration;

(4) shall protect the natives from measures of fraud and force by the careful supervision of labour contracts and the recruiting of labour;

(5) shall exercise a strict control over the traffic in arms and ammunition and the sale of spirituous liquors.

ARTICLE 6.

In the framing of laws relating to the holding or trnsfer of land, the Mandatory shall take into consideration native laws and customs, and shall respect the rights and safeguard the interests of the native population.

No native land may be transferred, except between natives, without the previous consent of the public authorities. No real rights over native land in favour of non-natives may be created except with the same consent.

The Mandatory will promulgate strict regulations against usury.

ARTICLE 7.

The Mandatory shall secure to all nationals of States Members of the League of Nations the same rights as are enjoyed by his own nationals in respect of entry into and residence in the territory, the protection afforded to their person and property, the acquisition of property, movable and immovable, and the exercise of their profession or trade, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

Further, the Mandatory shall ensure to all nationals of States Members of the League of Nations, on the same footing as to his own nationals, freedom of transit and navigation, and

complete economic, commercial and industrial equality; provided that the Mandatory shall be free to organise public works and essential services on such terms and conditions as he thinks just.

Concession for the development of the natural resources of the territory shall be granted by the Mandatory without distinction on grounds of nationality between the nationals of all States Members of the League of Nations, but on such conditions as will maintain intact the authority of the local Government.

Concessions having the character of a general monopoly shall not be granted. This provision does not affect the right of the Mandatory create monopolies of a purely fiscal character in the interest of the territory under mandate, and in order to provide the territory with fiscal resources which seem best suited to the local requirements; or, in certain cases, to carry out the development of natural resources, either directly by the State or by a controlled agency, provided that there shall result therefrom no monopoly of the natural resources for the benefit of the Mandatory or his nationals, directly or indirectly, nor any preferential advantage which shall be inconsistent with the economic, commercial and industrial equality hereinbefore guaranteed.

The right conferred by this article extend equally to companies and associations organised in accordance with the law of any of the Members of the League of Nations, subject only to the requirements of public order, and on condition of compliance with the local law.

ARTICLE 8.

The Mandatory shall ensure in the territory complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality; missionaries who are nationals of States Members of the League of Nations shall be free to enter the territory and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the territory; it being understood, however, that the Mandatory shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government, and to take all measures required for such control.

ARTICLE 9.

The Mandatory shall apply to the territory any general international conventions applicable to contiguous territories.

ARTICLE 10.

The Mandatory shall have full powers of administration and legislation in the area subject to the mandate: this area shall be administered in accordance with the laws of the Mandatory as an integral part of his territory and subject to the preceding provisions.

Tne Mandatory shall therefore be at liberty to apply his laws to the territory under the mandate subject to the modifications required by local conditions, and to constitute the territory into a customs, fiscal or administrative union or federation with the adjacent possessions under his own sovereignty or control; provided always that the measures adopted to that end do not infringe the provisions of this mandate.

ARTICLE 11.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council. This report shall contain full information concerning the measures taken to apply to the provisions of the present mandate.

ARTICLE 12.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of this mandate.

ARTICLE 13.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations. Certified copies shall be forwarded to the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at London the twentieth day of July one thousand nine hundred and twenty-two.

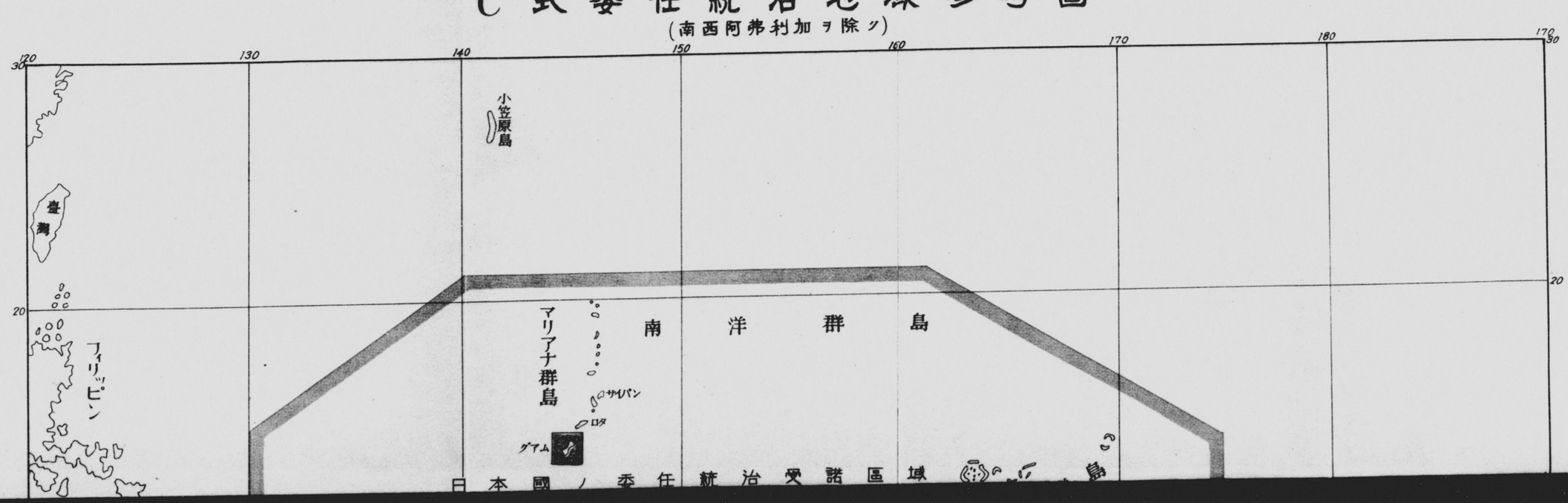
(1) Text of article 1. is the result of the decision taken by the Council of the League of Nations in the Session of August 31st, 1923.

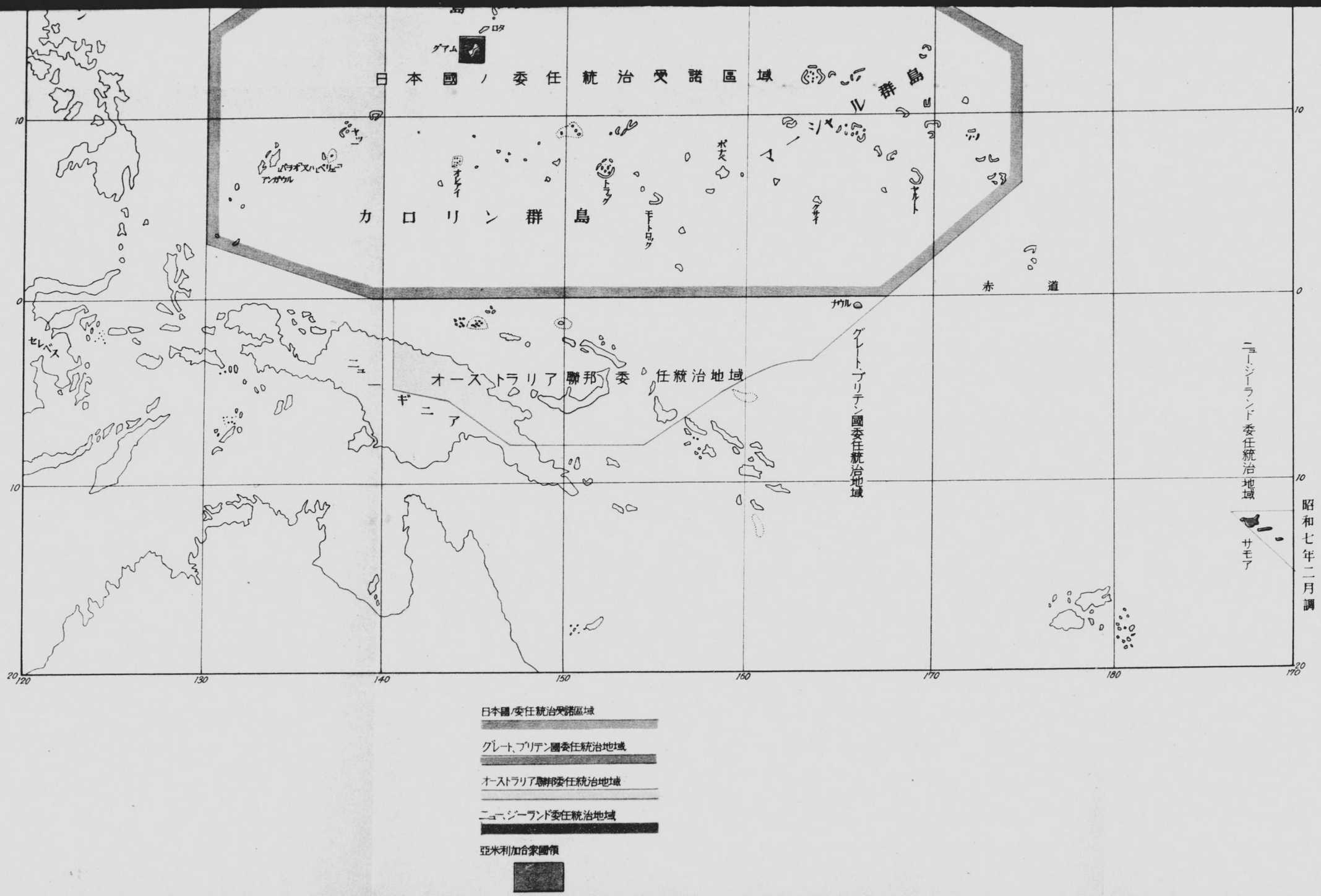
第三十九　C式委任統治條項

NO. 39. MANDATS C.

C式委任統治地域参考圖

(南西阿弗利加ヲ除ク)




日本國ノ委任統治受諾區域
カロリン群島
マーシャル群島
グアム
ロタ
ヤップ
パラオ又ハペリエー
アンガウル
オレアイ
トラック
モートロック
ポナペ
クサイ
ヤルト
ナウル
赤道
セレベス
ニューギニア
オーストラリア聯邦委任統治地域
グレート、ブリテン國委任統治地域
ニュー、ジーランド委任統治地域
サモア
昭和七年二月調
10
0
10
20
120
130
140
150
160
170
180
170
日本國ノ委任統治受諾區域
グレート、ブリテン國委任統治地域
オーストラリア聯邦委任統治地域
ニュー、ジーランド委任統治地域
亞米利加合衆國領

第二十九　C式委任統治條項

南洋群島ニ對スル帝國ノ委任統治條項

一九二〇年（大正九年）二月一七日作成

前文

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名シタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ太平洋中赤道以北ニ位スル諸群島ヲ包含スル其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ抛棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ同平和條約第一編（國際聯盟規約）第二十二條ニ準據シ前記諸島ノ施政ヲ日本國皇帝陛下ニ付與スルコトニ致シ且右委任統治條項ヲ左ノ通定ムヘキコトヲ提議シ

シフノ委任ヲ

NO. 39. MANDATS C.

MANDATE FOR THE GERMAN POSSESSIONS IN THE PACIFIC OCEAN LYING NORTH OF THE EQUATOR.

THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS:

Whereas, by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein the groups of islands in the Pacific Ocean lying north of the Equator; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that in accordance with Article 22, Part I (Covenant of the League of Nations) of the said Treaty a Mandate should be conferred

シタルニ因リ

日本國皇帝陛下ハ前記諸島ニ關スル委任ヲ受諾スルニ決シ且左記ノ規定ニ準據シ國際聯盟ニ代リ該委任ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ

前記第二十二條第八項ハ受任國ノ行フ權限、監理又ハ施政ノ程度ニ關シ豫メ聯盟國間ニ合意ナキトキハ聯盟理事會ハ之ヲ明定スヘキコトヲ規定スルニ因リ

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

委任統治地域

第一條

日本國皇帝陛下（以下受任國ト稱ス）ニ委任ヲ付與シタル諸島ハ太平洋中赤道以北ニ位スル舊獨逸領諸島ノ全部ヲ含ム

upon His Majesty the Emperor of Japan to administer the said islands and have proposed that the Mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Majesty the Emperor of Japan has agreed to accept the Mandate in respect of the said islands and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the following provisions; and

Whereas, by the afore-mentioned Article 22, Paragraph 8, it is provided that the degree of authority, control or administration to be exercised by the Mandatory, not having been previously agreed upon by the Members of the League, shall be explicitly defined by the Council of the League of Nations:

Confirming the said Mandate, defines its terms as follows:—

ARTICLE 1.

The islands over which a Mandate is conferred upon His Majesty the Emperor of Japan (hereinafter called the Mandatory) comprise all the former German islands situated in the Pacific

施政及立法ノ權利竝適用法規

第二條

受任國ハ本委任統治條項ニ依ル地域ニ對シ日本帝國ノ構成部分トシテ施政及立法ノ全權ヲ有スヘク且情況ニ應シ必要ナル地方的變更ヲ加ヘテ本地域ニ日本帝國ノ法規ヲ適用スルコトヲ得

統治ノ目的

受任國ハ本委任統治條項ニ依ル地域ノ住民ノ物質的及精神的幸福竝社會的進歩ヲ極力增進スヘシ

奴隷賣買ノ禁止及强制勞働ノ制限

第三條

受任國ハ奴隷賣買ヲ禁止スルコト竝須要ナル公共的工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外强制勞働ヲ許容セサルコトヲ督視スヘシ右例外ノ場合ニ於テモ相當ノ報償ヲ支拂フコトヲ要ス

武器彈藥ノ取引ノ取締

受任國ハ又千九百十九年九月十日署名ノ武器取引ノ取締ニ關スル條約又ハ之ヲ修正スル條約ニ規定スル所ト同樣ナル原則ニ準據シ武器彈藥ノ取引ヲ

Ocean and lying north of the Equator.

ARTICLE 2.

The Mandatory shall have full power of administration and legislation over the territory subject to the present Mandate as an integral portion of the Empire of Japan, and may apply the laws of the Empire of Japan to the territory, subject to such local modifications as circumstances may require.

The Mandatory shall promote to the utmost the material and moral well-being and the social progress of the inhabitants of the territory subject to the present mandate.

ARTICLE 3.

The Mandatory shall see that the slave trade is prohibited and that no forced labour is permitted, except for essential public works and services, and then only for adequate remuneration.

The Mandatory shall also see that the traffic in arms and ammunition is controlled in accordance with principles analogous to those laid

取締ルコトヲ督視スヘシ

火酒等供給ノ禁止

土着民ニ火酒及酒精飲料ヲ供給スルコトヲ禁止スヘシ

第四條

軍事教育及軍事的設備ノ制限

土着民ノ軍事教育ハ地域内警察及本地域ノ地方的防衛ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外之ヲ禁止スヘシ又本地域内ニ陸海軍根據地又ハ築城ヲ建設スルコトヲ得ス

第五條

良心及宗教ノ自由

公ノ秩序又ハ善良ノ風俗ノ維持ニ關スル地方的法規ニ反セサル限リ受任國ハ本地域内ニ於テ良心ノ自由竝各種禮拜ノ自由執行ヲ確保シ又聯盟國ノ國民タル一切ノ宣教師カ其ノ職務ヲ行フ爲本地域内ニ到リ、旅行シ又ハ居住スルコトヲ許スヘシ

down in the Convention relating to the control of the arms traffic, signed on September 10th, 1919, or in any convention amending same.

The supply of intoxicating spirits and beverages to the natives shall be prohibited.

Article 4.

The military training of the natives otherwise than for purposes of internal police and the local defence of the territory, shall be prohibited. Furthermore, no military or naval bases shall be established or fortifications erected in the territory.

Article 5.

Subject to the provisions of any local law for the maintenance of public order and public morals, the Mandatory shall ensure in the territory freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship, and shall allow all missionaries, nationals of any State Member of the League of Nations, to enter into, travel and reside in the territory for the purpose of prosecuting their calling.

第六條

年報ノ提出

受任國ハ國際聯盟理事會ヲ滿足セシムヘキ年報ヲ同理事會ニ提出スヘシ該年報中ニハ本地域ニ關スル詳細ナル情報ヲ記載シ且第二條乃至第五條ニ依リ負擔シタル義務ヲ實行スル爲ニ執リタル諸般ノ措置ヲ表示スヘシ

第七條

統治條項ノ變更

本委任統治條項ノ規定ヲ變更スルニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

仲裁條項

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋又ハ適用ニ關シ受任國ト他ノ聯盟國トノ間ニ紛爭ヲ生シタル場合ニ於テ其ノ紛爭カ交渉ニ依リ解決スルコト能ハサルトキハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトニ同意ス

本宣言ハ國際聯盟ノ記錄ニ之ヲ寄託スヘク國際聯盟事務總長ハ本書ノ認證謄本ヲ獨逸國トノ平和條

Article 6.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council, containing full information with regard to the territory, and indicating the measures taken to carry out the obligations assumed under Articles 2, 3, 4, and 5.

Article 7.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present Declaration shall be deposited in the archives of the League of Nations. Certified

約ノ署名國ニ送付スヘシ

千九百二十年十二月十七日「ジェネヴァ」ニ於テ作成ス

copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Powers Signatories of the Treaty of Peace with Germany.

Made at Geneva the 17th day of December, 1920.

MANDAT POUR LES ANCIENNES COLONIES ALLEMANDES SITUÉES AU NORD DE L'ÉQUATEUR, DANS L'OCÉAN PACIFIQUE.

LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé, en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris le groupe d'îles situé au nord de l'Équateur dans l'Océan Pacifique;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées ont convenu qu'un mandat soit conféré à Sa Majesté l'Empereur du Japon pour administrer, conformément à l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, les dites îles et ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit:

Considérant que sa Majesté l'Empereur du Japon s'est engagée à accepter le mandat sur les dites îles et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux dispositions suivantes;

Considérant que, aux termes de l'article 22 ci-dessus mentionné, paragraphe 8, il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une Convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil;

Par la présente, confirmant le mandat, a statué sur ses termes comme suit:

ARTICLE 1.

Les îles dont Sa Majesté l'Empereur du Japon (ci-après désigné le Mandataire) assume l'administration, sous le régime du mandat, comprennent toutes les anciennes îles allemandes situées dans l'Océan Pacifique au nord de l'Équateur.

ARTICLE 2.

Le Mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur le territoire faisant l'objet du mandat: ce territoire sera administré selon la législation du Mandataire comme partie intégrante de l'Empire du Japon. Le Mandataire est en conséquence autorisé à appliquer aux régions soumises au mandat la législation de l'Empire du Japon sous réserve des modifications nécessitées par les conditions locales.

Le Mandataire accroîtra par tous les moyens en son pouvoire le bien-être matériel et moral, ainsi que le progrès social des habitants du territoire soumis au présent mandat.

ARTICLE 3.

Le Mandataire veillera à ce que la traite des esclaves soit interdite; à ce que le travail obligatoire ne soit autorisé que dans le cas de travaux publics essentiels et dans les services publics et sous condition qu'une rémunération équitable soit allouée.

En outre, le Mandataire veillera à ce que le trafic de l'armement et des munitions soit contrôlé en conformité avec des principes analogues à ceux de la Convention relative au contrôle du Trafic des armements, signée le 10 septembre 1919 et de toute autre Convention qui amende cette dernière.

Il sera interdit de fournir des spiritueux et des boissons alcooliques aux indigènes du territoire.

ARTICLE 4.

L'instruction militaire des indigènes sera interdite, sauf pour assurer la police locale et la défense locale du territoire. En outre, aucune base militaire ou navale ne sera établie dans le territoire, ni aucune fortification.

ARTICLE 5.

Sous réserve des dispositions de la législation locale concernant le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, le Mandataire assurera dans toute l'étendue du territoire, la liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes et donnera à tous les missionnaires, sujets ou citoyens de tout Membre de la Société des Nations, la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire dans le but d'exercer leur ministère.

ARTICLE 6.

Le Mandataire devra envoyer au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel satisfaisant le Conseil et contenant toute information intéressant le territoire et indiquant les mesures prises pour assurer les engagements pris suivant les Articles 2, 3, 4, 5.

ARTICLE 7.

L'autorisation du Conseil de la Société des Nations est nécessaire pour modifier les dispositions du présent mandat.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat, et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, prévue par l'Article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent exemplaire sera déposé dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire Général de la Société des Nations à toutes les Puissances signataires du Traité de Paix avec l'Allemagne.

Fait à Genève le 17 décembre 1920.

前文

舊獨逸國領南西「アフリカ」ニ對スル南阿聯邦ノ委任統治條項

一九二〇年（大正九年）一二月一七日作成

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名シタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ獨逸國領南西「アフリカ」ヲ包含スル其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ同平和條約第一編（國際聯盟規約）第二十二條ニ準據シ前記地域ノ施政ヲ大不列顛國皇帝陛下ニ代リテ南「アフリカ」聯邦政府カ行フノ委任ヲ大不列顛國皇帝陛下ニ付與スルコトニ一致シ且右委任統治條項ヲ左ノ通定ムヘキコトヲ提議シタルニ因リ

大不列顛國皇帝陛下ハ南「アフリカ」聯邦政府ノ

MANDATE FOR GERMAN SOUTH-WEST AFRICA.

THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS:

Whereas, by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her oversea possessions, including therein German South-West Africa; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that, in accordance with Article 22, Part I (Covenant of the League of Nations) of the said Treaty, a Mandate should be conferred upon His Britannic Majesty to be exercised on his behalf by the Government of the Union of South Africa to administer the territory aforementioned, and have proposed that the Mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Britannic Majesty, for and on

爲及之ニ代リテ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スル
任ヲ實行スルコトヲ約シタルニ因リ國際聯盟ニ代リ該委
ニ決シ且左記ノ規定ニ準據シ國際聯盟ニ代リ該委

前記第二十二條第八項ハ受任國ノ行フ權限、監理
又ハ施政ノ程度ニ關シ豫メ聯盟國間ニ合意ナキトキ
因リ聯盟理事會ハ之ヲ明定スヘキコトヲ規定スルモノトス

前記委任ヲ確認シ其ノ條項ヲ左ノ如ク定ム

第一條

大不列顛國皇帝陛下カ南「アフリカ」聯邦政府（以
下受任國ト稱ス）ノ爲及之ニ代リテ委任ヲ付與セラレタル地域ハ南西「アフリカ」
領獨逸國保護
ヲ構成シタル地域ヲ含ム

止取武引ノ譯
ノ强制制禁隷
限勞止賣
働及買

受任國ハ千九百十九年九月十日署名ノ武器取引ノ
締ニ關スル條約又ハ之ヲ修正スル條約ノ武器彈藥ノ取引ニ規定スル
原則ト同樣ナル原則ニ準據シ武器彈藥ノ取引ヲ監督スヘシ

第三條

受任國ハ奴隷賣買ヲ禁止スルコトヲ竝須要ナル公共
的工事及役務ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外强制勞働ヲ
ヲ許容セサルコトヲ督視スヘシ右例外ノ場合ニ於テモ相當ノ報償ヲ支拂フコトヲ要ス

的統治ノ目

受任國ハ本委任統治條項ニ依ル地域ノ住民ノ物質
的及精神的幸福竝社會的進歩ヲ極力增進スヘシ

用法施
法律行及
現立通

ルコトヲ得

受任國ハ本委任統治條項ニ依ル地域ニ對シ南「アフリカ」聯邦ノ構成部分トシテ施行シ及立法ノ全權
ヲ有スヘク且情況ニ應シ必要ナル地方的變更ヲ加ヘテ南「アフリカ」聯邦ノ法規ヲ適用スル

Article 1.

The territory over which a Mandate is conferred upon His Britannic Majesty for and on behalf of the Government of the Union of South Africa (hereinafter called the Mandatory) comprises the territory which formerly constituted the German Protectorate of South-West Africa.

Article 2.

The Mandatory shall have full power of administration and legislation over the territory subject to the present Mandate as an integral portion of the Union of South Africa, and may apply the laws of the Union of South Africa to the territory, subject to such local modifications as circumstances may require.

The Mandatory shall promote to the utmost the material and moral well-being and the social progress of the inhabitants of the territory subject to the present Mandate.

Artilce 3.

The Mandatory shall see that the slave trade is prohibited, and that no forced labour is permitted, except for essential public works and services, and then only for adequate remuneration.

The Mandatory shall also see that the traffic in arms and ammunition is controlled in accordance with principles analogous to those laid down in the Convention relating to the control

behalf of the Government of the Union of South Africa, has agreed to accept the Mandate in respect of the said territory and has undertaken to exercise it on behalf of the League of Nations in accordance with the following provisions; and

Whereas, by the afore-mentioned Article 22, paragraph 8, it is provided that the degree of authority, control or administration to be exercised by the Mandatory, not having been previously agreed upon by the Members of the League, shall be explicitly defined by the Council of the League of Nations:

Confirming the said Mandate, defines its terms as follows:—

火酒等供給ノ禁止

土着民ニ火酒及酒精飲料ヲ供給スルコトヲ禁止スヘシ

第四條

軍事教育及軍事的設備ノ禁止

土着民ノ軍事教育ハ地域内警察及本地域ノ地方的防衛ノ爲ニスル場合ヲ除クノ外之ヲ禁止スヘシ本地域内ニ陸海軍根據地又ハ城塞ヲ建設スルコトヲ得ス

第五條

自由權ノ保證

公ノ秩序又ハ善良ノ風俗ノ維持ニ關スル地方的法規ニ反セサル限リ受任國ハ本地域内ニ於テ良心ノ自由竝各種禮拜ノ自由執行ヲ確保シ又聯盟國ノ國民タル一切ノ宣教師カ其ノ職務ヲ行フ爲本地域内ニ到リ、旅行シ又ハ居住スルコトヲ許スヘシ

of the arms traffic, signed on September 10th, 1919, or in any convention amending the same.

The supply of intoxicating spirits and beverages to the natives shall be prohibited.

Article 4.

The military training of the natives, otherwise than for purposes of internal police and the local defence of the territory, shall be prohibited. Furthermore, no military or naval bases shall be established or fortifications erected in the territory.

Article 5.

Subject to the provisions of any local law for the maintenance of public order and public morals, the Mandatory shall ensure in the territory freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship, and shall allow all missionaries, nationals of any State Member of the League of Nations, to enter into, travel and reside in the territory for the purpose of prosecuting their calling.

年報ノ提出

第六條

受任國ハ國際聯盟理事會ヲ滿足セシムヘキ年報ヲ同理事會ニ提出スヘシ該年報中ニハ本地域ニ關スル詳細ナル情報ヲ記載シ且第二條乃至第五條ニ依リ負擔シタル義務ヲ實行スル爲ニ執リタル諸般ノ措置ヲ表示スヘシ

第七條

統治條項ノ變更

本委任統治條項ノ規定ヲ變更スルニハ國際聯盟理事會ノ同意ヲ要ス

仲裁條項

受任國ハ本委任統治條項ノ規定ノ解釋ニ關シ受任國ト他ノ聯盟國トノ間ニ紛爭ヲ生シタル場合ニ於テ其ノ紛爭カ交渉ニ依リ解決スルコト能ハサルトキハ之ヲ國際聯盟規約第十四條ニ規定スル常設國際司法裁判所ニ付託スヘキコトニ同意ス

本宣言ハ國際聯盟ノ記錄ニ之ヲ寄託スヘク國際聯盟事務總長ハ本書ノ認證謄本ヲ獨逸國トノ平和條

Article 6.

The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council, containing full information with regard to the territory, and indicating the measures taken to carry out the obligations assumed under Articles 2, 3, 4, and 5.

Article 7.

The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The present Declaration shall be deposited in the archives of the League of Nations. Certified

約ノ署名國ニ送付スベシ

千九百二十年十二月十七日「ジュネヴァ」ニ於テ作成ス

copies shall be forwarded by the Secretary-General of the League of Nations to all Powers Signatories of the Treaty of Peace with Germany.

Made at Geneva the 17th day of December, 1920.

MANDAT POUR LE SUD-OUEST AFRICAIN ALLEMAND

LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Paix avec l'Allemagne signé à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tous ses droits sur ses possessions d'outre-mer, y compris le Sud-Ouest Africain Allemand;

Considérant que les Principales Puissances alliées et associées ont convenu qu'un mandat soit conféré à Sa Majesté Britannique pour être exercé en son nom par le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, conformément à l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, sur le territoire du Sud-Ouest Africain Allemand et ont proposé que le mandat soit formulé ainsi que suit:

Considérant que Sa Majesté Britannique, agissant pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, et en son nom, s'est engagée à accepter le mandat sur le dit territoire et a entrepris de l'exercer au nom de la Société des Nations, conformément aux d'spositions suivantes:

Considérant que, aux termes de l'article 22 ci-dessus mentionné, paragraphe 8, il est prévu que si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une Convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil;

Par la présente, confirmant le mandat, a statué sur ses termes comme suit:

Article 1.

Le territoire sur lequel Sa Majesté Britannique assume, pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud (ci-après dénommé le Mandataire) et en son nom, l'administration, sous le régime du mandat, comprend l'ancien protectorat du Sud-Ouest Africain.

Article 2.

Le Mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur le territoire faisant l'objet du mandat. Ce territoire sera administré selon la législation du Mandataire comme partie intégrante de son territoire. Le Mandataire est en conséquence autorisé à appliquer aux régions soumises au mandat la législation de l'Union de l'Afrique du Sud sous réserve des modifications nécessitées par les conditions locales.

Le Mandataire accroîtra, par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du territoire soumis au présent mandat.

Article 3.

Le Mandataire veillera à ce que la traite des esclaves soit interdite; à ce que le travail obligatoire ne soit autorisé que dans le cas de travaux publics essentiels et dans les services publics et sous condition qu'une rémunération équitable soit allouée.

En outre, le Mandataire veillera à ce que le trafic de l'armement et des munitions soit contrôlé en conformité avec des principes analogues à ceux de la Convention relative au contrôle du trafic des armements, signée le 10 septembre 1919 ou de toute autre convention qui amende cette dernière.

Il sera interdit de fournir des spiritueux et des boissons alcooliques aux indigènes du territoire.

Article 4.

L'instruction militaire des indigènes sera interdite, sauf pour assurer la police locale et la défense locale du territoire. En outre, aucune base

militaire ou navale ne sera établie dans le territoire, ni aucune fortification.

ARTICLE 5.

Sous réserve des dispositions de la législation locale concernant le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, le Mandataire assurera dans toute l'étendue du territoire, la liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes; et donnera à tous les missionnaires, sujets ou citoyens de tout Membre de la Société des Nations, la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire dans le but d'exercer leur ministère.

ARTICLE 6.

Le Mandataire devra envoyer au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel satisfaisant le Conseil et contenant toute information intéressant le territoire et indiquant les mesures prises pour assurer les engagements pris suivant les articles 2, 3, 4, 5.

ARTICLE 7.

L'autorisation du Conseil de la Société des Nations est nécessaire pour modifier les dispositions du présent mandat.

Le Mandataire accepte que tout différend quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Mandat, et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Le présent exemplaire sera déposé dans les archives de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes en seront remises par le Secrétaire Général de la Société des Nations à toutes les Puissances signataires du Traité de Paix avec l'Allemagne.

Fait à Genève le 17 décembre 1920.

前文

舊獨逸國領「サモア」ニ對スル「ニュー、ジーランド」ノ委任統治條項

一九二〇年（大正九年）一二月一七日作成

國際聯盟理事會ハ

千九百十九年六月二十八日「ヴェルサイユ」ニ於テ署名シタル獨逸國トノ平和條約第百十九條ニ依リ獨逸國ハ獨逸國領「サモア」ヲ包含スル其ノ海外屬地ニ關スル一切ノ權利ヲ主タル同盟及聯合國ノ爲ニ拋棄シタルニ因リ

主タル同盟及聯合國ハ同平和條約第一編（國際聯盟規約）第二十二條ニ準據シ獨逸國領「サモア」ノ施政ヲ大不列顛國皇帝陛下ニ代リテ新西蘭政府カ行フノ委任ヲ大不列顛國皇帝陛下ニ付與スルコトニ一致シ且右委任統治條項ヲ左ノ通定ムヘキコトヲ提議シタルニ因リ

大不列顛國皇帝陛下ハ新西蘭ノ爲及之ニ代リテ前記地域ニ關スル委任ヲ受諾スルニ決シ且左記ノ規

MANDATE FOR GERMAN SAMOA.

THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS:

Whereas, by Article 119 of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28th, 1919, Germany renounced in favour of the Principal Allied and Associated Powers all her rights over her overseas possessions, including therein German Samoa; and

Whereas the Principal Allied and Associated Powers agreed that, in accordance with Article 22, Part I (Covenant of the League of Nations) of the said Treaty, a Mandate should be conferred upon His Britannic Majesty to be exercised on his behalf by the Government of the Dominion of New Zealand to administer German Samoa and have proposed that the mandate should be formulated in the following terms; and

Whereas His Britannic Majesty, for and on behalf of the Government of the Dominion of New